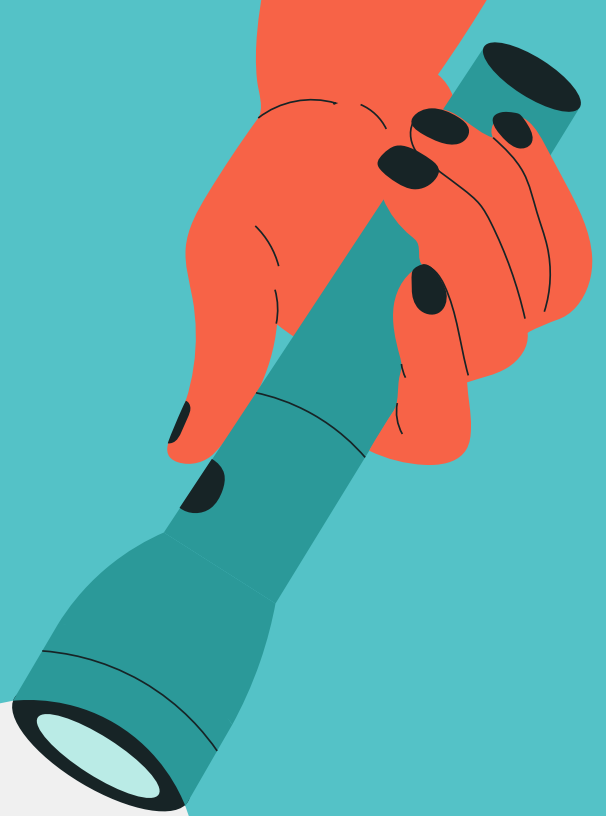


awid

OÙ est L'ARGENT?

Un plaidoyer documenté
pour soutenir les
organisations féministes





AGISSONS MAINTENANT !



Sommaire

Mentions	4
Acronymes et abréviations	5
Résumé exécutif	6
Introduction : Un paysage en mutation pour le financement des organisations féministes	16
Méthodologie	23
Échantillon de l'enquête	24
Phase pilote, accessibilité et sensibilisation	24
Portée et limites	25
Représentativité et comparabilité	25
Principales conclusions	27
Quelle est la taille des budgets féministes ?	28
Au-delà de la taille du budget : ce que le financement permet	33
Derrière les chiffres : qu'est-ce qui détermine la taille du budget ?	35
Les disparités régionales	35
Niveau d'organisation	38
Statut juridique	41
Thématiques prioritaires	42
Qui finance les organisations féministes ?	44
L'autofinancement des mouvements féministes	45
Principales sources de financement	48
Qualité du financement	58
Financement structurel	59
Financement pluriannuel	61
Épargnes et réserves	62
La persistance des barrières systémiques	66
Féministes, bailleurs de fonds et alliés-es : AGISSONS MAINTENANT !	69
Une histoire de transformation et d'urgence	70
Ces données imposent une action collective	72

Mentions

L'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID) est une organisation féministe, associative et internationale de soutien aux mouvements. Nous accompagnons les mouvements féministes, de défense des droits des femmes et de la justice de genre pour leur permettre de s'épanouir, de contester les systèmes d'oppression et de bâtir des alternatives féministes. www.awid.org/fr.

Autrices : Alejandra Morena, Inna Michaeli, et Kasia Staszewska

Design et illustrations : Sophia Andreazza

Traduction de l'anglais vers le français : Caroline Bocquet

Relecture : Camille Rieunier

Relecture finale : Nathalie Margi et Vanessa Navarrete

Remerciements : Nous exprimons notre profonde gratitude aux nombreuses et diverses organisations, mouvements et groupes féministes, de défense des droits des femmes et LGBTQI+ du monde entier qui ont participé à l'enquête 2024 *Où est l'argent pour l'organisation des mouvements féministes ?*. Vos précieuses contributions nourrissent notre compréhension collective des ressources féministes à l'échelle mondiale. Ces données sont les vôtres.

L'AWID adresse ses remerciements les plus chaleureux à toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de cette enquête, notamment nos consultantes en recherche et en données, Constanza Argentieri et Natalia Debandi. Les membres et activistes de l'AWID ont généreusement apporté leurs conseils et piloté l'enquête afin d'en assurer la pertinence, l'accessibilité et l'ancrage dans les réalités féministes concrètes. Merci !

Nos remerciements vont également à nos collègues de la communauté des bailleurs de fonds féministes qui ont œuvré à la diffusion de l'enquête. Une reconnaissance particulière à l'International Trans Fund et au Women's Fund Asia pour avoir organisé des sessions communautaires destinées à accompagner leurs partenaires bénéficiaires dans leur participation à l'enquête.

À nos collègues dévouées qui ont assuré la révision du rapport, Leila Hessini (Feminist Dream Space), Nino Ugrehelidze (Dalan Fund), Rachel Jacobson (Alliance for Feminist Movements) et Paz Romero (Justice Funds), merci pour votre expertise, votre sagacité et votre engagement. À nos collègues de l'AWID, Anissa Daboussi, Deya Bhattacharya, Faye Macheke et Gopika Bashi, merci pour vos remarques constructives et votre attention minutieuse lors de la relecture de ce rapport.

Enfin, l'AWID exprime sa profonde gratitude à toutes les personnes dont les idées, les analyses et les contributions ont nourri la recherche et l'enquête *Où est l'argent ?* au fil des années.

Pour en savoir plus sur l'enquête *Où est l'argent ?* de l'AWID, consultez www.awid.org/fr/witm.



Où est l'argent ? Un plaidoyer documenté pour soutenir les organisations féministes Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) www.creativecommons.org.

Cette publication peut être redistribuée à des fins non commerciales sur tout support, sans modification et dans son intégralité, en mentionnant l'AWID et les autrices.

Éditée par l'AWID | Octobre 2025

Acronymes et abréviations

AWID	Association pour les droits des femmes dans le développement
BFF	Black Feminist Fund (fonds spécifiquement destiné à l'accompagnement des mouvements féministes noirs)
CBN	Christian Broadcasting Network (chaîne de télévision chrétienne évangélique américaine)
CEECCNA	Europe centrale et orientale, Caucase, Asie centrale et Asie du Nord
OSC	Organisation de la société civile
CAD	Comité d'aide au développement
UE	Union européenne
FSOF	Fonds de soutien aux organisations féministes
GPP	Global Philanthropy Project (organisation qui oeuvrant à élargir le soutien des acteurs de la philanthropie à la défense des droits LGBTI dans le monde).
PF	Personnes fortunées
HRFN	Human Rights Funders Network (Réseau des bailleurs de fonds pour les droits humains)
ONGI	Organisations non-gouvernementales internationales
ITF	International Trans Fund (fonds philanthropique dédié au financement d'organisations trans à travers le monde).
LBTQI+	Personnes lesbiennes, bisexuelles, transgenres, queer, intersexes et autres
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODI	Overseas Development Institute (think tank dédié à la lutte contre les injustices et les inégalités)
SIDA	The Swedish International Development Cooperation Agency (Agence suédoise de coopération internationale au développement)
SWANA	Asie du Sud-Ouest et Afrique du Nord
ONU	Organisation des Nations unies
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
WFA	Women's Fund Asia (Fonds pour les femmes en Asie)

Résumé Exécutif

Les féministes changent le monde.

Notre force collective, notre sagesse et notre engagement sont illimités... mais pas nos comptes en banque. Découvrez l'état des lieux du financement des organisations féministes aujourd'hui.

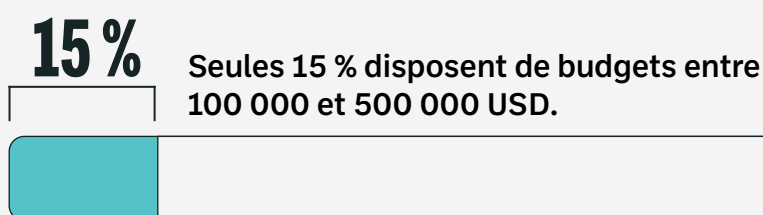
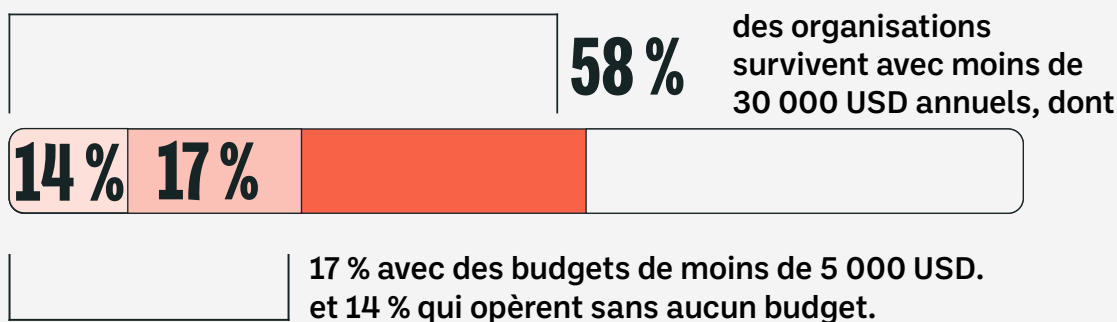
Cette synthèse s'appuie sur les réponses de 1 174 organisations féministes, de défense des droits des femmes, LBTQI+ et alliées (désignées ci-après comme « organisations féministes et de défense des droits des femmes ») issues de 128 pays, ayant participé à l'enquête *Où est l'argent pour l'organisation des mouvements féministes ?* Les données reflètent les expériences vécues entre 2021 et 2023, et sont examinées au regard des fortes restrictions budgétaires constatées en 2024-2025.



Budgets annuels : un plafond de verre invisible qui perdure et creuse les inégalités

En 2023, le budget annuel médian des organisations féministes et de défense des droits des femmes atteignait seulement 22 000 USD.¹ Nos résultats montrent qu'il n'y a pas eu de réelle croissance des budgets annuels depuis plus de dix ans, témoignant d'un plafond de verre budgétaire que ces organisations peinent à briser.

Budgets annuel

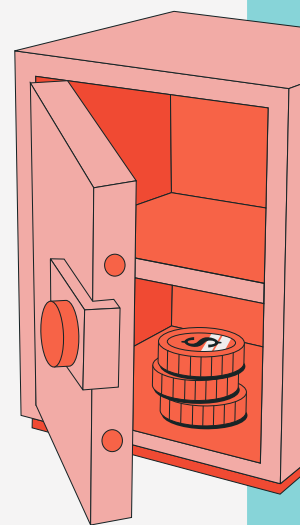


Ces disparités montrent que le panorama du financement des organisations féministes est fragmenté et marqué par les inégalités.

Les financements accordés à seulement trois groupes anti-droits mondiaux étaient deux fois plus élevés que ceux accordés à l'ensemble des 1 174 organisations féministes et de défense des droits des femmes interrogées en 2023.²

¹ Dans la précédente étude Où est l'argent ? de l'AWID, réalisée en 2011 et couvrant l'année 2010, le budget annuel médian de plus de 740 organisations de femmes était de 20 000 USD. Voir Angelika Arutyunova et Cindy Clark, *Arroser les feuilles et affamer les racines* (Toronto : AWID, 2013), <https://www.awid.org/fr/publications/arroser-les-feuilles-et-affamer-les-racines>.

² Pour plus d'informations et de sources, consultez la section Quelle est l'ampleur des budgets féministes ? du rapport complet Où est l'argent ? (2025), www.awid.org/fr/witm.



Les inégalités de financement touchent particulièrement :

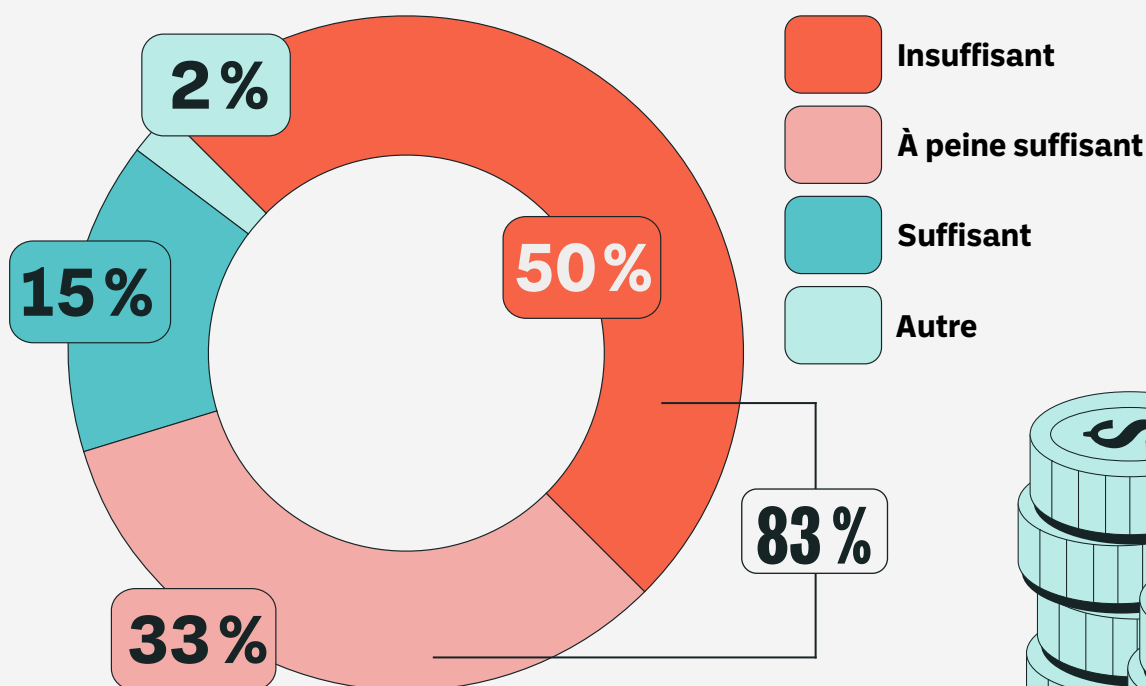
- les organisations féministes et de défense des droits des femmes situées dans les pays du Sud global ;
- les groupes non enregistrés officiellement ;
- les organisations intervenant aux niveaux local ou national ;
- les groupes défendant les droits des communautés subissant des oppressions multiples et intersectionnelles, notamment ceux qui luttent pour sur l'égalité entre castes, la réduction des risques et la guerre contre les drogues.

Ces dynamiques illustrent les inégalités structurelles dans le financement des organisations féministes, perpétuant souvent les rapports de pouvoir inégaux et l'exclusion à l'échelle mondiale.

Écart entre le budget et l'impact : des Aspirations vs. Réalités

Au-delà de la taille des budgets, le financement répond-il aux besoins et ambitions des organisations féministes et de défense des droits des femmes ? Pour la plupart d'entre elles, la réponse est non.

- Seules 15 % déclarent disposer d'un budget suffisant.
- 83 % estiment que leur budget est insuffisant pour atteindre l'intégralité de leurs objectifs stratégiques (insuffisant pour 50 %, à peine suffisant pour 33 %).



Les budgets nécessaires sont bien plus élevés les ressources réelles : ainsi, 28 % ont besoin d'un budget à un budget de 100 000 à 500 000 USD, mais seulement 15 % ont réussi à l'obtenir obtenu.



À l'extrémité inférieure, alors que 14 % des organisations fonctionnent sans budget, seulement 3% trouvent cette situation satisfaisante.



Nos résultats déconstruisent l'idée reçue selon laquelle les organisations féministes et de défense des droits des femmes souhaitent rester petites structures. L'écosystème féministe a la capacité d'absorber des financements plus conséquents et pérennes.³

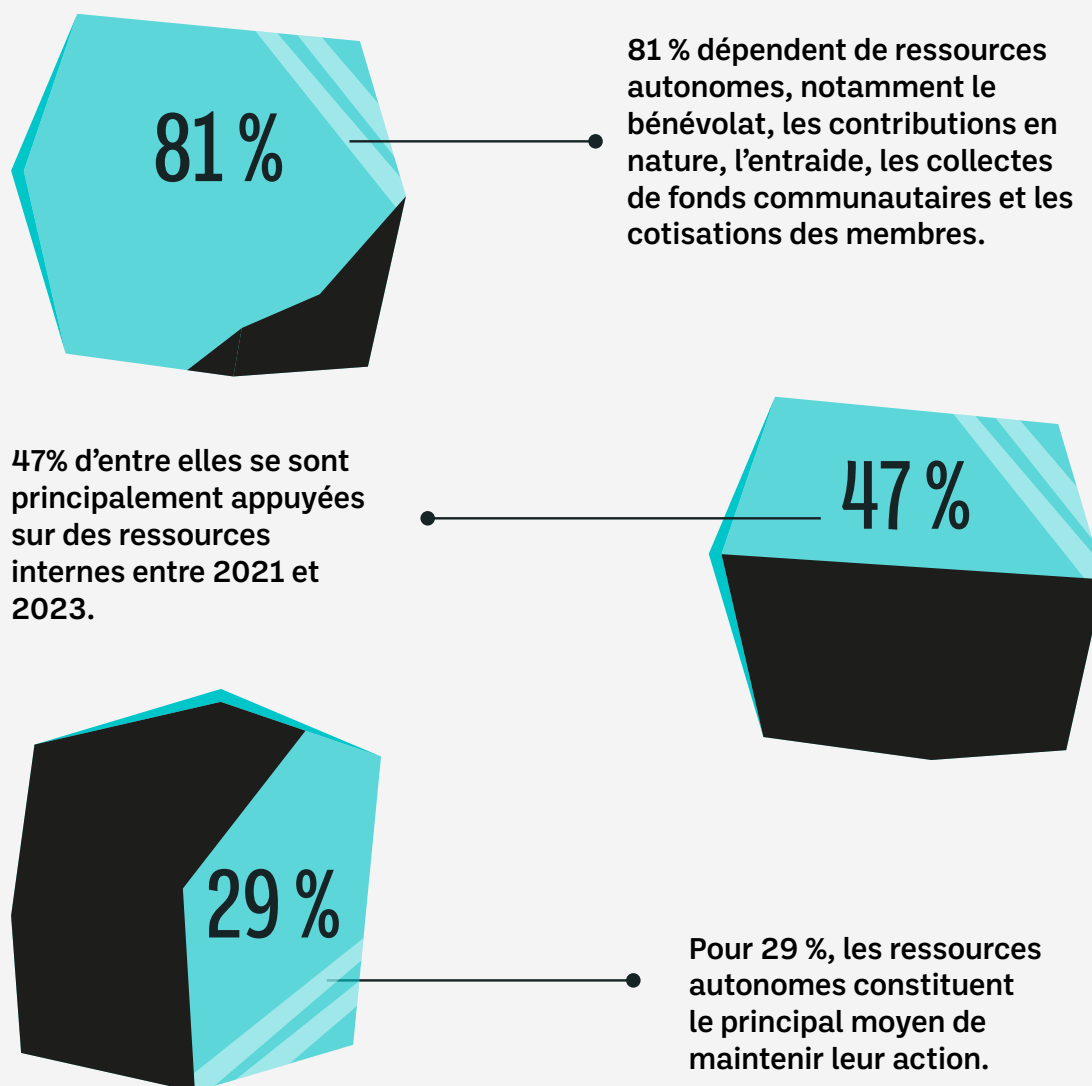
Qui finance les organisations féministes ?

Les ressources des organisations féministes et de défense des droits des femmes proviennent de diverses sources, notamment des fonds féministes et en faveur des femmes, des bailleurs de fonds philanthropiques, bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des ressources générées par les organisations elles-mêmes.

³ Pour plus d'informations sur la capacité d'absorption des mouvements féministes, consultez l'Introduction et la section Au-delà de la taille du budget : ce que le financement permet, du rapport complet Où est l'argent ? (2025), www.awid.org/fr/witm.

L'autofinancement des mouvements féministes

Pour la première fois, l'enquête *Où est l'argent ?* de l'AWID révèle l'ampleur des contributions propres aux mouvements féministes, une dimension sous-estimée mais essentielle pour le maintien de l'action féministe. De fait, le financement des mouvements féministes ne repose pas uniquement sur des subventions : la plupart des organisations génèrent elles-mêmes leurs propres ressources, qu'elles soient financières ou non financières en dehors des circuits de financement institutionnels.



Pour de nombreuses communautés marginalisées, les ressources autonomes ne sont pas seulement un choix, mais souvent une nécessité. C'est la seule option viable face à un accès limité au capital, à la richesse ou aux possibilités de générer des revenus.

Principales sources de financement

Si 71 % bénéficient d'une forme de financement externe, la plupart dépendent de plusieurs sources, aucun type de bailleur de fonds ne contribuant en moyenne à plus de 30 % du budget total.

- 55 % identifient les fonds féministes et pour les femmes comme source de financement principale, devant tout autre bailleur de fonds. Parmi celles-ci, 41 % déclarent que cette source représente 50 % ou plus de leur budget annuel.⁴
- Les ONG internationales et les fondations philanthropiques représentent la source principale pour respectivement 36 % et 32 % des organisations, ce chiffre étant nettement plus élevé parmi les organisations disposant de budgets plus importants.
- Les bailleurs privés individuels constituent les principales sources de financement pour 24 % des organisations interrogées.
- Les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux le sont pour respectivement 19 % et 18 % des organisations interrogées.
- Les gouvernements ou organismes nationaux et locaux sont les principales sources de financement pour 16 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes.
- Le financement par le secteur privé reste marginal, cité par seulement 10 % des organisations interrogées.

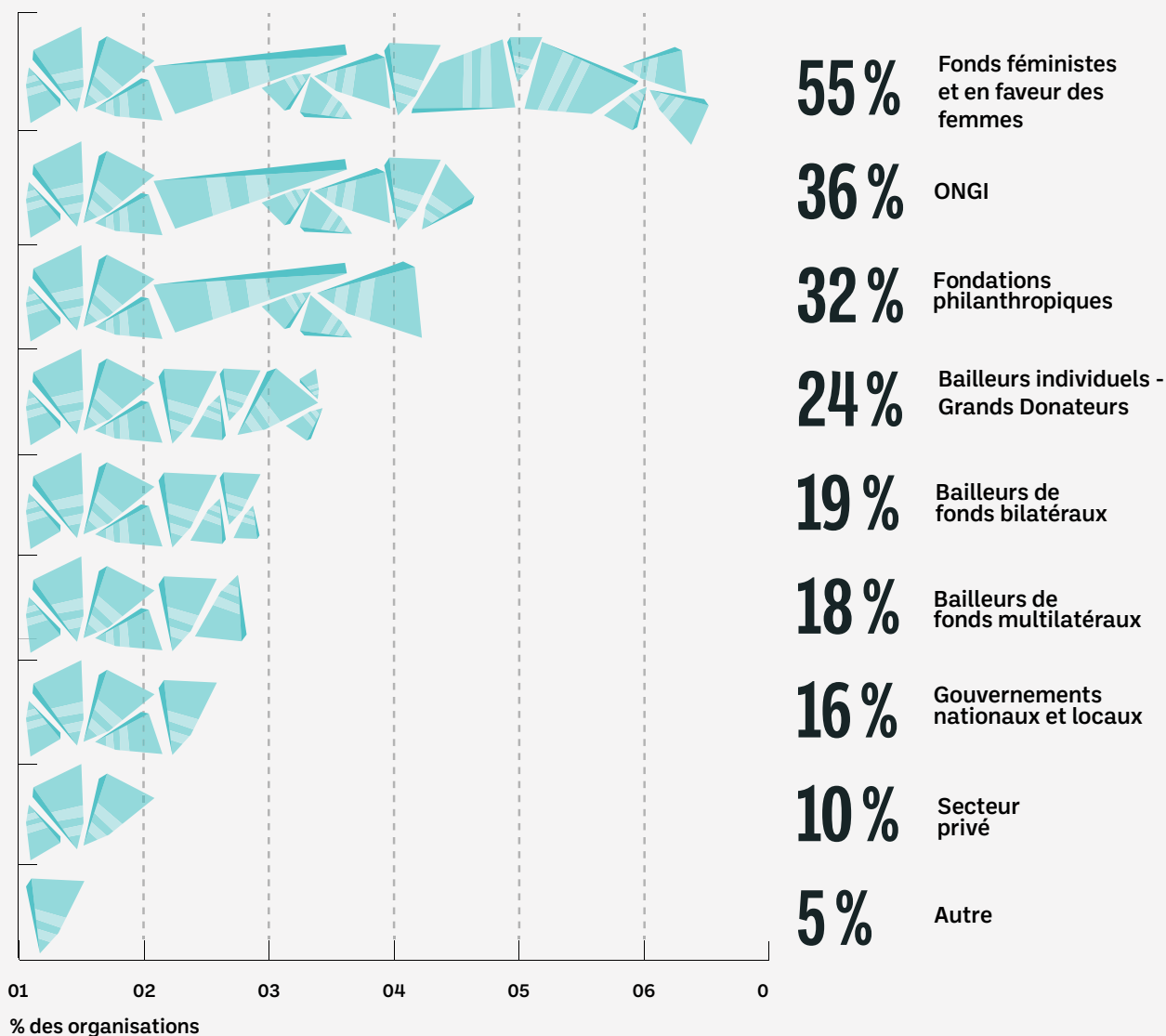
Les fonds féministes en faveur des droits des femmes constituent désormais une source de financement importante. Cela marque un changement significatif par rapport à 2010, où ces fonds ne représentaient qu'environ 5 % du budget total des organisations.⁵



⁴ La question posée était la suivante : « Quelles ont été les principales sources de financement externe de votre groupe, organisation et/ou mouvement entre 2021 et 2023 ? Les sources clés font référence aux dons les plus importants que vous avez reçus en termes de montant de financement. » Les organisations interrogées ont également estimé le pourcentage que chaque source représentait dans leur budget.

⁵ Arutyunova et Clark, *Arroser les Feuilles et affamer les racines*, page 84. <https://www.awid.org/fr/publications/arroser-les-feuilles-et-affamer-les-racines>.

Principales sources de financement des organisations féministes et de défense des droits des femmes



En 2024-225, les coupes budgétaires constantes dans les financements des acteurs bilatéraux, multilatéraux et philanthropiques réduisent drastiquement des financements déjà très limités.

Une qualité de financement toujours insuffisante

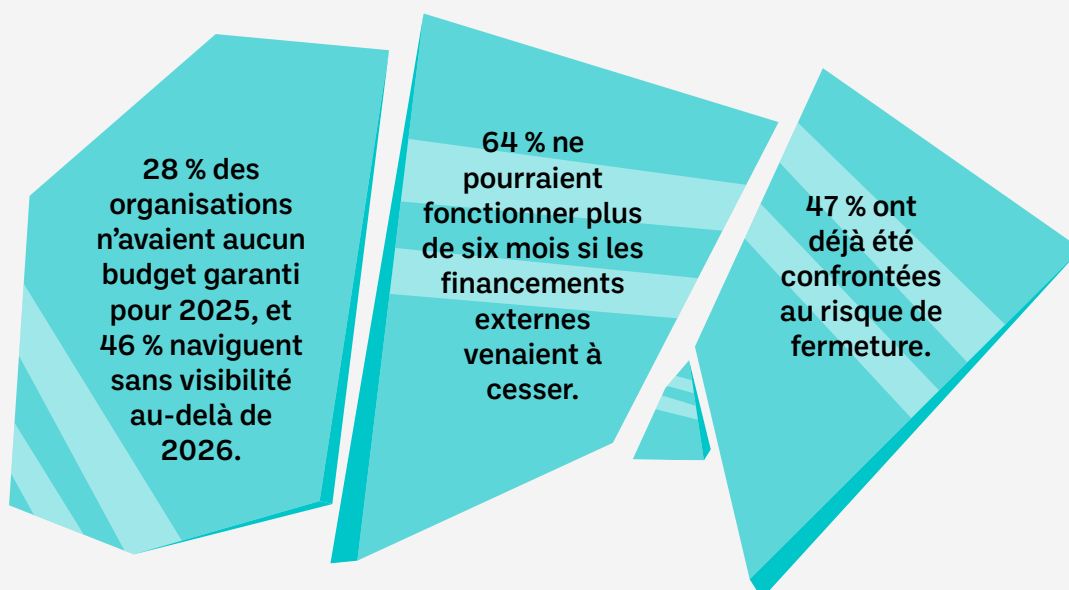
Les financements structurels - fonds propres - permettant le financement durable et stratégique des organisations féministes restent limités :

- Si 71 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes bénéficient d'un financement structurel :
 - celui-ci ne couvre en moyenne que 30 % de leurs budgets ;
 - au total, 62 % reçoivent moins de 20 % de leur budget sous cette forme.
- 29 % n'en reçoivent toujours aucun – un chiffre préoccupant, même s'il marque une amélioration par rapport à 2010, où 50 % en étaient privées.⁶

La plupart des financements restent restrictifs, à court terme, et liés à des projets.



La précarité financière est généralisée :

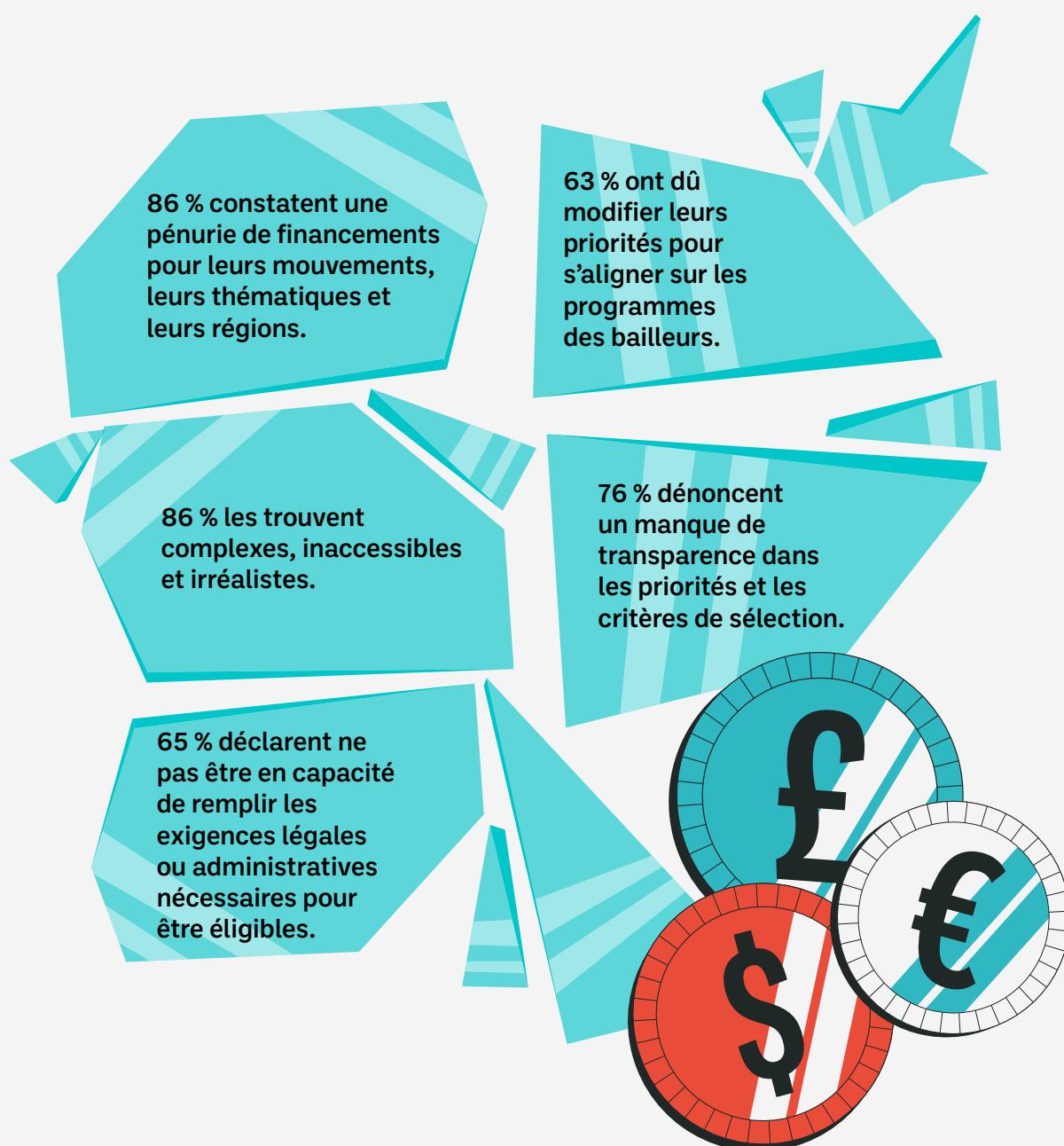


⁶ Arutyunova et Clark, *Arroser les Feuilles et affamer les racines*.

Les réserves et l'épargne ne sont pas un luxe : elles sont essentielles à la stabilité et à la pérennité des mouvements féministes, comme le démontrent les effets dévastateurs des récentes coupes budgétaires.

Des barrières systémiques persistantes

Les pratiques des bailleurs de fonds continuent de limiter l'accès et de compromettre l'autonomie des organisations féministes.



Féministes, bailleurs de fonds et allié-es :

AGISSONS MAINTENANT !

La situation se dégrade. Depuis l'enquête *Où est l'argent ?* menée entre mai et août 2024, la stabilité financière et même la survie des organisations féministes et de défense des droits des femmes sont menacées. C'est sans conteste le moment d'aborder les questions fondamentales que se posent déjà de nombreuses activistes féministes, défenseur.ses du financement des mouvements et bailleurs de fonds engagé.es :

1.

Comment financer les organisations féministes qui luttent pour les droits et la justice à une époque marquée par la montée de l'autoritarisme, l'effondrement économique et la crise écologique ?

2.

Comment dépasser les paradigmes Nord-Sud et mettre en place des modes de financement alternatifs, décoloniaux, autonomes et autosuffisants ?

3.

Que faudrait-il pour construire une infrastructure féministe de financement - subventions, mais aussi épargne, réserves, terres et espaces communs, savoirs et temps - détenue et gérée par les féministes ?

La manière dont nous répondrons à ces questions - et les voix, les expériences et les besoins qui façonneront cette réponse - déterminera en grande partie l'avenir de l'organisation féministe.

Téléchargez et partagez ce Résumé Exécutif :

www.awid.org/fr/witm

INTRODUCTION

Un paysage en mutation pour le financement des organisations féministes



Ce rapport révèle la réalité du financement des organisations féministes et de défense des droits des femmes dans un contexte de bouleversements politiques et financiers. L'avenir demeure incertain, mais une chose est sûre : les féministes ne restent pas les bras croisés. Nous façonnons l'avenir du financement selon nos propres termes.

Depuis la parution du rapport *Arroser les feuilles et affamer les racines* de l'AWID en 2013, le panorama du financement féministe s'est profondément transformé⁷. De nouveaux acteurs philanthropiques, de nouvelles initiatives et des centaines de millions de dollars de nouveaux financements ont émergé, comme le Fonds ODD « Objectifs de Développement Durable » 5 aux Pays-Bas, le Equality Fund au Canada, le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) et l'Initiative Spotlight des Nations Unies et de l'Union européenne⁸. Des collaborations philanthropiques mondiales, telles que le Gender Funders Co-Lab et les fonds mutualisés (par exemple, Co-impact), ainsi que les contributions de personnes fortunées (HNWIs pour High Net Worth Individuals), notamment le don historique de 19 milliards USD sans condition de MacKenzie Scott, ont encore remodelé le panorama des financements⁹.

Ces transformations ont à la fois nourri et été alimentées par l'essor d'une solide infrastructure de financements féministes, en particulier de fonds féministes et en faveur des femmes, qui incarnent des pratiques de financement participatives fondées sur la confiance. Des fonds dirigés par les communautés concernées et par les actrices de la Majorité mondiale - notamment Leading from the South, le Red Umbrella Fund, l'International Trans Fund (ITF), le Black Feminist Fund (BFF), le Numun Fund, le Pacific Women's Fund et le Dalan Fund - orientent des ressources vers des mouvements longtemps exclus des financements. D'autres initiatives, notamment la Global Alliance for Green and Gender Action et le First Response Fund, permettent également d'intégrer les financements climatiques et humanitaires dans les espaces féministes, de justice de genre et LGBTQI+¹⁰.

Nous célébrons ces avancées, tout en reconnaissant qu'elles ne se sont pas traduites par des ressources suffisantes, durables ou équitablement réparties pour les féministes dans toute leur diversité. Qui plus est, les mouvements féministes sont désormais confrontés à de larges coupes budgétaires.

7 Angelika Arutyunova et Cindy Clark, *Arroser les feuilles et affamer les racines* (Toronto : AWID, 2013), https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/arroser_les_feuilles.pdf.

8 Le Fonds ODD 5 a alloué près de 500 millions d'euros pour la période 2021-2025. Voir Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, « Journée internationale des femmes : que fait les Pays-Bas pour améliorer la situation des femmes dans le monde ? », Ministry of Foreign Affairs (blog), 8 mars 2024, <https://www.government.nl/latest/weblogs/the-work-of-the-ministry-of-foreign-affairs/2024/womens-day-what-does-the-ministry-of-foreign-affairs-do>; Ministère néerlandais des Affaires étrangères, *Policy Framework: Strengthening Civil Society - Power of Voices Partnerships 2021-2025* (La Haye : Gouvernement des Pays-Bas, 2019) <https://www.government.nl/documents/policy-notes/2019/11/28/policy-framework-strengthening-civil-society>. Le gouvernement canadien a lancé le Fonds Égalité en 2018, allouant 300 millions CAD à cette initiative. Voir Affaires mondiales Canada : « Equality Fund : Transformer la façon dont nous soutenons les organisations et les mouvements de femmes dont la mission consiste à promouvoir les droits des femmes et l'égalité des genres » [Canada.ca](https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2019/06/affaires-mondiales-canada-fonds-pour-legalite-transformer-la-facon-dont-nous-soutenons-les-organisations-et-les-mouvements-de-femmes-dont-la-mission.html), dernière modification le 21 juin 2019, <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2019/06/affaires-mondiales-canada-fonds-pour-legalite-transformer-la-facon-dont-nous-soutenons-les-organisations-et-les-mouvements-de-femmes-dont-la-mission.html>. Depuis 2019, le FSOF représente un engagement total de 370 millions d'euros - soit 120 millions d'euros pour 2020-2022 et 250 millions d'euros pour 2023-2027 - dont environ 134 millions d'euros ont déjà été décaissés. Voir Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France), « Le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) : un outil emblématique de la diplomatie féministe menée par la France » [Diplomatie.gouv.fr](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etran-gere-de-la-france/diplomatie-feministe/le-fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes-fsof-un-outil-emblématique-de/), dernière modification en octobre 2023, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etran-gere-de-la-france/diplomatie-feministe/le-fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes-fsof-un-outil-emblématique-de/>. L'initiative Spotlight ONU-UE a mobilisé 500 millions d'euros. Voir Service européen pour l'action extérieure, « L'UE investit 500 millions d'euros dans la nouvelle "Spotlight Initiative" pour mettre fin aux violences faites aux femmes », [Eeas.europa.eu](https://www.eeas.europa.eu/node/32549), 21 septembre 2017, <https://www.eeas.europa.eu/node/32549>.

9 Center for Effective Philanthropy, *Breaking the Mold: The Transformative Effect of MacKenzie Scott's Big Gifts*, Center for Effective Philanthropy, 2025. <https://cep.org/report-backpacks/breaking-the-mold-the-transformative-effect-of-mackenzie-scotts-big-gifts/?section=intro#intro>.

10 Voir Affaires mondiales Canada, « Le Canada annonce une aide internationale pour continuer à promouvoir l'égalité des genres à l'échelle mondiale », [Canada.ca](https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2025/03/le-canada-annonce-une-aide-internationale-pour-continuer-a-promouvoir-legalite-des-genres-a-lechelle-mondiale.html), 8 mars 2025, <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2025/03/le-canada-annonce-une-aide-internationale-pour-continuer-a-promouvoir-legalite-des-genres-a-lechelle-mondiale.html>; Global Alliance for Green and Gender Action, « Qu'est-ce que la GAGGA », [Gaggaalliance.org/fr](https://gaggaalliance.org/fr/who-we-are/), <https://gaggaalliance.org/fr/who-we-are/>.

Ce rapport met en lumière le fossé persistant entre l'état actuel du financement et les réalités des mouvements féministes.

Depuis 2024, les principaux bailleurs de fonds, notamment les États-Unis, la Suède, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, ont drastiquement réduit leur aide au développement, provoquant des conséquences dévastatrices pour des milliers de programmes vitaux centrés sur l'égalité de genre.¹¹ Des dizaines de milliards de dollars d'aide étrangère et de financement philanthropique pourraient disparaître dans les années à venir. Bien que les estimations varient, les dernières données du Human Rights Funders Network (HRFN) suggèrent que l'aide publique au développement (APD) provenant de 12 grands pays donateurs pourrait être réduite d'environ 64 milliards USD par an d'ici 2026¹². L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit une baisse de 9 à 17 % de l'APD en 2025, après une baisse de 9 % en 2024, les pays les plus pauvres étant les plus durement touchés¹³.

Parallèlement, certaines des principales fondations philanthropiques privées, telles que le Wellspring Philanthropic Fund, ferment leurs portes, tandis que d'autres, notamment le Sigrid Rausing Trust et l'Open Society Foundations, réduisent leur soutien aux droits des femmes¹⁴. De nombreux bailleurs de fonds battent en retraite face à la montée du conservatisme, aux politiques régressives et à la menace d'enquêtes fédérales qui entraînent une censure politique et une aversion accrue au risque. L'exemple le plus frappant est le retrait systématique du financement des organisations qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien et prennent des mesures pour mettre fin au génocide¹⁵.

Même si quelques bailleurs font preuve de courage et de solidarité en mettant en place des soutiens d'urgence, en lançant de nouvelles initiatives et en défendant leur liberté d'agir - et même si ces efforts sont importants -, ils ne suffisent pas à contrer le désengagement financier alimenté par les réactions conservatrices qui traverse aujourd'hui nos mouvements¹⁶.

¹¹ Voir Human Rights Funders Network (HRFN), *Funding at a Crossroads: Foreign Aid Cuts and Implications for Global Human Rights* (HRFN, 2025), page 9, <https://www.hrfn.org/wp-content/uploads/2025/09/Funding-at-a-Crossroads-HRFN-Sept-2025.pdf> ; Donor Tracker, « Budget Cuts Tracker » [Donortracker.org](https://donortracker.org/publications/budget-cuts-tracker), <https://donortracker.org/publications/budget-cuts-tracker> ; OCDE, *Réductions de l'aide publique au développement : Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme*, Paris : OCDE, 2025), https://www.oecd.org/fr/publications/reductions-de-l-aide-publique-au-developpement_811056e3-fr/full-report.html

¹² À titre de comparaison, les niveaux d'APD ont atteint un niveau record de 223 milliards USD en 2023. Pour plus d'informations, voir HRFN, *Funding at a Crossroads*.

¹³ OCDE, *Réductions de l'aide publique au développement*.

¹⁴ Alliance for Feminist Movements, *Global Projected Losses to Women's Rights*, Alliance for Feminist Movements, mai 2025, <https://www.allianceforfeministmovements.org/reports/#globalloss>.

¹⁵ Soheir Asaad et Rebecca Vilkomerson, *Repression, Retrenchment, and Resilience: Philanthropy and Support for Palestinian Liberation after a Year of Genocide Funding Freedom*, 2025, <https://www.fundingpalestinianfreedom.org/resources>.

¹⁶ Parmi les avancées les plus encourageantes, citons la campagne « Fund Our Futures » (Finançons notre avenir) du GPP, qui a permis de lever 182 millions USD de nouveaux fonds pour le mouvement LGBTQI+ mondial. Voir GPP, « Fund Our Futures Campaign », [Global-philanthropyproject.org](https://globalphilanthropyproject.org/fundourfuturescampaign/), consulté le 8 août 2025, <https://globalphilanthropyproject.org/fundourfuturescampaign/>. Il convient aussi de mentionner la « 2025 Funding Database » (base de données du financement 2025) d'ImpactMapper, qui recense 150 opportunités de subventions, dont beaucoup ont été lancées en réponse directe aux coupes dans l'aide internationale et américaine. Voir ImpactMapper, « 2025 Funding Database », [impactmapper.com](https://www.impactmapper.com/mapping-funding-data), <https://www.impactmapper.com/mapping-funding-data>. Voir aussi Alex Daniels, « Plus de 100 fondations font front commun alors que la Maison-Blanche intensifie ses attaques », *The Chronicle of Philanthropy*, 17 septembre 2025, <https://www.philanthropy.com/article/100-plus-foundations-stand-united-as-white-house-goes-on-the-attack>.

Ce rapport met en lumière le fossé persistant entre l'état actuel du financement et les réalités des mouvements féministes. Certes, davantage de fonds ont été alloués à davantage d'organisations au cours de la dernière décennie, mais ils n'ont jamais été à la hauteur de l'ampleur ou de l'urgence de leurs besoins. En 2023 par exemple, le Fonds d'affectation spéciale des Nations unies n'a accordé que 1 % des près de 1,5 milliard USD demandés, tandis que Mama Cash n'a pu financer que de 2 % des propositions reçues, malgré une forte adéquation avec ses priorités¹⁷. Cet écart est aujourd'hui aggravé par l'intensification des réactions politiques conservatrices, des réductions de financements sans précédent et des attaques contre la justice de genre.

Nos conclusions révèlent l'existence d'un plafond de verre budgétaire persistant. Au cours de la dernière décennie, les budgets annuels médians des organisations féministes n'ont pas augmenté, et la plupart d'entre elles ne peuvent pas accéder aux subventions conséquentes et à long terme dont elles ont besoin pour développer leurs activités et atteindre pleinement leurs objectifs stratégiques. Si les fonds féministes et en faveur des femmes montrent la voie en améliorant la qualité de leur financement, les institutions de financement traditionnelles n'ont pas encore adapté leurs modalités afin de rendre les ressources plus accessibles, plus efficaces et plus porteuses d'impact pour les féministes, en particulier dans les pays de la Majorité mondiale¹⁸.

Pendant ce temps, les acteurs anti-droits ne connaissent aucune pénurie de financement. Au contraire, des sommes colossales sont injectées dans des programmes politiques qui menacent nos droits, nos vies et les principes mêmes d'égalité et de démocratie. Les fonds publics sont réorientés, mais non vers davantage de justice. Les dépenses militaires ont atteint un niveau record de 2 400 milliards USD en 2023, soit dix fois le montant total de l'APD¹⁹. La richesse est extraite et accaparée : 36 entreprises sont responsables de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les géants de la technologie prospèrent grâce à la désinformation et à la haine, et la fortune des milliardaires a bondi de 2 000 milliards USD en 2024, alors même que les niveaux de pauvreté stagnent et que les inégalités se creusent²⁰. Voilà où se trouve réellement l'argent : dans les économies de guerre, l'extractivisme et les accords commerciaux et d'investissement injustes.

Au cours de la dernière décennie, les budgets annuels médians des organisations féministes n'ont pas augmenté, et la plupart des organisations ne peuvent pas accéder aux financements plus importants et de long terme dont elles ont besoin pour développer leur travail et atteindre pleinement leurs objectifs stratégiques.

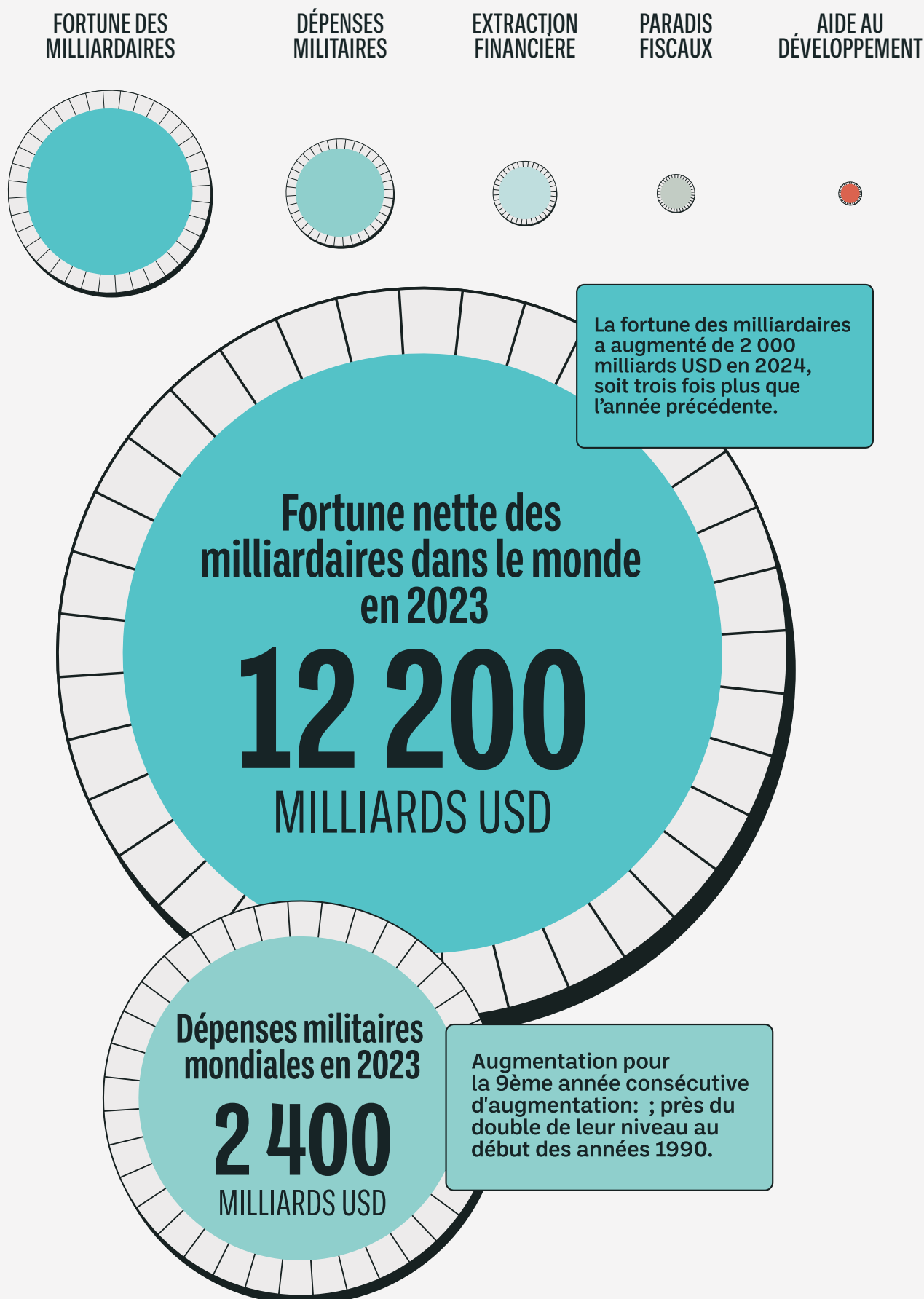
¹⁷ ONU Femmes, « In Focus: 7th Grant Giving Cycle (2023) », [untf.unwomen.org](https://untf.unwomen.org/en/in-focus-27th-grant-giving-cycle-2023), consulté le 8 août 2025, <https://untf.unwomen.org/en/in-focus-27th-grant-giving-cycle-2023>; Mama Cash, « Our 2023 Grantmaking Window », [mamacash.org](https://mamacash.org/fr/ressources/la-periode-de-subventionnement-de-mama-cash-2024-debutera-le-19-fevrier-2024/), consulté le 8 août 2025, <https://mamacash.org/fr/ressources/la-periode-de-subventionnement-de-mama-cash-2024-debutera-le-19-fevrier-2024/>.

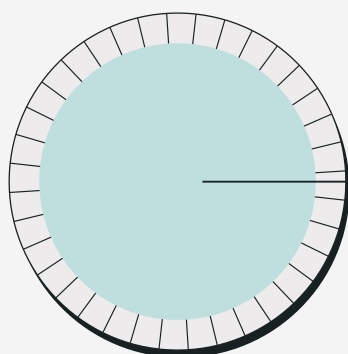
¹⁸ Voir E. Lever, K. Miller et K. Staszewska, *Moving More Money to the Drivers of Change: How Bilateral and Multilateral Funders Can Resource Feminist Movements* (AWID, Mama Cash, and the Count Me In! Consortium, 2020), https://www.awid.org/sites/default/files/2022-02/MovingMoreMoney_FINALFINAL.pdf.

¹⁹ Nan Tian, Diego Lopes da Silva, Xiao Liang et Lorenzo Scarazzato, « Trends in World Military Expenditure, 2023 », SIPRI Fact Sheet, avril 2024, https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-04/2404_fs_milex_2023.pdf.

²⁰ Damian Carrington, « Half of World's CO₂ Emissions Come from 36 Fossil Fuel Firms, Study Shows », *The Guardian*, 5 mars 2025, <https://www.theguardian.com/environment/2025/mar/05/half-of-worlds-co2-emissions-come-from-36-fossil-fuel-firms-study-shows>; Lucina Di Meo, *Monetizing Misogyny: Gendered Disinformation and the Undermining of Women's Rights and Democracy Globally*, She Persisted, 2023, https://she-persisted.org/wp-content/uploads/2023/02/ShePersisted_MonetizingMisogyny.pdf; Oxfam International, « La richesse des milliardaires a bondi de 2 000 milliards de dollars en 2024, soit trois fois plus vite que l'année précédente, tandis que le nombre de personnes en situation de pauvreté n'a presque pas évolué depuis 1990 » Oxfam.org, 20 janvier 2025, <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/la-richeesse-des-milliardaires-bondi-de-2-000-milliards-de-dollars-en-2024-soit>.

FIGURE 1. Où sont les grands flux financiers ?

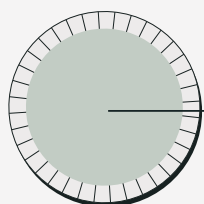




Argent extrait par les pays du Nord des pays du Sud en 2023 via les flux financiers

921 MILLIARDS USD

Soit environ 4 fois le montant dépensé pour l'APD.

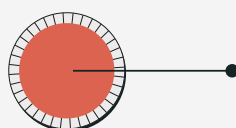


Argent détourné chaque année vers les paradis fiscaux

492 MILLIARDS USD

347,6 milliards USD détournés par l'évasion fiscale des entreprises

144,8 milliards USD cachés dans des patrimoines offshore



APD des bailleurs du CAD en 2023

223,3 MILLIARDS USD

68,7 milliards USD (46 %) intégraient des objectifs d'égalité de genres (moyenne 2022-2023)

Seulement 5,7 milliards USD (4 %) ciblait l'égalité de genre comme objectif principal (moyenne 2022-2023)

SOURCE

- Chase Peterson-Withorn, « 37e édition annuelle du classement Forbes des milliardaires du monde : faits et chiffres 2023 », Forbes, 4 avril 2023, <https://www.forbes.com/sites/chasewithorn/2023/04/04/forbes-37th-annual-worlds-billionaires-list-facts-and-figures-2023/>.
- Oxfam, « La fortune des milliardaires augmente de 2 000 milliards de dollars en 2024 ».
- Tian, Lopes da Silva, Liang et Scarazzato, « Tendances des dépenses militaires mondiales en 2023 ».
- Anna Fleck, « Les dépenses militaires ont presque doublé depuis le début des années 1990 », Statista.com, 30 janvier 2025, <https://www.statista.com/chart/33860/development-of-global-military-expenditure/>.
- Oxfam, *Takers not makers: Methodology Note*, Oxfam, 2025, <https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2025/01/Oxfam-Davos-2025-Methodology-Note.pdf>.
- Tax Justice Network, *State of Tax Justice 2024* (Tax Justice Network, 2024), <https://taxjustice.net/wp-content/uploads/2024/11/State-of-Tax-Justice-2024-English-Tax-Justice-Network.pdf>.
- OCDE, « Aide publique au développement (APD) des donateurs du CAD : chiffres définitifs 2023 », Oecd.org, 16 janvier 2025, <https://www.oecd.org/en/events/2025/01/official-development-assistance-oda-2023-final-figures.html>.
- OCDE, « Tableau de bord du financement du développement pour l'égalité de genre », Oecd.org, consulté le 15 septembre 2025, <https://www.oecd.org/en/data/dashboards/development-finance-for-gender-equality.html>.
- Focus 2030, « Quels pays soutiennent l'égalité de genre dans leur aide publique au développement ? », Focus2030.org, 24 mars 2024 (mis à jour le 12 juin 2025), <https://focus2030.org/Which-countries-support-gender-equality-in-their-Official-Development#:~:text=On%20average%2C%20between%202022%20and,the%20average%20of%20two%20years>.

Les analyses et contributions de ce rapport sont destinées à servir notre pouvoir féministe.

La bonne nouvelle, c'est que les mouvements féministes et pour la justice sociale n'ont jamais uniquement compté sur des financements institutionnels, et se sont toujours maintenus grâce à l'entraide, à la solidarité et au pouvoir collectif. C'est ainsi que celles et ceux qui ont été historiquement exclus de l'aide institutionnelle et de la philanthropie ont survécu et transformé le monde : des formes de philanthropie autochtone et portées par la majorité mondiale, aux fonds communautaires et réseaux d'entraide, jusqu'à des initiatives comme Harambee-Ubuntu, qui réinvente une infrastructure de ressources locales au service des féminismes panafricains²¹.

Pour autant, nous ne renonçons pas aux fonds publics et philanthropiques, que nous revendiquons comme des ressources relevant du bien commun. Nous continuons à remettre en cause les héritages coloniaux et les déséquilibres de pouvoir ancrés dans l'aide et la philanthropie, tout en affirmant que la justice économique et les réparations sont des piliers d'une vision féministe du financement.

Pour réellement protéger nos mouvements, les féministes doivent pouvoir accéder à des financements externes sans en devenir dépendantes. Cela exige de construire des modèles de financement autonomes capables de soutenir à long terme des visions féministes et de répondre aux besoins essentiels. Dans cette perspective, nous devons reconnaître que nos propres contributions - en temps, en argent, en énergie et en expertise - constituent notre ressource la plus précieuse.

Ce moment appelle une action audacieuse et coordonnée. Les réponses d'urgence ne suffisent pas à affronter les inégalités profondes, la précarité et les exclusions systémiques. Réinventons radicalement la manière dont le financement est pensé, structuré et distribué, tout en résistant aux coupes budgétaires.

AWID appelle les bailleurs de fonds - publics comme privés - à reconnaître l'urgence de ce moment, à renouveler leur engagement et à investir massivement dans l'organisation féministe en tant que bien public et infrastructure essentielle du soin, de la justice et de la libération.

Aux féministes, militantes et alliées : il est temps de réimaginer la manière dont nous soutenons nos mouvements, de reconquérir notre autonomie et de construire un nouvel écosystème féministe de financement fondé sur la justice, la durabilité et l'autodétermination.

Les analyses et contributions de ce rapport sont ainsi mises au service de notre pouvoir féministe.

²¹ Pour en savoir plus sur la philanthropie menée par les populations autochtones et la Majorité Mondiale, voir, par exemple, EPIC-Africa, *Remettre en question les mythes : de nouvelles données révèlent la puissance des dons individuels en Afrique*, Epic-Africa, 2024, <https://epic-africa.org/fr/report/challenging-the-myths-new-data-reveals-the-power-of-african-individual-giving-epic-africa-report-2024/>. Les féministes en Palestine illustrent parfaitement le financement communautaire et l'entraide mutuelle. Selon Funding Freedom, plus de 30 000 campagnes GoFundMe ont permis de collecter plus de 190 millions USD pour les habitant·es de la bande de Gaza et de Cisjordanie depuis le début de l'invasion israélienne de la Palestine. Voir Asaad et Vilkomerson, *Repression, Retrenchment, and Resilience*, page 14. Pour d'autres exemples, voir Rochelle Jones, « Ressources autonomes : moteur du travail féministe en temps de pandémie mondiale », Awid.org, 28 avril 2020, <https://www.awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/ressources-autonomes-moteur-du-travail-feministe-en-temps-de-pandemie-mondiale>. Pour Harambee-Ubuntu, voir TrustAfrica, « Harambee-Ubuntu: Pan-African and Feminist Philanthropies », [TrustAfrica.org](https://trustafrica.org/project/harambeebuntu-pan-african-and-feminist-philanthropies/), consulté le 8 août 2025, <https://trustafrica.org/project/harambeebuntu-pan-african-and-feminist-philanthropies/>.

Méthodologie



Ce rapport analyse les données de 1 174 organisations féministes et de défense des droits des femmes réparties dans 128 pays ; il s'agit du plus vaste échantillon que l'AWID ait recueilli à ce jour.

Ce rapport s'appuie sur des recherches quantitatives et qualitatives portant sur la réalité financière des mouvements féministes, de défense des droits des femmes, de la justice de genre, des personnes LBTQI+ et de leurs alliées—désignés collectivement ci-après comme « organisations féministes et de défense des droits des femmes »—qui œuvrent pour les droits des femmes, des filles, des personnes transgenres et de genres divers. Les données portent sur les années fiscales 2021 à 2023.

L'enquête *Où est l'argent pour l'organisation des mouvements féministes ?* de l'AWID a été le principal outil de recherche, une méthode que l'AWID utilise et perfectionne depuis 2005. L'enquête, réalisée via la plateforme KoboToolbox, a été ouverte de mai à août 2024 et était composée de 47 questions ouvertes et à choix multiples²². Elle a respecté des protocoles stricts en matière de confidentialité et de protection de la vie privée afin de garantir la sécurité et l'anonymat des personnes interrogées²³.

Échantillon de l'enquête

Ce rapport analyse les données provenant de 1 174 organisations féministes et de défense des droits des femmes de 128 pays ; il s'agit du plus grand échantillon collecté par l'AWID à ce jour²⁴. La vaste majorité des personnes interrogées vivent dans les pays de la Majorité mondiale.

Dans les régions où les échantillons se sont révélés limités, nous avons mobilisé des sources complémentaires. Ainsi, pour le Caucase, l'Asie centrale et certaines sous-régions européennes, nous nous sommes appuyées sur les données du Fonds Dalan pour documenter le budget annuel médian des organisations féministes et de défense des droits des femmes.

Plus de la moitié des personnes interrogées (52 %) représentent des organisations relativement récentes, fondées entre 2010 et 2020, avec une accélération marquée entre 2015 et 2020 (33 % des organisations de l'échantillon ont été créées durant cette période de cinq ans). Seules 13 % ont été fondées avant 2000²⁵. La grande majorité (80 %) travaille au niveau national et/ou local, et la même proportion dispose d'un statut juridique.

Phase pilote, accessibilité et sensibilisation

Cette enquête a été co-créée et testée en étroite collaboration entre les membres de l'AWID et ses mouvements partenaires. Entre décembre 2023 et février 2024,

²² KoboToolbox est un outil de collecte de données qui respecte des normes strictes en matière de sécurité et de protection de la vie privée. Il est largement utilisé dans les contextes humanitaires et liés aux droits humains.

²³ Vous pouvez consulter la politique de confidentialité de l'AWID ici : <https://www.awid.org/fr/politique-de-confidentialite>.

²⁴ Ces chiffres correspondent au nombre total de réponses valides après un nettoyage rigoureux des données visant à exclure les doublons et les réponses non éligibles, notamment celles émanant de bailleurs de fonds ou de particuliers, conformément aux critères d'éligibilité établis par l'AWID, garantissant ainsi la fiabilité de l'ensemble de données.

²⁵ Les 19 % restantes ont été créées entre 2000 et 2009, et 16 % entre 2021 et 2023.

L'AWID a mené cinq sessions pilotes en plusieurs langues afin de tester le contenu et l'accessibilité pour les personnes interrogées ayant des capacités auditives, motrices, visuelles et cognitives diverses.

Dans une démarche de justice linguistique visant à toucher des communautés variées, l'AWID a diffusé l'enquête en six langues officielles (arabe, anglais, français, portugais, russe et espagnol), 44 % des participant·es ayant choisi une langue autre que l'anglais. Pour étendre davantage la portée linguistique, des traductions ont pour la première fois été également mises à disposition dans huit autres langues asiatiques : le bengali, le népalais, l'hindi, le cingalais, le tamoul, le bahasa indonésien, le vietnamien et le thaï, en partenariat avec Women's Fund Asia (WFA).

L'AWID a mené des actions de sensibilisation ciblées afin d'impliquer des groupes et des régions spécifiques, notamment des sessions en ligne avec des organisations axées sur l'égalité des castes, les droits des travailleurs.euses du sexe et les droits des personnes transgenres. Certaines de ces sessions ont été co-organisées avec le WFA et l'ITF.

Portée et limites

Les recherches menées par l'AWID comptent parmi les initiatives mondiales les plus complètes axées sur les mouvements féministes et les réalités en matière de ressources. Néanmoins, nos conclusions ne sauraient refléter l'intégralité des organisations féministes et pour la justice de genre dans le monde, un écosystème vaste, diversifié et en évolution constante.

Certains groupes sont susceptibles d'être sous-représentés dans cet échantillon, en particulier : (1) les groupes informels ou sans statut juridique qui ne reçoivent pas de financement externe - soit parce qu'ils en sont exclus, soit par choix - et qui n'ont peut-être pas jugé l'enquête pertinente par rapport à la manière dont ils financent leur travail ; (2) les organisations qui privilégient la discrétion et évitent toute visibilité pour des raisons de sécurité, en raison d'un environnement oppressif ou pour d'autres raisons ; et (3) les groupes isolés des réseaux nationaux, régionaux ou mondiaux, ceux qui fonctionnent dans des langues non couvertes par l'enquête ou ceux qui n'ont pas accès à Internet.

Si toute enquête par auto-déclaration présente des limites inhérentes, l'anonymat garanti par cette recherche, ainsi que le fait que l'AWID n'est pas un bailleur de fonds, a réduit le risque de déclarations biaisées.

Les recherches menées par l'AWID comptent parmi les initiatives mondiales les plus complètes axées sur les mouvements féministes et les réalités en matière de ressources.

Représentativité et comparabilité

Sauf indication contraire, toutes les données présentées dans ce rapport se limitent à notre échantillon d'enquête ; toute référence aux « organisations féministes et de défense des droits des femmes » concerne spécifiquement celles qui ont participé à l'enquête et doit être interprétée dans ce cadre.

Pour des études plus approfondies, contextuelles et nuancées sur la manière dont les organisations féministes et de défense des droits des femmes gèrent leurs ressources au sein de mouvements ou de zones géographiques spécifiques, nous vous invitons à consulter les travaux remarquables d'autres organisations qui ont repris et adapté la méthodologie *Où est l'argent ?* au fil des années²⁶.

Enfin, si la comparaison entre les données actuelles (2021-2023) et celles de la précédente enquête (2010) révèle certaines tendances générales et émergentes, elle requiert une lecture prudente compte tenu des variations dans la composition de l'échantillon, de l'inflation et des fluctuations monétaires²⁷.



²⁶ Parmi ces travaux figurent notamment ceux de FRIDA | The Young Feminist Fund (2016), du Kosovo Women's Network et de sept autres organisations de défense des droits des femmes dans les Balkans occidentaux (2020), du Black Feminist Fund (2023), et plus récemment du Dalan Fund (2025).

²⁷ Au total, 71 % des organisations interrogées dans le cadre de la dernière étude *Où est l'argent ?* ont déclaré ne pas avoir pris part aux enquêtes menées en 2008 ou 2011, tandis que 10 % ont confirmé y avoir participé et 19 % ne s'en souvenaient plus.



Principales conclusions

Quelle est la taille des budgets féministes ?

Les budgets féministes restent extrêmement modestes, pas nécessairement par choix, mais plutôt en raison des obstacles majeurs à la mobilisation des ressources et de l'accès restreint aux financements²⁸.

En 2023, le budget annuel médian des organisations féministes et de défense des droits des femmes atteignait seulement 22 000 USD. En 2010, le budget annuel médian de plus de 740 organisations pour les femmes était de 20 000 USD²⁹. Cette stagnation indique l'existence d'un **plafond de verre budgétaire persistant**, que les organisations féministes et de défense des droits des femmes ont du mal à briser.



Pourquoi privilégier la **médiane** à la **moyenne** ? La médiane divise un ensemble de données en deux parts égales : une moitié supérieure et une moitié inférieure. Ainsi, un budget médian de 22 000 USD signifie que la moitié des organisations interrogées disposent d'un budget supérieur à ce montant, et l'autre moitié d'un budget inférieur. Ce rapport privilégie la valeur médiane car la moyenne arithmétique peut être faussée par quelques budgets exceptionnellement élevés.

²⁸ Les données indiquent que les budgets faibles ou inexistants ne relèvent pas d'une décision volontaire des organisations. Voir la section *Au-delà de la taille du budget : ce que le financement permet*.

²⁹ Arutyunova et Clark, *Arroser les feuilles et affamer les racines*, page 16. Si l'on tient compte de l'inflation mondiale, 20 000 USD en 2010 correspondraient à 28 000-35 000 USD environ en 2023. Cette fourchette s'appuie sur différents scénarios d'inflation (faible à élevée) basés sur diverses estimations de l'indice des prix à la consommation (IPC) mondial. Ces valeurs sont fournies à titre indicatif pour une comparaison générale ; un ajustement précis nécessiterait une analyse plus détaillée. Our World in Data, « Consumer Price Index (2010 = 100) », Ourworldindata.org, consulté le 25 septembre 2025, <https://ourworldindata.org/grapher/consumer-price-index>.

Le plafond de verre budgétaire : un obstacle à l'impact féministe

Depuis des décennies, les mouvements féministes militent pour un financement plus important et de meilleure qualité, et ont remporté des victoires notables. Pourtant, ce rapport montre que la limitation des ressources empêche systématiquement les organisations féministes et de défense des droits des femmes de réaliser pleinement leurs objectifs et de concrétiser leurs aspirations.

Imaginez un plafond de verre budgétaire : invisible et intangible, mais aussi solide que du verre, qui freine la croissance financière de ces mouvements. Cette barrière ne résulte ni d'un manque d'idées, ni d'efforts, ni de vision. Elle reflète des déséquilibres de pouvoir structurels plus profonds : des systèmes patriarcaux qui décident qui détient les ressources et qui en est privé-e. Ce plafond budgétaire existe pour contenir le pouvoir grandissant des mouvements féministes en restreignant leur accès à l'argent et aux espaces décisionnels. Voilà comment l'oppression structurelle se manifeste dans le champ du financement.

Il n'existe pas de solution simple. Nous vous invitons à réfléchir avec nous :

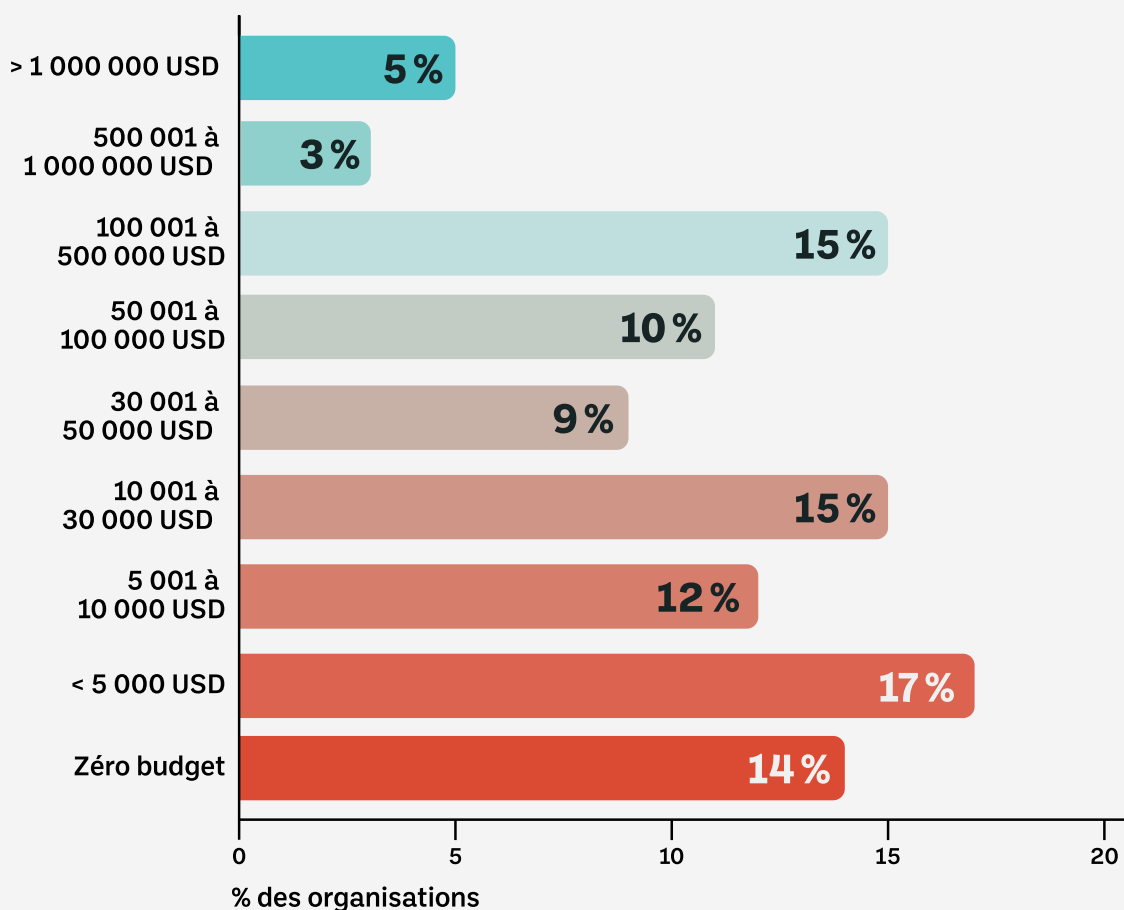
→ **Vous qui œuvrez dans les mouvements féministes** : ce plafond budgétaire vous semble-t-il réel ? En quoi reflète-t-il votre expérience concrète ?

→ **Vous qui travaillez dans les institutions de financement** : comment expliquez-vous la persistance de ce plafond ? Votre institution contribue-t-elle à le consolider ou à le briser ?

Au-delà des budgets médians, l'analyse détaillée des budgets réels des organisations interrogées révèle une réalité plus contrastée³⁰. Sur la période 2021-2023, 58 % d'entre elles avaient un budget annuel inférieur à 30 000 USD. D'un côté, 15 % d'entre elles disposaient de 100 000 à 500 000 USD et 5 % dépassaient le million USD.

FIGURE 2. Budget annuel, moyenne 2021-2023

Réponses à la question : « Quel était le budget annuel de votre groupe, organisation et/ou mouvement pour chacune des années suivantes en USD ? » Les personnes interrogées devaient sélectionner une fourchette.



³⁰ Les variations budgétaires entre 2021 et 2023 n'étant ni significatives ni constantes selon la taille des différents groupes, ce rapport simplifie l'analyse en utilisant soit la moyenne sur ces trois années, soit uniquement les données de 2023.

Au pôle opposé, 31 % des organisations opéraient avec un budget de 5 000 USD ou moins ; parmi celles-ci, 14 % ne disposaient d'aucun budget, soit faute d'accès aux financements externes, soit par choix délibéré de ne pas recourir aux modèles de financement institutionnels³¹. Ce chiffre est probablement sous-estimé, car on peut supposer que les organisations féministes fonctionnant avec zéro budget ou un budget minime ont été peu nombreuses à répondre à l'enquête (voir la section [Méthodologie](#)).

L'échelle de financement des organisations féministes et de défense des droits des femmes prend tout son sens lorsqu'on la compare aux revenus des grandes organisations qui s'attaquent aux droits humains, à la justice de genre, aux droits des personnes LGBTQI+, à la justice reproductive et aux valeurs démocratiques, comme le documente le Global Philanthropy Project (GPP)³².

Un exemple révélateur (*figure 3*) : les revenus combinés ³³ de trois organisations anti-droits – Christian Broadcasting Network (CBN), Focus on the Family et Alliance Defending Freedom (ADF) – ont franchi la barre des 500 millions USD en 2023. C'est plus du double de l'intégralité du financement perçu par les 1 174 organisations féministes et de défense des droits des femmes de l'enquête³⁴.

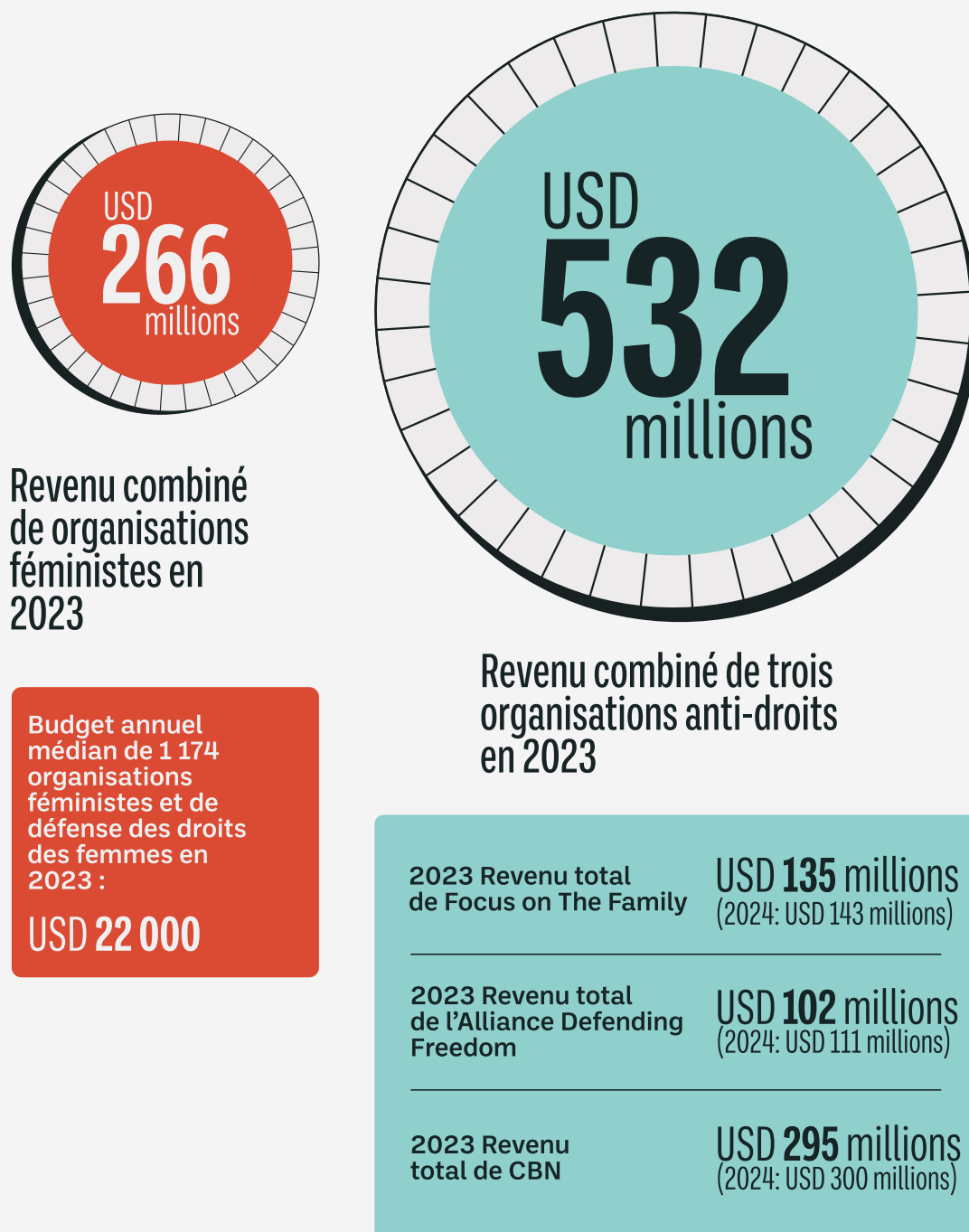
³¹ Précisons que « zéro budget » ne signifie pas qu'aucune action n'est menée. Il implique souvent un investissement considérable en temps, en travail bénévole, en services ou en contributions en nature, mais ces ressources échappent aux cadres comptables conventionnels. Un budget zéro, ou budget nul, ne dit rien de l'ampleur, de la valeur ou de l'impact du travail accompli.

³² Le GPP révèle qu'en 2021-2022, Alliance Defending Freedom, Focus on the Family et Christian Broadcast Network ont engrangé plus d'un milliard USD de revenus combinés, soit davantage que les revenus cumulés de 8 000 organisations bénéficiaires du mouvement LGBTI mondial sur la même période. Voir par exemple GPP, *Rapport sur les ressources mondiales : Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes 2021/2022* (GPP, 2024), https://globalphilanthropyproject.org/wp-content/uploads/2025/04/GRR_2021-2022_WEB-SinglePage-Colour_FR.pdf.

³³ L'enquête interrogeait les organisations sur leurs « revenus » et leur « budget ». Ces termes sont utilisés de façon équivalente dans ce rapport pour faciliter la lecture. Dans ce rapport, « revenu » fait référence à l'ensemble des ressources financières perçues par une organisation, plus précisément désigné « recettes ». Ainsi, lorsque nous comparons les organisations féministes aux acteurs anti-droits, nous parlons de « revenu » pour les premières et nous nous appuyons sur les données de « recettes » déclarées pour les seconds (comme dans le cas du Christian Broadcasting Network).

³⁴ Le CBN se présente comme un « ministère mondial engagé à préparer les nations du monde à la venue de Jésus-Christ par le biais des médias de masse ». Voir Christian Broadcasting Network (CBN). « The Christian Broadcasting Network: A Global Nonprofit Ministry », [CBN.com](https://cbn.com/person/cbn), consulté le 8 août 2025. Focus on the Family, organisation protestante évangélique basée au Colorado (États-Unis), se définit comme « un ministère chrétien mondial dédié à aider les familles à s'épanouir ». Voir Focus on the Family, « About Focus on the Family », [Focusonthefamily.com](https://www.focusonthefamily.com/about/), consulté le 8 août 2025. Pour plus d'informations sur l'Alliance Defending Freedom, voir L'Observatoire sur l'universalité des droits, *Nos droits en danger : un résumé* (Toronto: AWID, 2022), page 2, https://www.awid.org/sites/default/files/2022-02/Nos_Droits_en_Danger_Resume_Feb_2022_Final.pdf.

FIGURE 3. Flux de financement : Mouvements féministes vs. acteurs anti-droits



SOURCE

→ Registre de revenus de CBN extraites de ProPublica, « Nonprofit Explorer: Christian Broadcasting Network », Propublica.org, consulté le 8 août 2025, <https://projects.propublica.org/nonprofits/organizations/540678752>.

→ Registre de revenus de Focus on the Family extraits de Focus on the Family, Rapport annuel 2024 (Colorado Springs, CO: Focus on the Family, 2025), <https://www.focusonthefamily.com/wp-content/uploads/2025/06/2024-annual-report.pdf>.

→ Registre de revenus de ADF extraits de ProPublica, « Network Explorer: Alliance Defending Freedom », propublica.org, consulté le 15 septembre 2025, <https://projects.propublica.org/nonprofits/organizations/541660459>; Alliance Defending Freedom, Rapport annuel (Alliance Defending Freedom, 2024), https://adflegal.org/wp-content/uploads/2025/04/annual-report-2024-general_final4_250408_secure.pdf.

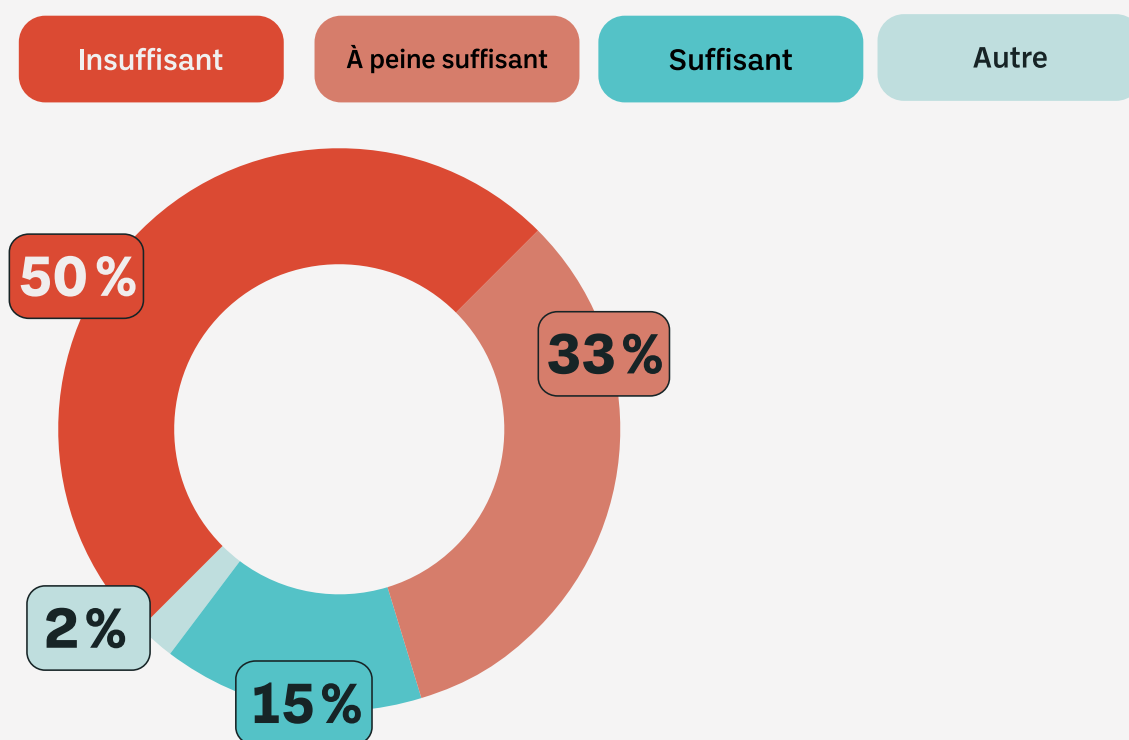
Au-delà de la taille du budget : ce que le financement permet

L'univers des mouvements féministes est vaste et diversifié et regroupe des organisations de toutes tailles, structures et portées. Mais au-delà des montants budgétaires, se pose une question bien plus fondamentale : le financement reçu permet-il à ces mouvements d'accomplir le travail nécessaire et qu'ils aspirent à réaliser ?

Ces données montrent que, pour la plupart des organisations féministes et de défense des droits des femmes, la réponse est non. Seuls 15 % des mouvements interrogés estiment disposer de budgets suffisants. À l'inverse, 83 % affirment que l'insuffisance du financement externe entrave leur capacité à atteindre pleinement leurs objectifs stratégiques : 50 % jugent leur budget insuffisant et 33 % à peine suffisant.

FIGURE 4. Perception de la suffisance des revenus

Réponses à la question : « Entre 2021 et 2023, les revenus de votre groupe, organisation et/ou mouvement étaient-ils suffisants pour vous permettre de réaliser vos objectifs stratégiques ? »

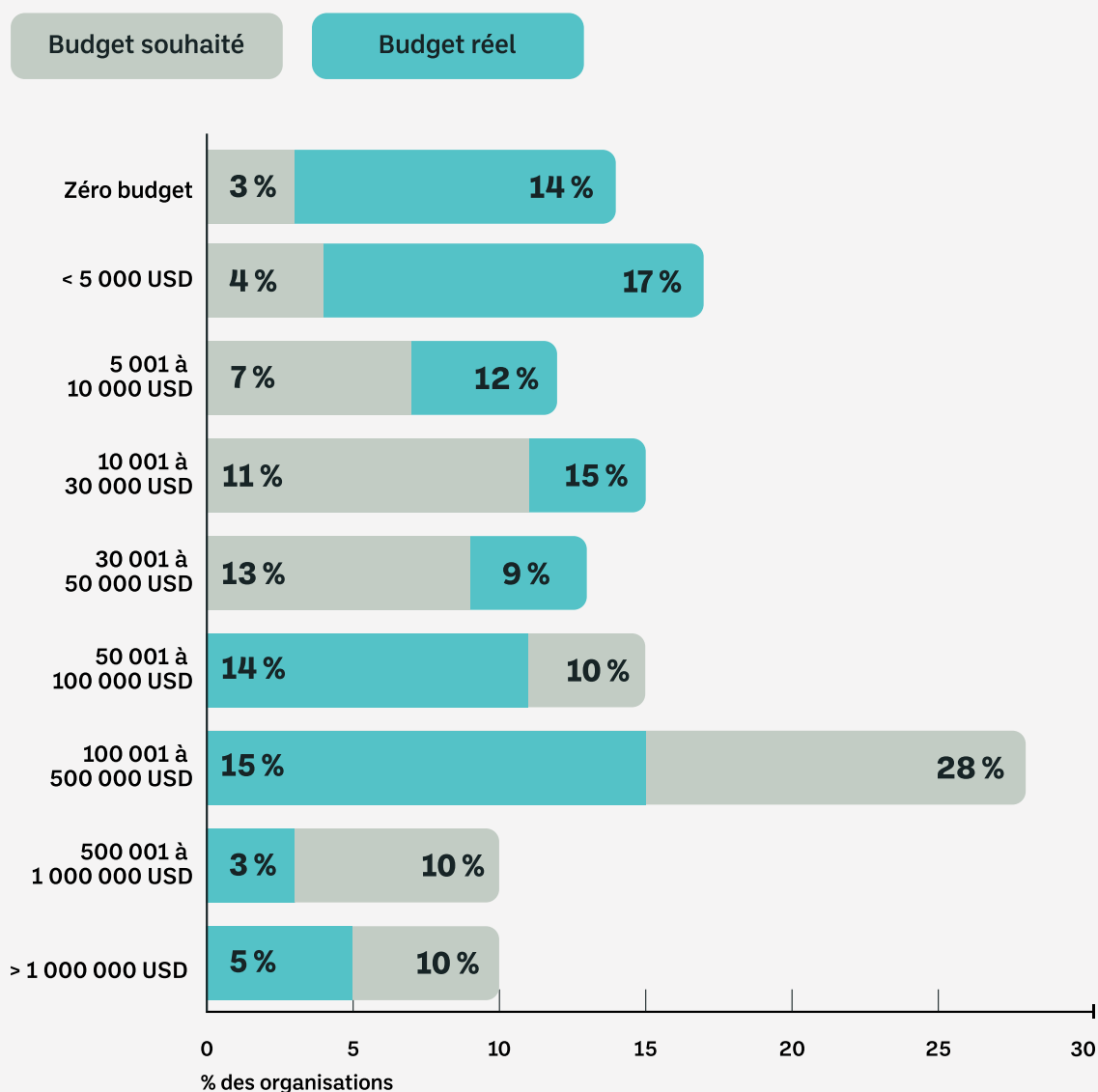


L'écart entre les niveaux de financement actuels et souhaités est manifeste. Par exemple, si seulement 15 % disposent d'un budget compris entre 100 000 et 500 000 USD, près du double (28 %) aspire à atteindre cette fourchette. De même, alors que 5 % dépassent actuellement le million USD, 10 % visent cet objectif. La part d'organisations aspirant à un budget entre 500 000 et 1 000 000 USD (10 %) est plus de trois fois supérieure à celle qui se situe actuellement dans cette tranche (3 %). À l'autre extrémité, alors que 14 % des organisations opèrent sans budget, seules 3 % souhaitent rester dans cette situation.

Ces données remettent en question le mythe selon lequel les organisations féministes « préféreraient » rester petites. En réalité, les féministes voient grand. D'autres recherches invalident par ailleurs l'idée reçue selon laquelle elles seraient incapables de gérer ou d'absorber des financements importants (voir l'[Introduction](#)). Comme le souligne l'Overseas Development Institute (ODI), certaines perceptions des mouvements féministes s'appuient sur « des récits coloniaux préjudiciables qui ignorent les résultats obtenus par les mouvements en faveur d'un changement équitable »³⁵.

FIGURE 5. Budget réel vs. budget souhaité

Réponses à la question : « À combien s'élèverait votre budget idéal (en dollars américains) ? »
Les personnes interrogées devaient sélectionner une fourchette.



³⁵ Emilie Tant et Ján Michalko, « Why Donors Must Finance Feminist Movements, » Expert Comment (Blog), 29 août 2024, <https://odi.org/en/insights/why-donors-must-finance-feminist-movements/>.

De fait, Shake the Table, initiative visant à créer des passerelles entre la philanthropie, les gouvernements et les mouvements, a proposé que les fondations philanthropiques consacrent au minimum 1,5 milliard USD par an au soutien des organisations féministes. En collaboration avec le Prospera International Network of Women's Funds, Shake the Table a démontré que les fonds féministes et pour les femmes pourraient, en moyenne, déployer jusqu'à dix fois leur niveau de financement actuel³⁶.

Il ne fait aucun doute que la plupart des organisations féministes et de défense des droits des femmes sont prêtes à augmenter leurs budgets et leurs capacités – ce que les bailleurs de fonds pourraient appeler « amplifier leur impact » – mais elles ont besoin de ressources fiables, flexibles et pérennes.

Derrière les chiffres : qu'est-ce qui détermine la taille du budget ?

Les disparités régionales

Les budgets des organisations féministes et de défense des droits des femmes varient considérablement selon les régions. Les organisations de la Majorité mondiale demeurent nettement sous-financées par rapport à celles du Nord global. Les données révèlent que, loin de renverser les inégalités néocoloniales, le financement des mouvements féministes tend à les perpétuer³⁷.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie du Sud-Ouest/Moyen-Orient et en Afrique du Nord (SWANA), les budgets annuels médians varient entre 22 000 et 27 000 USD (2023) (retrouvez l'intégralité des données figure 6). En Asie et dans le Pacifique, le budget annuel médian est de 40 000 USD. Les organisations d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord font état de budgets nettement plus importants, avec une médiane de 81 000 USD.

Selon le Fonds Dalan, le budget moyen des organisations en Europe centrale et orientale, dans le Caucase et en Asie centrale et du Nord (CEECCNA) varie entre 11 000 et 30 000 USD, hors Ukraine, et entre 50 000 et 100 000 USD, Ukraine comprise. Ces écarts témoignent des inégalités régionales et du phénomène de financement en « dents-de-scie » observé après l'invasion russe à grande échelle³⁸.

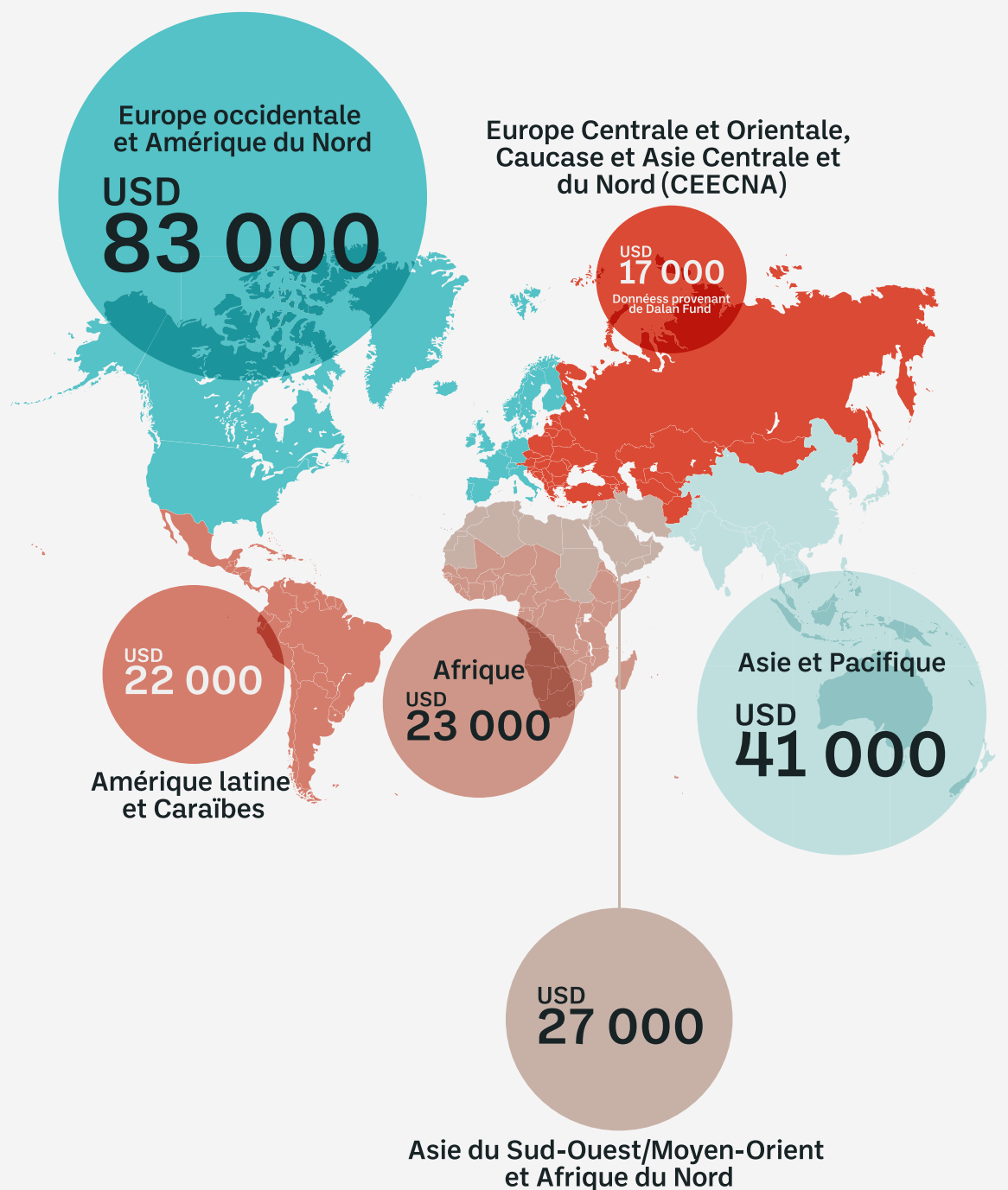
³⁶ Pamela Shifman, Swatee Deepak, Tynesha McHarris, Anna Quinn, Nidhi Sahni, Deborah Bielak, Stephanie Kater et Jasmine Reliford, *Lighting the Way: A Report for Philanthropy on the Power and Promise of Feminist Movements*, Boston and New York: The Bridgespan Group et Shake the Table, 2022, <https://static1.squarespace.com/static/621d77330c0c3a41cd938983/t/627544cb0a940730e4ddc8b0/1651852517481/Lighting+the+Way+-+A+Report++for+Philanthropy+on+the+Power+and+Promise+of+Feminist+Movements.pdf>. Voir aussi Lever, Miller et Staszewska, *Moving More Money to the Drivers of Change*.

³⁷ Voir Mamello Sejake et Cate Nyambura, « We Cannot Achieve Equality in Our Generation Without Decolonising Funding », Resurj.org, 28 avril 2024, <https://resurj.org/reflection/we-cannot-achieve-equality-in-our-generation-without-decolonising-funding/>.

³⁸ La moyenne pour la période 2021-2023 dans cette région s'élevait à 28 000 USD. En tant que plus grande démocratie des régions CEECCNA, l'Ukraine a historiquement bénéficié des financements les plus importants. Les subventions ont augmenté considérablement après l'invasion russe à grande échelle de 2022, avant de diminuer progressivement à partir de 2023. Pour en savoir plus sur les réalités financières des mouvements intersectionnels dans ces régions, consultez le rapport : Dalan Fund, *Growing Against All Odds: Mapping Funding for Intersectional Organizing in the CEECCNA Regions*, Dalan Fund, 2025, <https://dalan.fund/whats-new/where-is-the-money-for-movements-in-central-eastern-europe-caucasus-and-central-and-north-asia-ceeccna>.

Le Dalan Fund a estimé que le budget organisationnel moyen dans les régions CEECCNA en 2023 était d'environ USD 17 000³⁹.

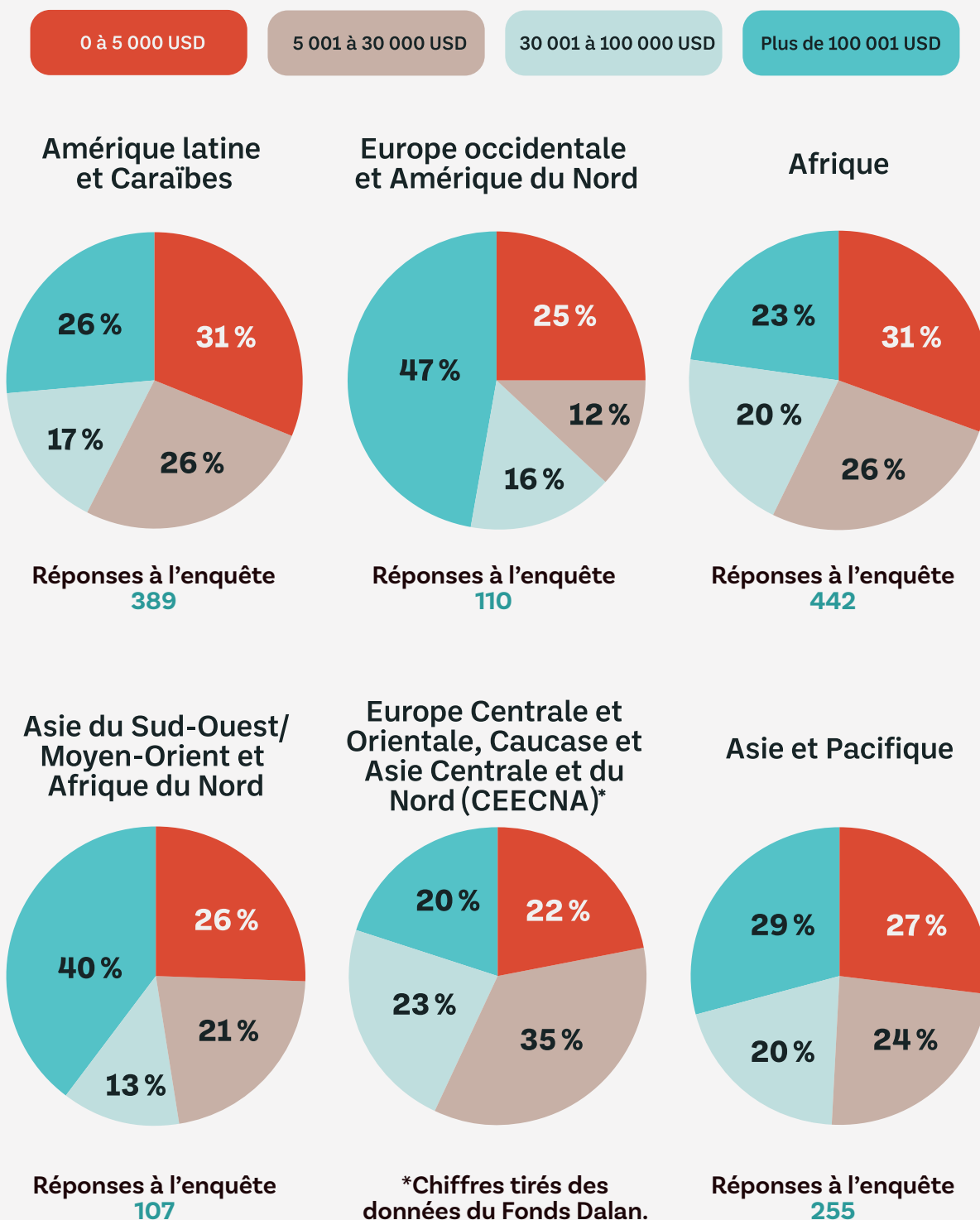
FIGURE 6. Budgets médians par régions, 2023



³⁹ Les chiffres médians relatifs au budget du CEECCNA s'appuient sur : Fonds Dalan, Analyse des données sur la demande – Aperçu des 321 candidatures reçues dans le cadre du premier appel à projets de 2024 (non publié).

FIGURE 7. Taille du budget annuel par région, moyenne 2021-2023

Réponses à la question : « Quel était le budget annuel de votre groupe, organisation et/ou mouvement pour chacune des années suivantes en USD ? » Les personnes interrogées devaient sélectionner une fourchette. Réponses ventilées par région.

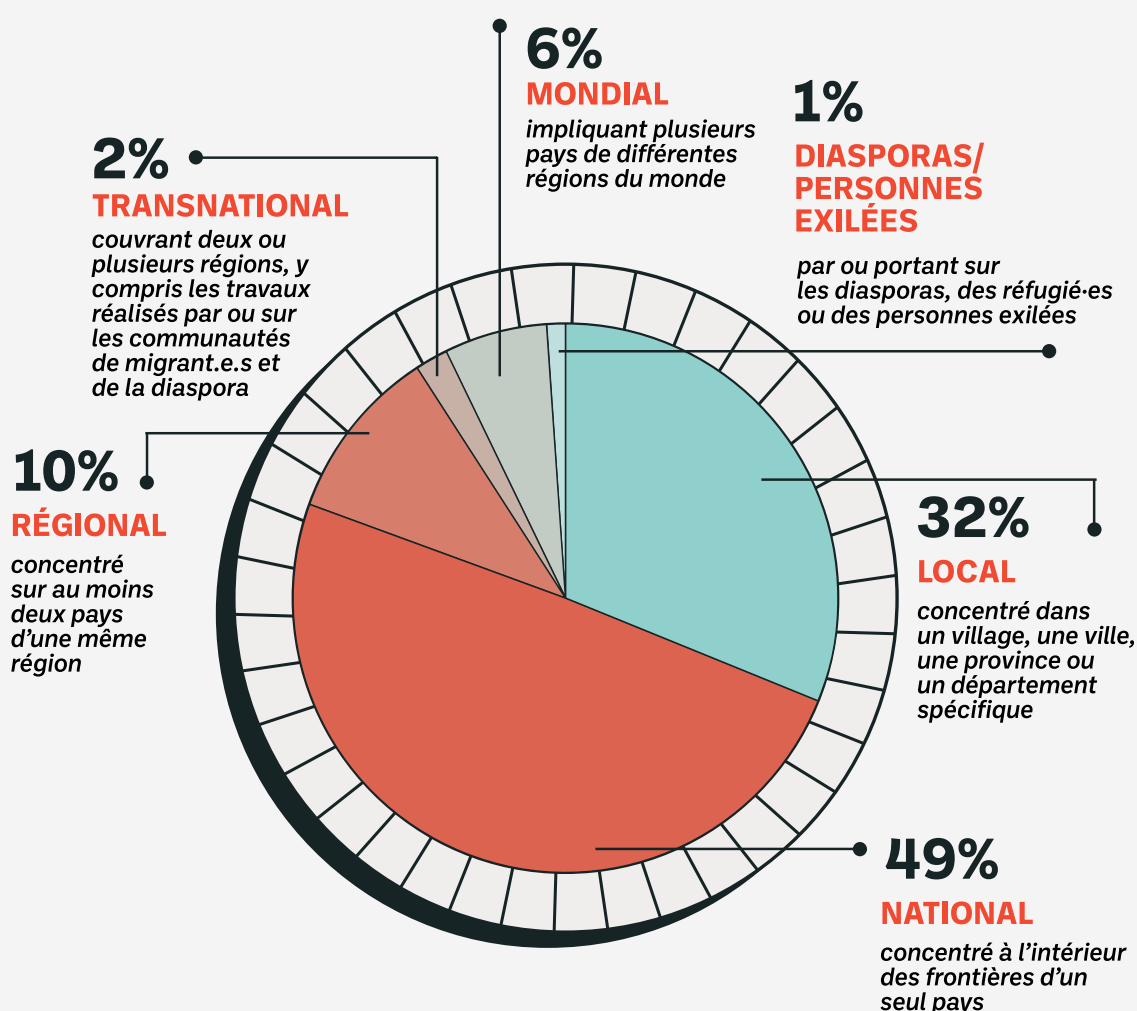


Niveau d'organisation

L'échelle d'intervention des organisations féministes et de défense des droits des femmes – qu'elle soit au niveau local, national, régional, mondial, ou qu'elle concerne les diasporas ou les personnes exilées – influence considérablement leur accès au financement.

FIGURE 8. Niveau d'organisation

Réponses à la question : « Quelle est la portée géographique de votre travail ? » Les personnes interrogées ont été invitées à choisir la portée la plus large applicable.



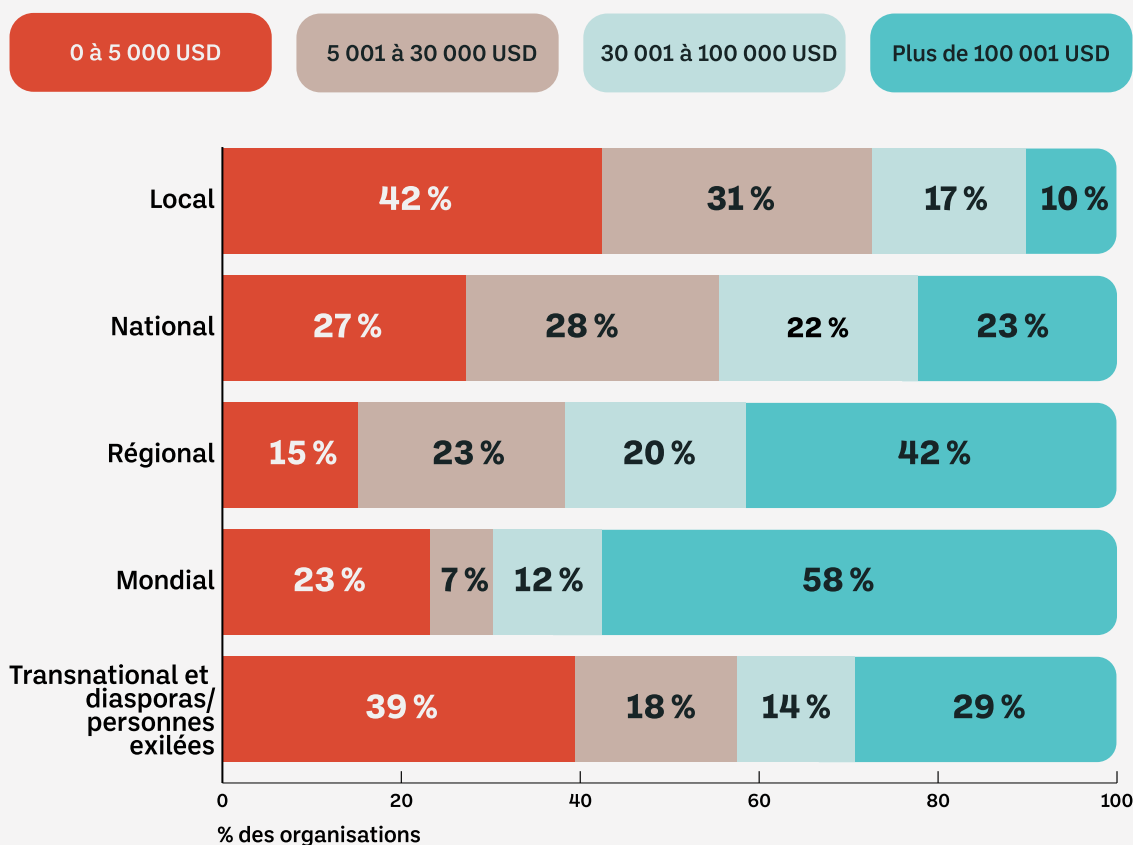
SOURCE

→ En raison du faible nombre de réponses dans les catégories Transnational (28) et Diasporas/Personnes exilées (15), les données relatives à ces catégories doivent être interprétées avec prudence. Pour certains chiffres, ces deux catégories ont été fusionnées pour faciliter l'analyse.

Les organisations opérant à l'échelle mondiale bénéficient d'un avantage financier marqué : près de la moitié (48 %) déclarent disposer de budgets annuels supérieurs à 100 000 USD et 25 % dépassent même le million USD, contre seulement 5 % de l'ensemble des organisations interrogées. À l'inverse, seules 23 % des organisations opérant au niveau national disposent de budgets supérieurs à 100 000 USD, et parmi elles, à peine 3 % dépassent le million USD. Quant aux organisations locales, 73 % opèrent avec 30 000 USD ou moins annuellement, et seules 10 % reçoivent plus de 100 000 USD.

FIGURE 9. Taille du budget par niveau d'organisation

Réponses à la question : « Quel était le budget annuel de votre groupe, organisation et/ou mouvement pour chacune des années suivantes en USD ? » Les personnes interrogées devaient sélectionner une fourchette. Réponses ventilées par niveau d'organisation.



Comme indiqué précédemment (voir la section [Au-delà de la taille du budget : ce que le financement permet](#)), l'ampleur du budget ne dit pas tout : ce qui compte, c'est surtout ce que ce financement permet d'accomplir. Si 83 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes estiment manquer de ressources pour réaliser pleinement leurs objectifs stratégiques, cette proportion varie considérablement selon l'échelle d'intervention. La majorité des organisations mondiales (65 %) et régionales (75 %) déclarent disposer de ressources insuffisantes, mais elles sont néanmoins plus nombreuses à bénéficier de financements suffisants : 28 % et 22 %, respectivement, que l'ensemble de l'échantillon (15 %). La situation est particulièrement critique pour les groupes locaux et nationaux : 83 % et 87 % respectivement rapportent un financement insuffisant. Ces chiffres révèlent un fossé manifeste entre organisations locales, régionales et mondiales.

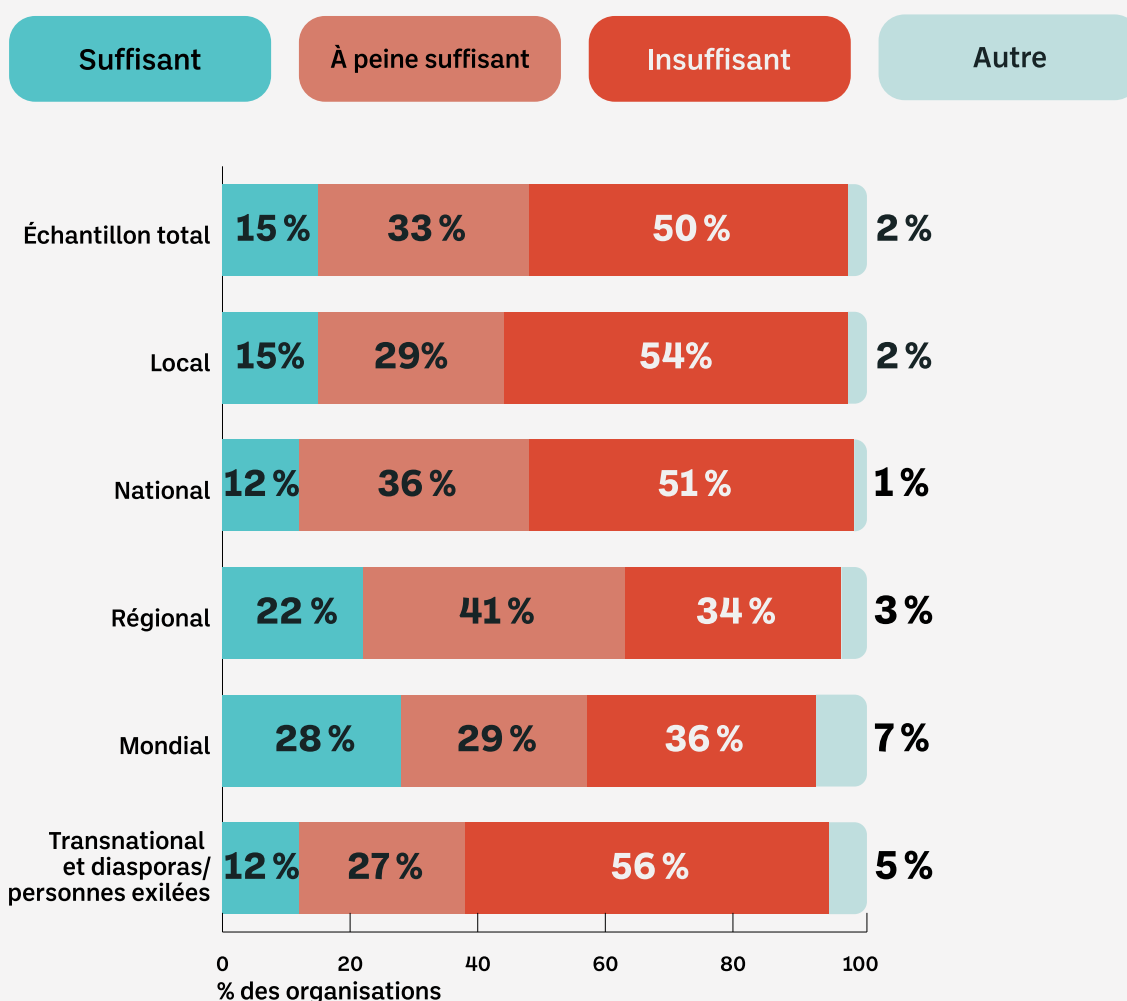
Plusieurs facteurs expliquent cet écart. Si les groupes de terrain ont manifestement besoin de davantage de ressources, ils se heurtent à des barrières structurelles majeures. Les organisations locales et nationales peinent à remplir les critères d'éligibilité pour accéder aux subventions importantes et sont souvent exclues des espaces mondiaux où se tissent réseaux et relations stratégiques.

Cela étant dit, l'échelle d'intervention ne détermine pas nécessairement la taille de l'organisation. Autrement dit, il existe de très grandes organisations nationales tout comme de petits réseaux mondiaux, chacun ayant des rôles et des besoins budgétaires distincts, façonnés par leur contexte et la nature de leur travail.

Une vision véritablement équitable de la distribution des ressources au sein de l'écosystème féministe doit donc évaluer les budgets non pas uniquement en les comparant entre eux, mais surtout en fonction de ce dont chaque organisation a réellement besoin pour mener à bien ses actions et atteindre ses objectifs.

FIGURE 10. Perception de la suffisance des revenus par niveau d'organisation

Réponses à la question : « Entre 2021 et 2023, les revenus de votre groupe, organisation et/ou mouvement étaient-ils suffisants pour vous permettre de réaliser vos objectifs stratégiques ? »
Réponses ventilées par niveau d'organisation.



Statut juridique

Une large majorité (80 %) des organisations féministes et de défense des droits des femmes de notre échantillon disposent d'un statut juridique, tandis que 17 % ne sont pas enregistrées. Parmi les 3 % restantes ayant sélectionné « autre », certaines sont en cours d'enregistrement, d'autres restent délibérément non enregistrées en raison d'un contexte politique hostile et/ou d'un choix stratégique, et d'autres encore opèrent sous l'égide d'entités enregistrées. Les organisations locales sont nettement plus susceptibles de ne pas être enregistrées (25 %) que les organisations nationales (14 %), régionales (14 %) et mondiales, ou oeuvrant d'autres niveaux (17 %).

La plupart des bailleurs de fonds exigent un statut juridique, à l'exception de nombreux fonds féministes et pour les femmes ainsi que de certains fonds intermédiaires, plus enclins à soutenir les groupes non enregistrés.

En conséquence, les organisations sans statut juridique se trouvent souvent exclues des principales opportunités de financement, ce qui limite considérablement leurs budgets. 57 % d'entre elles fonctionnent avec moins de 5 000 USD par an, contre 31 % pour l'ensemble de l'échantillon. Parmi les groupes non enregistrés, 31 % n'ont aucun budget, contre 14 % dans l'échantillon total.

Dans de nombreux contextes, l'enregistrement est non seulement coûteux et bureaucratique, mais il augmente également le risque de surveillance et de répression étatique. Avec le rétrécissement des espaces civiques sous la poussée de l'autoritarisme, obtenir un statut juridique devient de plus en plus difficile, voire impossible. Ces dernières années, un nombre croissant de gouvernements – notamment en Géorgie (2024), au Kirghizistan (2024), au Nicaragua (2021) et en Hongrie (2017) – ont adopté des lois sur les « agents étrangers » et d'autres mesures restrictives visant la société civile. Ces cadres législatifs stigmatisent les organisations et limitent drastiquement leur accès aux financements internationaux. Face à ces restrictions punitives, à la surveillance étatique et aux risques de criminalisation, certains groupes, en particulier ceux qui fournissent des services sensibles, choisissent de se dissoudre et de se reformer en collectives informelles⁴⁰.

Certains groupes sans statut juridique font le choix délibéré de ne pas solliciter de financement institutionnel, par conviction politique. Néanmoins, la demande d'un financement plus accessible reste l'un des messages les plus récurrents adressés aux bailleurs de fonds. Comme le formulent les participant.e.s à l'enquête :

“

Le statut juridique ne devrait pas être un obstacle. Les ONG ne sont pas la seule forme d'activisme.

”

“

Financez le travail féministe de terrain, qu'il soit déclaré ou non.

”

⁴⁰ Voir International Center for Not-for-Profit Law, *Foreign Influence Registration Laws and Civil Society: An Analysis and Responses*, International Center for Not-for-Profit Law, 2024 (mis à jour en 2025), <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/foreign-influence-report-Jan-2025-update.pdf> ; CIVICUS, *Pouvoir du peuple sous attaque : un rapport fondé sur les données du CIVICUS monitor*, CIVICUS, 2024, pages 59-61, <https://civicusmonitor.contentfiles.net/media/documents/GlobalFindings2024.FR.pdf#page=59>.

Le paradoxe est frappant : les organisations féministes qui évoluent dans les contextes où l'enregistrement est le plus compliqué sont souvent celles qui ont le plus d'impact et qui nécessitent le plus de soutien. Les recherches de l'ODI montrent par exemple que les mouvements pour la défense des droits des femmes sont un moteur essentiel de la gouvernance démocratique et de l'inclusion, particulièrement dans les contextes de rétrécissement des espaces civiques et de montée autoritaire⁴¹.

C'est pourquoi les mécanismes de financement qui atteignent les groupes de terrain non déclarés ne sont pas seulement nécessaires, ils sont stratégiques. Les fonds féministes et pour les femmes ont largement adapté leurs pratiques pour soutenir les activistes là où elles se trouvent, particulièrement dans des environnements politiquement hostiles. En revanche, de nombreux bailleurs de fonds institutionnels n'ont pas encore opéré ce changement.

Cela soulève une question cruciale : combien de ces restrictions au financement sont réellement imposées par la loi, et combien résultent de politiques internes ou de règlements auto-imposés ? Il est essentiel de comprendre l'origine de ces limitations pour concevoir des stratégies de plaidoyer efficaces et élargir l'accès au financement pour les mouvements qui en ont le plus besoin.

Thématiques prioritaires

Nos données révèlent de fortes inégalités budgétaires au sein de l'écosystème des organisations féministes. Par exemple, 60 % des groupes œuvrant pour l'égalité des castes fonctionnent avec des budgets annuels inférieurs à 10 000 USD, soit près de 20 points de pourcentage de plus que l'ensemble de l'échantillon (42 %)⁴². Ils représentent également la proportion la plus élevée de groupes sans budget (21 % contre 14 % de l'échantillon total). Les groupes axés sur la réduction des risques et la résistance à la guerre contre la drogue connaissent des disparités similaires : 56 % déclarent un budget inférieur à 10 000 USD et 18 % n'en ont aucun⁴³. En 2023, ces groupes affichaient un budget annuel médian de 7 500 USD, soit environ un tiers de la médiane de l'échantillon mondial, qui est de 22 000 USD.

Ces disparités ne sont pas des cas isolés. Elles reflètent des schémas structurels de sous-financement persistants, particulièrement prononcés pour les groupes dirigés par et redevables envers des communautés confrontées à des formes multiples et intersectionnelles de marginalisation. Si ce rapport met l'accent sur l'équité entre les castes et l'organisation autour de la réduction des risques, d'autres recherches confirment l'existence de disparités similaires pour d'autres communautés.

Par exemple, BFF a constaté qu'en 2018, seulement 5 % des fonds consacrés aux droits humains ont été alloués aux femmes, aux filles et aux personnes transgenres Noires, et que seuls 0,1 à 0,35 % des dons mondiaux des fondations leur ont été destinés⁴⁴.

⁴¹ Tant et Michalko, « Why Donors Must Finance Feminist Movements. »

⁴² Il convient de noter que l'échantillon des personnes travaillant sur l'équité entre les castes était relativement restreint, avec 50 réponses (4,3 % de l'échantillon total).

⁴³ Pour une définition de la « réduction des risques », voir Harm Reduction International, « What is Harm Reduction? », Hri.global, consulté le 15 septembre 2025, <https://hri.global/what-is-harm-reduction/>. Les politiques répressives en matière de drogues sont encore rarement reconnues comme une question féministe, du côté des mouvements féministes comme de celui des bailleurs de fonds. Pour plus d'informations, voir Fenya Fischler et Inna Michaeli, *Feminist Movements and Women Resisting the War on Drugs: Documentation of an AWID Learning, Movement-Support and Engagement Process 2018-2019* (Toronto: AWID, 2019), <https://www.awid.org/sites/default/files/2022-01/WUD%20report%20-%20English%20-%20Finalsmall.pdf>.

⁴⁴ Black Feminist Fund, *Where Is the Money for Black Feminist Movements?* BFF, 2023, <https://www.fundblackfeminists.org/where-is-the-money-for-black-feminist-movements>.

Entre 2016 et 2020, seuls 0,6 % des dons mondiaux ont bénéficié aux peuples autochtones, les organisations autochtones ne recevant quant à elles que 0,3 % de ces dons⁴⁵.

Ces données révèlent non seulement une négligence thématique, mais témoignent également d'un échec structurel dans le financement des organisations communautaires, particulièrement celles qui travaillent sur des enjeux multiples et interconnectés. Outre les groupes mentionnés ci-dessus, cela inclut les femmes en situation de handicap et d'autres personnes qui s'organisent à l'intersection de la race, de la caste, de la classe sociale, de l'identité de genre, de la sexualité, de la migration, etc. Même lorsque leur travail correspond aux priorités affichées des bailleurs de fonds, bon nombre de ces groupes restent sous-financés, voire totalement exclus des circuits de financement institutionnel.

Un financement de qualité ne peut se limiter à des portefeuilles thématiques cloisonnés ou à une inclusion de façade. Il doit au contraire soutenir les mouvements féministes dans toute la diversité des enjeux qui touchent les communautés qu'ils représentent et des agendas de justice pour lesquels ils se mobilisent. La nature intersectionnelle du travail féministe est explorée plus en détail dans l'encadré ci-dessous.

Nos luttes sont interdépendantes, mais le financement reste cloisonné

La majorité des personnes interrogées ont identifié sept à huit enjeux interdépendants comme étant au cœur de leur travail, et 30 % en ont cité plus de dix. Ces résultats confirment que les organisations féministes et de défense des droits des femmes interviennent sur un large éventail de thématiques interconnectées, touchant des identités et des groupes aux réalités multidimensionnelles : genre, sexualité, santé reproductive, justice économique et climatique, justice raciale, égalité des castes, réforme des politiques sur les drogues, et bien d'autres.

En somme, la mobilisation féministe est fondamentalement intersectionnelle et profondément ancrée dans les mouvements plus larges pour la justice sociale, mais le financement reflète rarement cette réalité. Les portefeuilles à thème unique et les opportunités de financement cloisonnées restent la norme.

Une étude du HRFN sur l'intersectionnalité dans le financement des droits humains a révélé que la plupart des subventions ne traitent toujours qu'un seul enjeu et ne ciblent qu'une seule population, malgré la reconnaissance généralisée de l'interdépendance des identités et des luttes.⁴⁶



⁴⁵ International Funders for Indigenous People, *Funding Trend Analysis on Indigenous Peoples Philanthropy*, International Funders for Indigenous Peoples, 2024, <https://internationalfunders.org/wp-content/uploads/2024/07/Funding-Trend-Analysis-on-Indigenous-Peoples-Philanthropy-compressed.pdf> ; Black Feminist Fund, *Where Is the Money for Black Feminist Movements?*

⁴⁶ Human Rights Funders Network, *Funding for Intersectional Organizing: A Call to Action for Human Rights Philanthropy* (HRFN, 2022), <https://www.hrfn.org/resources/ahr-intersectionality-report-2022/>.

Au-delà du cloisonnement, les priorités de financement sont souvent déterminées de l'extérieur. Les bailleurs de fonds peuvent inciter les organisations à se « spécialiser » dans un domaine précis, compromettant ainsi leur approche intersectionnelle naturelle, ou les pousser à s'aligner sur des thématiques « à la mode ». Dans certains cas, les organisations sont contraintes de reformuler leur travail pour correspondre au langage ou aux attentes des bailleurs (voir la section Autonomie et censure politique).

Pour soutenir véritablement les mouvements féministes, il est essentiel de reconnaître comment les modalités de financement déterminent qui obtient des ressources et qui en est privé.

Qui finance les organisations féministes ?

Les ressources destinées aux organisations féministes et de défense des droits des femmes proviennent de multiples sources : fonds féministes et pour les femmes, organisations non gouvernementales internationales (ONGI), fondations philanthropiques, bailleurs bilatéraux et multilatéraux, personnes fortunées et autres donateurs·rices individuelles.

Les mouvements féministes ne sont pas de simples bénéficiaires de financements, ils sont leur propre ressource la plus puissante.

La majorité des organisations interrogées (71 %) reçoivent une forme de financement externe⁴⁷ pour soutenir leur travail. La plupart combinent plusieurs sources, aucun type de bailleur ne contribuant, en moyenne, à plus de 30 % de leur budget total. Si ce chiffre témoigne de la créativité et de l'ingéniosité dont font preuve les féministes pour combiner diverses sources de financement, il révèle également la faiblesse des montants obtenus auprès de chaque source, qui contraint les organisations à jongler entre plusieurs bailleurs et à assumer les lourdes charges administratives associées.

Mais les ressources des mouvements féministes vont bien au-delà du financement. Pour la première fois, l'enquête *Où est l'argent ?* de l'AWID met en lumière le rôle essentiel des ressources autonomes et autogénérées, financières et non financières, que les organisations féministes et de défense des droits des femmes mobilisent elles-mêmes, en dehors des structures de financement institutionnelles.

Ainsi, lorsque l'on s'interroge sur *qui* finance les organisations féministes, il faut commencer par reconnaître une réalité constamment sous-estimée : les mouvements féministes ne sont pas de simples bénéficiaires de financements, ils sont leur propre ressource la plus puissante.

⁴⁷ Pour cette enquête, l'AWID définit le « financement externe » comme les subventions et financements venant de fondations philanthropiques, de gouvernements locaux et nationaux, de bailleurs bilatéraux et multilatéraux, du secteur privé et de donateurs·rices individuelles. Cela exclut les ressources que les groupes, les organisations et/ou les mouvements génèrent de manière autonome, comme les cotisations des membres, le personnel bénévole, les contributions des membres et/ou des sympathisant·es, les collectes de fonds communautaires, la location de salles ou la vente de services.

L'autofinancement des mouvements féministes

Les organisations féministes et de défense des droits des femmes ne vivent pas que du financement institutionnel. Le changement social mené par les féministes se nourrit de passion, de temps, d'engagement politique, de savoirs, de relations, de communauté, de solidarité et de soin collectif. Ces ressources *autonomes* et *autogénérées* sont souvent négligées et invisibilisées dans les analyses de financement, et rarement reflétées dans les budgets officiels. Pourtant, elles forment le socle même des organisations féministes et méritent d'être reconnues, valorisées et comptabilisées.

“

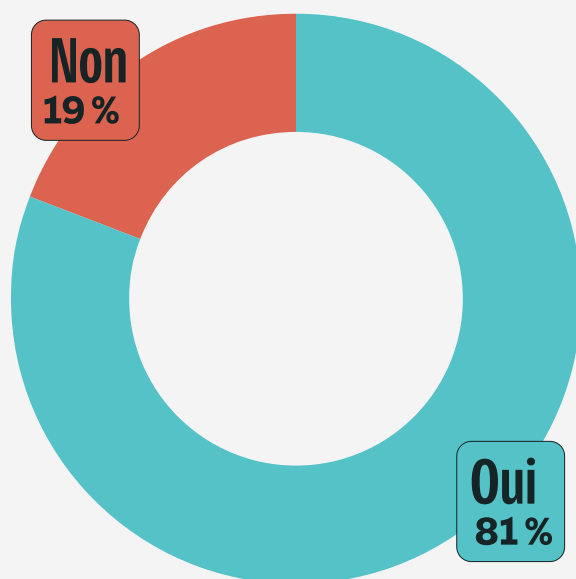
L'entraide est comme l'oxygène : elle fait partie de notre écosystème, mais elle n'est pas visible.

AWID Member

”

FIGURE 11. Financement autonome, 2021-2023

Réponses à la question : « Entre 2021 et 2023, votre groupe, organisation et/ou mouvement s'est-il appuyé sur l'une des formes de ressources autonomes suivantes pour générer des revenus et financer votre travail ? »



Nos données montrent que :

- 81 % des organisations interrogées mobilisent une forme de ressources autonomes, indépendamment des sources de financement institutionnelles.
- Pour 29 %, d'entre elles, ces ressources autogénérées sont indispensables à la poursuite de leur travail.
- Près de la moitié de toutes les organisations —47 %— ont déclaré une dépendance croissante aux ressources autonomes entre 2021 et 2023⁴⁸.

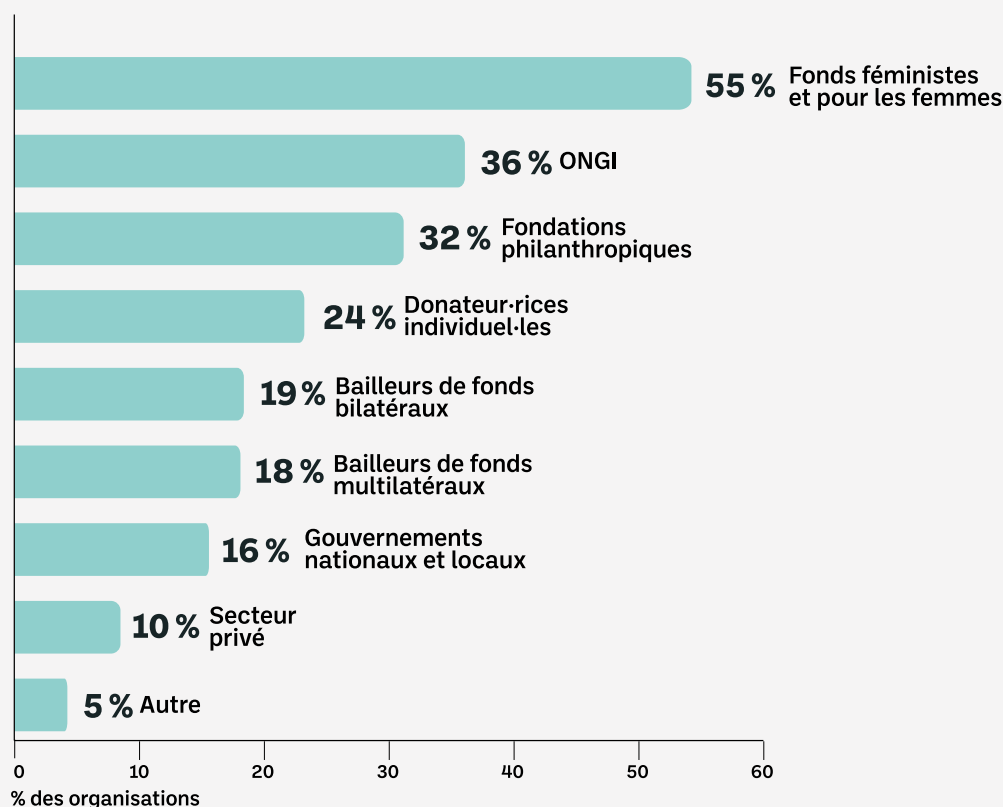
⁴⁸ D'après notre enquête, la quasi-totalité des organisations sans financement externe disposent de budgets très faibles ou nuls et dépendent de plus en plus du travail bénévole et des cotisations de membres, ce qui suggère que les ressources autogénérées constituent leur principal mode de fonctionnement.

Ces données mettent en lumière les réalités du vaste écosystème d'organisations locales, communautaires et de terrain qui s'appuient depuis longtemps sur les ressources autogénérées pour soutenir leur action. D'ailleurs, d'aucuns affirmeront que là est la véritable nature du financement de l'activisme féministe : autonome, décolonial, relationnel et ancré dans la solidarité, la réciprocité, la souveraineté et l'entraide collective⁴⁹. Les recherches menées par EPIC-Africa illustrent par exemple les manifestations quotidiennes des contributions individuelles (ou « personnelles ») en temps, en argent, en travail, en expertise, en biens ou en actifs, qui constituent la principale source de financement des organisations de la société civile sur le continent africain⁵⁰.

Du bénévolat et de l'entraide aux contributions en nature et aux cotisations des membres, les mouvements féministes génèrent leurs propres ressources⁵¹.

FIGURE 12. Sources de financement autonome, 2021-2023

Réponse à la question : « Quelles ont été les principales sources de financement externe de votre groupe, organisation et/ou mouvement entre 2021 et 2023 ? Les sources principales font référence aux dons les plus importants que vous avez reçus en termes de montant de financement. » Veuillez noter que les chiffres ne totalisent pas 100 %, car les personnes interrogées pouvaient sélectionner plusieurs options.



⁴⁹ Halima Mahomed, *Philanthropic Privilege and Constituency Agency: Ideologically Rethinking the Role of Institutional Philanthropy*, TrustAfrica, 2023, <https://trustafrica.org/publication/philanthropic-privilege-and-constituency-agency/>.

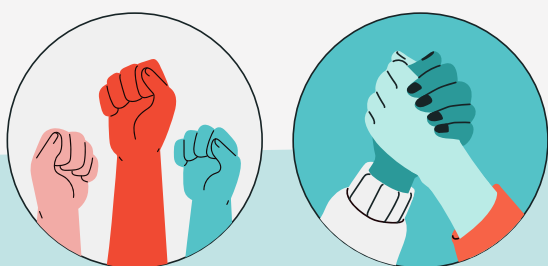
⁵⁰ EPIC-Africa, *Challenging the Myths*.

⁵¹ Le bénévolat est une ressource vitale pour les mouvements féministes et un moyen puissant de s'organiser : toutes les personnes engagées pour les droits et la justice de genre ne souhaitent pas nécessairement intégrer des ONG officielles ou des structures rémunérées. Toutefois, bien qu'il soit précieux, le recours massif au travail bénévole peut également révéler l'insuffisance de financements structurels pour rémunérer le travail et assurer des infrastructures durables.

Pour de nombreuses communautés marginalisées, les ressources autonomes ne sont pas seulement un choix, mais souvent une nécessité. C'est la seule option viable face à un accès limité au capital, à la richesse ou aux possibilités de générer des revenus.

Ces dernières années, le financement autonome suscite un intérêt croissant, tant au sein des mouvements féministes que parmi les bailleurs de fonds. Cela reflète deux dynamiques convergentes : d'une part, un engagement politique de plus en plus fort des féministes à réduire leur dépendance aux financements externes ; d'autre part, un besoin urgent d'autosuffisance face à une crise mondiale du financement. Toutefois, la transition vers l'autonomie financière n'est ni rapide ni simple, particulièrement dans un contexte marqué par la raréfaction des ressources, le rétrécissement des espaces civiques et des inégalités économiques profondément ancrées.

La capacité des féministes à s'autofinancer ne doit jamais servir de prétexte pour justifier la réduction du financement des mouvements féministes, ni pour leur imposer la responsabilité de « se financer elles-mêmes ». Le renforcement de l'autonomie financière des mouvements féministes nécessite à la fois un soutien à long terme, flexible et sans restriction de la part des bailleurs de fonds, et la croissance continue du pouvoir et de la capacité des féministes à s'autofinancer.



Qu'est-ce que le financement autonome ?

L'AWID définit le financement autonome comme l'ensemble des ressources financières, humaines et matérielles que les mouvements génèrent par eux-mêmes, en dehors des circuits de financement institutionnels, pour soutenir les objectifs libérateurs de leur organisation. En voici quelques exemples :

- ➔ Les « Ollas populares » (cuisines communautaires) en Argentine, qui fonctionnent grâce aux dons alimentaires des voisin·es et des marchés locaux.
- ➔ La coopérative Usha en Inde, une banque fondée et gérée par des travailleur·ses du sexe à Kolkata.
- ➔ La Feminist Republik Healing Farm au Kenya, actuellement en construction pour servir de centre de régénération pour les défenseur·ses des droits humains, tout en confrontant les discours dominants sur la propriété foncière et immobilière des femmes en Afrique.⁵²

⁵² Angelina De Los Santos, "Common Pots: Argentinian Women Lead Fight Against Food Insecurity in Slums," *openDemocracy*, April 3, 2024, <https://www.opendemocracy.net/en/5050/women-argentina-food-crisis-hunger-soup-kitchens-cook-com-mon-pots-milei/?source=in-article-related-story>; Tenzin Dolker, "What We Can Learn from Feminists Who Fund Themselves," *AWID.org*, January 15, 2019, <https://www.awid.org/news-and-analysis/what-we-can-learn-feminists-who-fund-themselves>; Urgent Action Fund Africa, "Fostering Cultures of Care," *UAF-africa.org*, accessed August 8, 2025, <https://www.uaf-africa.org/fostering-cultures-of-care/>.

Les pratiques de financement autonome s'ancrent dans la passion des féministes pour la justice, dans leur sagesse, leur expertise, leurs relations, leur solidarité, leur créativité et leur capacité de soin collectif. Qu'il soit la stratégie principale d'un mouvement ou qu'il s'intègre dans un portefeuille de financement plus diversifié, le financement autonome se caractérise par trois aspects essentiels :

1. Il n'implique aucune attente ni exigence de la part des bailleurs de fonds institutionnels.
2. Il soutient la liberté d'autodétermination et d'organisation.
3. Il représente en soi un acte de construction de mouvement, permettant idéalement de maintenir des relations et des engagements sur le long terme.

L'autonomie en matière de ressources ne connaît pas de frontières. Elle s'étend aux domaines des dons individuels et de la création de richesse, tout en posant une question provocatrice : que signifierait construire des avenir féministes en s'affranchissant des contraintes du financement des bailleurs de fonds ?

Nous vous invitons à réfléchir avec nous :

→ **Vous qui œuvrez dans les mouvements féministes**, que signifie pour vous l'autonomie financière ? Correspond-elle à votre expérience concrète du maintien de l'activisme féministe ? De quelles manières avez-vous mobilisé ou créé des ressources en dehors du financement institutionnel ?

→ **Vous qui travaillez dans des institutions de financement**, quel rôle votre institution pourrait-elle jouer pour aider les mouvements féministes à réduire leur dépendance vis-à-vis des financements externes ? Comment les bailleurs de fonds peuvent-ils contribuer à créer les conditions permettant aux mouvements de construire et de contrôler leur propre richesse, leurs infrastructures et leurs agendas de financement ?

Consultez **Our Resource**, la bibliothèque vivante et l'espace d'échange de l'AWID consacré au financement autonome, une plateforme dédiée au partage d'idées, d'outils et de stratégies pour financer et bâtir les mouvements féministes our-resource.com.

Principales sources de financement⁵³

Les fonds féministes et pour les femmes

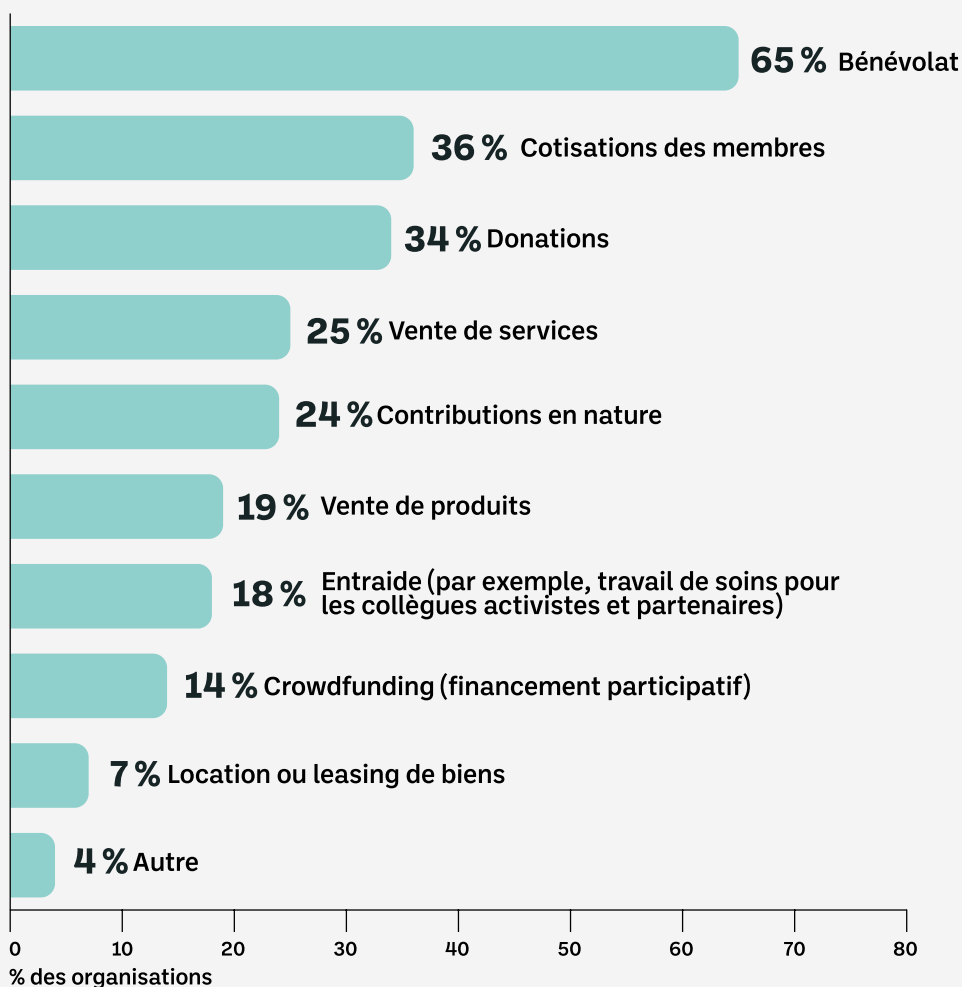
Les fonds féministes et pour les femmes jouent un rôle crucial dans le financement des organisations féministes, en allouant les ressources provenant de bailleurs bilatéraux, de fondations philanthropiques, de personnes fortunées et d'autres sources aux organisations féministes et de défense des droits des femmes.

⁵³ L'enquête comprenait une question sur les principales sources de financement externe : « Quelles ont été les principales sources de financement externe de votre groupe, organisation et/ou mouvement entre 2021 et 2023 ? Les sources clés font référence aux dons les plus importants que vous avez reçus en termes de montant de financement. » Les personnes interrogées ont ensuite été invitées à estimer la part de chaque source dans leur budget. Les informations présentées dans cette section s'appuient sur leurs réponses.

Grâce à l'alignement de leur mission, à leurs relations solides avec les mouvements locaux et à leurs modèles de financement flexibles, ces fonds atteignent régulièrement des groupes souvent négligés par d'autres bailleurs, en particulier ceux qui sont historiquement marginalisés, non déclarés et sous-financés⁵⁴. Ils comblent des insuffisances critiques liées à des exigences de conformité rigides, à un manque de proximité avec les organisations du terrain, ou à la portée limitée des bailleurs⁵⁵. Ces fonds ne sont pas pour autant imperméables aux partis pris, mais leurs valeurs féministes établissent des standards plus élevés en matière d'apprentissage, de remise en question et de redevabilité envers les mouvements.

FIGURE 13. Sources de financement principales, 2021-2023

Réponse à la question : « Entre 2021 et 2023, votre groupe, organisation et/ou mouvement s'est-il appuyé sur l'une des formes de ressources autonomes suivantes pour générer des revenus et financer votre travail ? »



⁵⁴ Pour plus d'information, voir Kika F.B., Martha Tukahirwa et Sofia Karakaidou, *Feminist Funding in Practice: Prospera INWF's 5 Year Trends, 2016-2020*, Prospera International Network of Women's Funds, 2022, https://trends.prospera-inwf.org/wp-content/uploads/2023/07/PROSPERA_Informe_July12.pdf.

⁵⁵ Pour en savoir plus sur les obstacles liés aux bailleurs de fonds institutionnels, voir Lever, Miller et Staszewska, *Moving More Money to the Drivers of Change*.

Un pourcentage impressionnant : 55 % de toutes les personnes interrogées ont identifié les fonds féministes et pour les femmes comme des sources de financement principales, soit près de 20 points de pourcentage de plus que le deuxième type de bailleur le plus cité, les ONG internationales, à 36 %. Leur importance dans toutes les régions et pour tous les budgets témoigne de leur accessibilité et de leur ancrage dans l'écosystème féministe.

Parmi les organisations bénéficiant de leur soutien, 41 % ont indiqué que ce financement représentait au moins 50 % de leur budget annuel. Pour les participant·es qui reçoivent des financements externes, leurs contributions représentaient en moyenne 23 % de leur budget total.

Cela marque une évolution significative par rapport à 2010, où les fonds féministes et pour les femmes ne représentaient qu'environ 5 % du budget total des organisations, un chiffre qui était resté constant dans les enquêtes antérieures⁵⁶. Les fonds féministes et pour les femmes s'imposent désormais comme un financement essentiel, non seulement largement accessible à l'ensemble des mouvements féministes, mais aussi souvent déterminant au regard des budgets des organisations bénéficiaires.

En outre, 40 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes ont reçu de nouveaux financements provenant de ces fonds entre 2021 et 2023. Il convient de souligner que 29 % des organisations interrogées ont indiqué avoir bénéficié de financements de fonds féministes et pour les femmes visant spécifiquement à contrer l'influence grandissante des acteurs anti-droits et des mouvements anti-genre, l'une des plus fortes menaces à la justice de genre et aux droits des femmes actuellement.

L'essor de l'infrastructure des fonds féministes et pour les femmes

Au cours des dix dernières années, les fonds féministes et pour les femmes ont connu une croissance rapide. Entre 2016 et 2020, les membres du Prospera International Network of Women's Funds ont triplé leurs recettes.⁵⁷ De nouveaux fonds communautaires et activistes ont également vu le jour, notamment l'International Trans Fund (ITF), le Numun Fund, le Black Feminist Fund et, plus récemment, le Dalan Fund, créé en 2023 pour soutenir les organisations féministes et de justice de genre dans les régions CEECCNA.⁵⁸

Pourtant, la crise actuelle du financement menace à la fois la croissance et la survie même des fonds féministes et pour les femmes. Selon les dernières données de Prospera, 78 % des fonds du réseau ont déjà subi des réductions de financement, pour un montant total de 65,3 millions USD de pertes confirmées. Une réduction budgétaire moyenne de 30 % est attendue pour l'ensemble du réseau en 2026.⁵⁹

⁵⁶ Arutyunova et Clark, *Affamer les feuilles et affamer les racines*, page 84.

⁵⁷ Red Internacional de Fondos de Mujeres de Prospera, «Funding Crisis: Impact & Response by Women's and Feminist Funds», prospera-inwf.org, avril de 2025, <https://prospera-inwf.org/wp-content/uploads/2025/04/Prospera-The-Quiet-Crisis-report.pdf>.

⁵⁸ Prospera International Network of Women's Funds, « Funding Crisis. »

⁵⁹ Prospera International Network of Women's Funds, « Funding Crisis. »

À l'heure où de nombreux grands bailleurs de fonds s'appuient de plus en plus sur les fonds féministes pour atteindre les organisations locales, ces pertes financières exposent et aggravent la précarité des mouvements féministes. Sans un investissement durable et responsable, la promesse de financer les mouvements féministes par le biais de fonds féministes et pour les femmes risque de devenir un maillon fragile de plus dans un écosystème déjà instable.

Les ONGI

Les ONGI internationales ont été identifiées comme une source de financement essentielle par 36 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes. Ce chiffre était nettement plus élevé parmi les groupes dont le budget annuel se situait entre 500 000 et 1 000 000 USD, et atteint 55 %. Ces chiffres témoignent d'un changement important dans le paysage du financement depuis 2010, lorsque seulement 7 % des participant·es citaient les ONGI comme principale source de financement⁶⁰. Au niveau régional, les groupes d'Asie du Sud-Ouest/Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (42 %), d'Asie et du Pacifique (39 %) et d'Afrique (37 %) ont le plus souvent désigné les ONGI comme principaux bailleurs. Pour la majorité des organisations interrogées (64 %), les ONGI fournissent jusqu'à 30 % de leur budget.

Les ONGI jouent un rôle complexe dans l'écosystème du financement féministe, puisqu'elles servent souvent d'intermédiaires en transmettant les ressources des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux vers des organisations de plus grande envergure. Cette situation s'explique non seulement par des contraintes opérationnelles, mais aussi par le rôle historique des ONGI dans l'élaboration des programmes de développement international, qui mobilisent fréquemment les organisations locales comme « exécutantes » de programmes conçus de manière verticale.

Bien que toujours répandus, ces modèles subissent des pressions croissantes, poussant de nombreuses ONGI à se « décentraliser » et à opérer via des bureaux locaux et nationaux, tout en adoptant des approches de financement plus équitables qui reconnaissent l'expertise et l'autonomie des mouvements féministes dans la définition de leurs priorités et la conception de leurs programmes. Les ONGI peuvent jouer un rôle précieux dans l'acheminement des ressources vers les petits et moyens groupes féministes.⁶¹

Cependant, une part disproportionnée des ressources continue d'être allouée aux grandes ONGI basées dans les pays du Nord plutôt qu'aux groupes sur le terrain, ce qui renforce la dynamique néocoloniale et fausse les flux de financement⁶². Cette réalité soulève des préoccupations concernant les inégalités, la redevabilité et les déséquilibres de pouvoir entre les ONGI et les mouvements féministes locaux.

⁶⁰ Arutyunova et Clark, *Affamer les feuilles et affamer les racines*, page 17.

⁶¹ Voir Lever, Miller et Staszewska, *Moving More Money to the Drivers of Change*.

⁶² OCDE, *Development Finance for Gender Equality 2024* (Paris: OECD Publishing, 2024), page 56, <https://doi.org/10.1787/e340aafb-en>.

L'accès au financement philanthropique est étroitement lié à la taille de l'organisation : plus le budget est conséquent, plus un groupe a de chances de bénéficier d'un soutien philanthropique.

Les fondations philanthropiques

Autotal, 32 % des organisations interrogées identifient les fondations philanthropiques comme une source de financement essentielle⁶³. L'accès au financement philanthropique est étroitement lié à la taille de l'organisation : plus le budget est conséquent, plus un groupe a de chances de bénéficier d'un soutien philanthropique. Par exemple, 71 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes disposant d'un budget supérieur à 1 million USD déclarent recevoir ce type de financement. Dans la plupart des cas, les contributions philanthropiques représentent jusqu'à 30 % des budgets annuels.

Bien qu'aucune base de données exhaustive ne permette de cartographier l'ensemble des dons philanthropiques, les données de l'OCDE pour la période 2021-2022 montrent que les organisations féministes et de défense des droits des femmes n'ont reçu que 223 millions USD, soit 1,8 % de l'ensemble des dons philanthropiques enregistrés au cours de cette période⁶⁴.

Les données du HRFN confirment cette tendance : bien qu'un quart des financements accordés par les fondations de défense des droits humains soutiennent les femmes et les filles, le montant en valeur absolue (1,2 milliard USD) reste modeste au regard des besoins mondiaux, avec plus de la moitié (50,8 %) orientée vers des groupes basés dans le Nord global⁶⁵.

L'une des principales critiques féministes à l'égard de la philanthropie porte sur son caractère discrétionnaire et son manque de transparence. Les fondations privées, par exemple, souvent motivées par des préférences personnelles ou des « tendances » éphémères, peuvent revoir leurs priorités ou mettre fin à des programmes sans consulter les communautés concernées. Malgré leurs dotations considérables, nombre d'entre elles ne déboursent qu'une fraction minime de leurs fonds chaque année, limitant ainsi l'échelle et la pérennité de leur action tout en gardant le contrôle sur les priorités. Des critères d'éligibilité et de conformité rigides, souvent auto-imposés, viennent encore restreindre l'accès à ces ressources⁶⁶.

Sur une note plus encourageante, une grande partie du soutien philanthropique aux organisations féministes locales transite par les fonds féministes et pour les femmes. Les fondations privées sont devenues une source majeure de ces fonds, puisqu'elles ont augmenté leurs contributions de près de 40 % entre 2018 et 2020⁶⁷. Selon Prospera, les fonds provenant de fondations philanthropiques représentent 36 % du budget de ses membres, même si une grande partie provient du Wellspring Philanthropic Fund, dont la fermeture est prévue d'ici 2028⁶⁸.

⁶³ Aux fins de l'enquête, cette définition englobe à la fois les fondations publiques, qui collectent des fonds auprès de diverses sources, et les fondations privées, généralement soutenues par des fortunes privées.

⁶⁴ OCDE, *How philanthropic foundations support gender equality and women's empowerment*, Paris : OECD Publishing, 2024), <https://doi.org/10.1787/3fbec947-en>.

⁶⁵ HRFN, « Women and Girls, 2020 », Humanrightsfunding.org, consulté le 20 août 2025, <https://humanrightsfunding.org/populations/women/>.

⁶⁶ Voir Mohammed, Zaineb, « Leaning into Abundance: What If Philanthropy's Potential Wasn't Limited by Manufactured Scarcity? », CEP Blog (Blog), 6 mai 2025. <https://cep.org/blog/leaning-into-abundance-what-if-philanthropys-potential-wasnt-limited-by-manufactured-scarcity/>.

⁶⁷ Calculs effectués par l'AWID à partir des données fournies par Prospera International Network of Women's Funds, *Feminist Funding in Practice*, page 27.

⁶⁸ Prospera International Network of Women's Funds, *Feminist Funding in Practice* ; Alliance for Feminist Movements, *Global Projected Losses to Women's Rights*.

L'incertitude financière actuelle et la mobilisation des mouvements réactionnaires anti-droits se manifestent clairement dans le secteur philanthropique. Si certaines fondations adoptent une position de principe en faveur des droits et de la justice, nombreuses sont celles qui s'autocensurent, ou réduisent ou ferment leurs programmes⁶⁹. En réaction aux récents décrets présidentiels américains et aux menaces juridiques perçues, plusieurs fondations ont supprimé toute mention de justice raciale de leurs communications⁷⁰.

Dans certains contextes, comme celui de la solidarité avec la Palestine, des bénéficiaires ont été réduits au silence ou sanctionnés⁷¹. Nous assistons à une intensification des attaques systémiques dirigées contre les fondations philanthropiques et autres organisations à but non lucratif, qui vont jusqu'à les accuser de soutenir le terrorisme et menacent l'indépendance et la légitimité de l'ensemble du secteur⁷².

Dans ce contexte, il convient de rappeler que les fondations philanthropiques ne sont pas homogènes et que beaucoup d'entre elles sont confrontées, ou sur le point d'être confrontées, à une situation d'incertitude quant à leur orientation future. Rien n'est encore écrit, mais c'est là un nouveau front de lutte déterminant pour les organisations de défense des droits et de la justice.

Pour financer la justice, les fondations doivent mobiliser toutes leurs ressources (subventions, dotations et pouvoir) conformément à leur mission⁷³. À mesure que les tensions politiques s'accroissent, la philanthropie est confrontée à un dilemme : se retrancher dans la prudence ou agir avec audace et solidarité.

Les dons individuels

Le changement social prend souvent racine dans l'engagement d'individus qui se rassemblent autour de valeurs partagées, et l'écosystème du financement féministe ne fait pas exception. Des personnes de tous horizons et de tous niveaux de revenus font des dons à des causes qui leur tiennent à cœur. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette générosité ne se limite pas aux personnes très fortunées. En réalité, ce sont les contributions des citoyen·nes ordinaires qui alimentent en grande partie la mobilisation de la société civile en faveur du changement social⁷⁴. Selon EPIC-Africa, 65 % des organisations de la société civile (OSC) africaines reçoivent des dons individuels, et 53 % d'entre elles les identifient comme leur principale source de financement⁷⁵.

69 GPP, « Fund Our Futures Campaign » ; ImpactMapper, « 2025 Funding Database. »

70 Voir National Committee for Responsive Philanthropy, « Hiding in Plain Sight: Are Foundation Website Changes Masking Their Values, or Pulling off Their Masks? », [Ncrp.org](https://ncrp.org/2025/07/hiding-in-plain-sight-are-foundation-website-changes-masking-their-values-or-pulling-off-their-masks/), 14 juillet 2025, <https://ncrp.org/2025/07/hiding-in-plain-sight-are-foundation-website-changes-masking-their-values-or-pulling-off-their-masks/> ; Lori Villarosa, Ben Francisco Maulbeck et Gihan Perera, « Racial Justice Programs Under Fire: Foundations Are Running Scared When They Should Double Down », *The Chronicle of Philanthropy*, 6 février 2024, https://www.philanthropy.com/article/racial-justice-programs-under-fire-foundations-are-running-scared-when-they-should-double-down?utm_source=chatgpt.com.

71 Voir Asaad et Vilkomerson, *Repression, Retrenchment, and Resilience*.

72 Alex Daniels, « Philanthropy Leaders Decry Trump's Order to Investigate Liberal Groups », *The Chronicle of Philanthropy*, 26 septembre 2025, <https://www.philanthropy.com/article/philanthropy-leaders-decry-trumps-order-to-investigate-liberal-groups?>

73 Voir Cristiana Baik, « In This Time of Crisis, Social Justice Philanthropy Must Change Its Tune », *Nonprofit Quarterly*, 16 avril 2025, <https://nonprofitquarterly.org/in-this-time-of-crisis-social-justice-philanthropy-must-change-its-tune/>.

74 Halima Mahomed, *Philanthropic Privilege and Constituency Agency*.

75 EPIC-Africa, *Challenging the Myths*.

Dans notre étude, les donateur·ices individuel·les désignent « des personnes fortunée·es qui apportent un soutien financier ou en nature aux organisations féministes et de défense des droits des femmes ». Ces personnes sont citées comme source de financement essentielle par 24 % des organisations interrogées.

Bien sûr, la notion de « fortune » est une catégorie très relative dont la signification varie selon les contextes socio-économiques et culturels. Notre objectif ici est d'ajouter une nuance afin de distinguer ces donateur·ices d'autres formes de dons individuels, en particulier les ressources autonomes telles que les cotisations ou les contributions des activistes (voir la section [L'autofinancement des mouvements féministes](#)).

Les communautés migrantes et diasporiques constituent également une force de financement considérable, non seulement à travers les transferts de fonds, dont les volumes dépassent déjà largement ceux de l'aide internationale, mais aussi par des investissements directs dans des initiatives locales⁷⁶. En 2023, par exemple, indignées par l'inertie de la philanthropie face à la guerre au Soudan, le mouvement Black Feminists in Philanthropy Network, une collective de plus de 160 professionnelles de la philanthropie dirigées par des femmes noires, ont mobilisé plus de 1,2 million USD dans le cadre d'un effort porté par la diaspora pour soutenir les actions humanitaires menées par des féministes soudanaises⁷⁷.

À l'autre extrémité, l'intérêt pour le soutien des personnes fortunées s'est intensifié, notamment après les dons historiques et sans conditions de MacKenzie Scott, qui s'est élevé à 19 milliards USD redistribués à plus de 2 000 organisations à but non lucratif, dont des organisations féministes et de justice de genre (parmi lesquelles l'AWID)⁷⁸.

Avec un transfert intergénérationnel de richesses estimé à 84 000 milliards USD rien qu'aux États-Unis au cours des deux prochaines décennies, beaucoup de féministes s'interrogent sur les moyens de capter une part de cette richesse pour répondre à leurs besoins urgents⁷⁹. Au-delà des États-Unis, certaines féministes explorent également la possibilité de mobiliser des personnes fortunées issues de la Majorité mondiale comme source potentielle de financement⁸⁰.

Cependant, l'accès aux PF reste extrêmement limité en plus d'être restreint par des intermédiaires, tels que les cabinets de conseil et de consultation en matière de dons, ce qui rend difficile pour la plupart des organisations féministes d'établir des liens initiaux, une communication significative et des relations avec ces personnes. Pour transformer cette réalité, nous avons besoin d'une nouvelle infrastructure centrée sur la construction de relations de confiance à long terme, l'élaboration d'un langage commun et l'alignement des valeurs.

⁷⁶ Voir Rohini Manyam Seshasayee, « Philanthropy Must Learn from Remittances », *Impact Entrepreneur*, 19 décembre 2024, <https://impactentrepreneur.com/philanthropy-must-learn-from-remittances/> ; McBride Nkhamba, « Diaspora Philanthropy: Turning Migrants into Philanthropists », *Alliance*, 11 mars 2016, <https://www.alliancemagazine.org/feature/270738/> ; Shannon Miller, « The Future of Philanthropy Is in the Global South », *Emerging Gifts*, 19 décembre 2024, <https://emerginggifts.com/the-future-of-philanthropy-is-in-the-global-south/>. En 2023, les transferts de fonds mondiaux ont atteint 818 milliards USD, soit environ quatre fois le total de l'APD de l'OCDE. Voir Oscar Monterroso et Diego Vilán, « Global Remittances Cycle », *FEDS Notes*, Board of Governors of the Federal Reserve System, 27 février 2025, <https://www.federalreserve.gov/econres/notes/feds-notes/global-remittances-cycle-20250227.html>.

⁷⁷ Vanessa Thomas, « Building a Base of Black Feminist Power in Philanthropy », *Alliance*, 8 mars 2024, <https://www.alliancemagazine.org/blog/building-a-base-of-black-feminist-power-in-philanthropy/>.

⁷⁸ Center for Effective Philanthropy, *Breaking the Mold*.

⁷⁹ Talmon Joseph Smith et Karl Russell, « The Greatest Wealth Transfer in History Is Here, With Familiar (Rich) Winners », *New York Times*, 14 mai 2023, <https://www.nytimes.com/2023/05/14/business/economy/wealth-generations.html>.

⁸⁰ Stephanie Beasley, « Philanthropist Tsitsi Masiyiwa Wants African Women to Start Giving Big », *Devex*, 10 janvier 2023, <https://www.devex.com/news/philanthropist-tsitsi-masiyiwa-wants-african-women-to-start-giving-big-104492>.

Les bailleurs de fonds multilatéraux ou bilatéraux

Les institutions bilatérales et multilatérales ont été identifiées comme des sources de financement essentielles par respectivement 19 % et 18 % des organisations interrogées. Les institutions bilatérales désignent les agences gouvernementales de développement telles que l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) ou l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Les institutions multilatérales regroupent les organismes des Nations unies et les agences de développement international qui leur sont affiliées, comme le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence contre les femmes et les filles.

Comme c'est le cas avec les fondations philanthropiques, les organisations féministes et de défense des droits des femmes qui disposent de budgets plus conséquents sont plus susceptibles de bénéficier du soutien de bailleurs bilatéraux et multilatéraux. Ainsi, 24 % des organisations interrogées dont le budget se situe entre 50 000 et 100 000 USD ont déclaré recevoir un financement bilatéral, contre 55 % de celles dont le budget dépasse 1 million USD. Cela met en lumière les obstacles rencontrés par les organisations de petite et moyenne envergure pour accéder directement à ces ressources, malgré leur rôle moteur dans le changement. La recherche et le plaidoyer féministes ont identifié des stratégies concrètes que les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux peuvent adopter pour accroître et améliorer l'acheminement des fonds directement vers un large éventail d'organisations féministes et de défense des droits des femmes⁸¹.

Cela est particulièrement urgent aujourd'hui. Face aux réductions drastiques de l'APD, les financements issus de sources bilatérales et multilatérales devraient connaître une diminution substantielle au cours des prochaines années (voir l'*Introduction*). Cette contraction spectaculaire du financement public creusera un déficit considérable dans l'ensemble de l'écosystème de financement féministe, avec des répercussions graves tant pour les organisations féministes et de défense des droits des femmes que pour les fonds qui les accompagnent.

Les gouvernements nationaux et locaux

Au total, 16 % des organisations interrogées identifient les gouvernements nationaux ou locaux comme des sources de financement essentielles. Cette catégorie comprend les subventions, les financements liés à des projets et les aides institutionnelles octroyées par différents niveaux d'institutions publiques, des ministères nationaux aux autorités locales ou municipales.

Bien que cette part soit relativement faible, elle suggère que, dans certains contextes, les institutions publiques peuvent jouer un rôle important dans le financement des organisations féministes. Ce financement résulte souvent d'efforts de plaidoyer soutenus menés par les organisations féministes et de défense des droits des femmes

Cette contraction spectaculaire du financement public creusera un déficit considérable dans l'ensemble de l'écosystème de financement féministe, avec des répercussions graves tant pour les organisations féministes et de défense des droits des femmes que pour les fonds qui les accompagnent.

⁸¹ Voir Lever, Miller et Staszewska, *Moving More Money to the Drivers of Change*.

Pour de nombreuses organisations féministes et de défense des droits des femmes, particulièrement celles évoluant dans des environnements répressifs ou autoritaires, les institutions étatiques ne sont pas des alliées, mais plutôt des instruments de surveillance, de répression ou d'opposition active.

locales.

Au niveau régional, la disponibilité et l'accessibilité du financement public national ou local présentent de fortes disparités. La part la plus élevée s'observe en Europe occidentale et en Amérique du Nord, où 42 % des organisations bénéficient d'un financement des gouvernements nationaux ou locaux, soit près du triple de la moyenne mondiale. Viennent ensuite l'Europe orientale, l'Europe du Sud-Est et l'Europe centrale, avec 22 %. Dans toutes les autres sous-régions, la proportion s'avère nettement plus faible, oscillant entre 13 et 15 %, ce qui correspond globalement à la moyenne mondiale.

Ces chiffres doivent être interprétés dans le contexte politique plus large des relations complexes et souvent tendues entre la société civile et l'État. Pour de nombreuses organisations féministes et de défense des droits des femmes, particulièrement celles évoluant dans des environnements répressifs ou autoritaires, les institutions étatiques ne sont pas des alliées, mais plutôt des instruments de surveillance, de répression ou d'opposition active. Dans de tels contextes, toute forme de coopération avec les institutions étatiques s'avère non seulement irréalisable ; mais peut également comporter des risques directs pour la sécurité et l'autonomie des organisations. Cette tension est abordée plus en détail dans la section *Statut juridique*.

La période actuelle est marquée par des mesures d'austérité strictes, un rétrécissement des espaces civiques et une résurgence des retours de bâton réactionnaires qui ont conduit à une érosion supplémentaire du soutien de l'État à la justice de genre dans toutes les régions du monde. L'Argentine sous la présidence de Milei en offre une illustration concrète : le démantèlement d'institutions telles que le ministère des Femmes, du Genre et de la Diversité a privé les politiques d'égalité de genre de financement, de supervision et de coordination, affaibli la capacité des autorités locales à maintenir ou à développer des programmes axés sur le genre, et sévèrement restreint le soutien essentiel aux groupes concernés⁸².

Le secteur privé

Seules 10 % des organisations interrogées identifient le secteur privé, notamment les fondations d'entreprise (définies dans l'enquête comme le bras socialement responsable des entreprises privées, généralement des multinationales), comme leur principale source de financement. Au niveau régional, ce chiffre est le plus bas en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes (respectivement 10 % et 11 %), et légèrement plus élevé dans les autres régions (entre 14 et 19 %).

⁸² CELS et al. to Annalena Baerbock, « Letter to the German Foreign Affairs Office », June 2024, <https://www.fdcl.org/wp-content/uploads/2024/06/CELS-and-others-Letter-to-the-German-Foreign-Affairs-Office.pdf> ; Martina Jauregui, « Government shuts what remained of Women, Genders, and Diversity Ministry », *Buenos Aires Herald*, 21 mars 2024, <https://buenosairesherald.com/politics/government-shuts-what-remained-of-women-genders-diversity-ministry> ; Juan Pablo Kavanagh, « Gender policies in the Javier Milei era: Also under the chainsaw », *Buenos Aires Times*, 10 février 2024, <https://www.batimes.com.ar/news/argentina/gender-policies-in-the-javier-milei-also-under-the-chainsaw.phtml>.

Depuis le milieu des années 2010, les initiatives visant à encourager l'engagement du secteur privé en faveur de « l'autonomisation des femmes », à l'instar de la Win-Win Coalition lancée en 2015, ont proliféré⁸³. Les données du cabinet de conseil Bridgespan révèlent une augmentation de 87 % des dons moyens des plus grandes entreprises donatrices mondiales entre 2019 et 2023, présentant la philanthropie comme un « levier d'avantage concurrentiel », c'est-à-dire un instrument permettant de renforcer la confiance envers la marque, de générer de la valeur marchande et d'influer sur les résultats sociétaux et environnementaux⁸⁴.

Ces évolutions ont suscité l'espoir que le secteur privé devienne un bailleur de fonds et un allié majeur dans la promotion de l'égalité de genre. Pourtant, les données de l'AWID suggèrent que cette promesse ne s'est pas concrétisée. Malgré la présence croissante (et controversée) des entreprises dans les espaces politiques multipartites et leur influence accrue dans la gouvernance mondiale, la « promesse du secteur privé » ne s'est pas traduite par un financement significatif des mouvements féministes et de justice de genre⁸⁵. Il reste à déterminer si les organisations qui recherchent activement des financements privés obtiennent des résultats probants. D'après les observations de l'AWID, le débat politique sur les avantages et les inconvénients du financement des entreprises est disproportionné par rapport à sa contribution financière réelle aux mouvements féministes à ce jour.

Si aucun financement n'est exempt de contradictions, les acteurs privés, contrairement aux institutions publiques, sont fondamentalement motivés par le profit. Les initiatives en matière de responsabilité sociale des entreprises sont souvent taxées de « pinkwashing » ou considérées comme des opérations de relations publiques visant à masquer des pratiques préjudiciables. L'analyse 2023 de RepRisk montre qu'environ une entreprise publique sur trois liée au greenwashing pratique également du social washing, c'est-à-dire qu'elle publie des déclarations trompeuses sur son impact social, notamment en matière de travail, de droits humains ou de diversité⁸⁶.

Certains groupes féministes ont catégoriquement rejeté toute forme de collaboration avec des entreprises en raison de leur rôle dans les violations des droits humains, la destruction environnementale et l'aggravation des inégalités économiques. La campagne féministe #BlockBlackRock en est un exemple emblématique : elle est parvenue à faire échouer un projet de partenariat entre ONU-Femmes et le géant de l'investissement, en dénonçant l'impact dévastateur de BlackRock sur les droits des femmes, la justice climatique et les inégalités⁸⁷.

⁸³ Voir ONU-Femmes, *Private Sector Engagement Strategy 2023-2025* (UN Women, 2023), page 11, https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-10/un-women_private_sector_engagement_strategy_2023-2025_0.pdf.

⁸⁴ The Bridgespan Group, *High-Impact Approaches to Corporate Giving* (The Bridgespan Group, 2025), <https://www.bridgespan.org/getmedia/37c620a8-f7b9-45f9-9923-342583af7f51/high-impact-corporate-giving.pdf>.

⁸⁵ Voir Kasia Staszewska, « De 40 milliards de dollars à 2 milliards de dollars : les chiffres réels des promesses de financement de la campagne "Génération égalité" », *AWID.org/fr*, 11 novembre 2021, <https://www.awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/de-40-milliards-de-dollars-2-milliards-de-dollars-les-chiffres-reels-des>.

⁸⁶ RepRisk, *On the Rise: Navigating the Wave of Greenwashing and Social Washing* (RepRisk, 2023), <https://www.reprisk.com/insights/reports/on-the-rise-navigating-the-wave-of-greenwashing-and-social-washing>. Voir aussi Rachel Moussié, *Contester le pouvoir corporatif : les luttes pour les droits des femmes, la justice économique et la justice de genre* (Toronto: AWID, 2016), <https://www.awid.org/sites/default/files/2022-03/CCP-FR-web.pdf>.

⁸⁷ AWID, « Au-delà de BlackRock : Défier les Partenariats Corporatifs de l'ONU », AWID.org, 30 mai 2023, <https://www.awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/au-dela-de-blackrock-defier-les-partenariats-corporatifs-de-lonu>. Pour des exemples de pratiques d'entreprise qui vont à l'encontre des objectifs féministes en matière de justice sociale et économique, voir AWID, « Les Féministes demandent la fin du partenariat de l'ONU Femmes avec Blackrock », AWID.org/fr, 6 août 2022, <https://www.awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/les-feministes-demandent-la-fin-du-partenariat-de-lonu-femmes-avec-blackrock>.

Dans le même temps, il faut reconnaître que le secteur privé n'est pas un bloc homogène et qu'il comprend des entités très différentes, allant des petites coopératives aux géants des énergies fossiles et des technologies. Les questions de cette enquête portaient plus spécifiquement sur les fondations d'entreprises rattachées à de grandes multinationales.

Dans un contexte marqué par le recul des financements bilatéraux et philanthropiques, on assiste à un regain d'intérêt pour les « mécanismes de financement innovants », notamment un engagement accru du secteur privé et de ses entreprises qui effectuent des dons pour contribuer à « combler le fossé »⁸⁸. À mesure que ces discussions prennent de l'ampleur, les mouvements féministes seront à nouveau confrontés à des choix politiques cruciaux : quels sont les risques, les contradictions et les conséquences potentielles d'un recours au financement par le secteur privé ?

Qualité du financement

Le financement des mouvements féministes devrait être un acte politique de solidarité, un engagement à remettre en cause le pouvoir systémique et à œuvrer pour la libération collective. Le plaidoyer féministe a permis de faire évoluer les pratiques de financement. Toutefois, les données de ce rapport montrent que les progrès restent inégaux et qu'il reste encore beaucoup à faire pour établir de véritables partenariats ancrés dans la solidarité et améliorer la qualité du financement.

Des pratiques que les féministes adorent !

Dans le cadre de cette étude, nous avons posé la question suivante à des organisations féministes et de défense des droits des femmes : « D'après votre expérience, quelles sont les meilleures pratiques des bailleurs de fonds utilisées pour partager leur pouvoir avec votre groupe, organisation et/ou mouvement ? »

Les réponses pointent vers de nouvelles pratiques de financement qui contribuent à modifier le rapport de force et à améliorer la qualité et l'accessibilité du financement.

- 48 % citent l'allègement des procédures de demande de financement, et 37 % la simplification des procédures de reporting.
- 36 %, 32 % et 29 % mentionnent un accès à un financement flexible, structurel et pluriannuel, respectivement.
- 32 % apprécient la communication ouverte et transparente avec les bailleurs de fonds.
- 22 % indiquent le partage de valeurs communes et la confiance qui leur est accordée par les bailleurs de fonds.



⁸⁸ Voir Qi Liu et Alma Agustí Strid, « Innovative Financing Series: Private Finance Mobilization », Donor Tracker (Blog), 24 juillet 2025, <https://www.donortracker.org/publications/innovative-financing-series-private-finance-mobilization-2025>.

- 19 % mentionnent des consultations constructives avec les bailleurs de fonds permettant de définir conjointement les programmes et les priorités.
- 17 % valorisent leur intervention dans des processus participatifs en matière d'attribution de subventions.

Financement structurel

De nombreuses études attestent que le financement structurel est un levier puissant pour les organisations féministes et de défense des droits des femmes, dans la mesure où il favorise la planification à long terme, l'innovation stratégique et la résilience financière. Il permet également aux organisations d'étendre leur portée, de soutenir les communautés négligées, d'investir dans le développement de leurs équipes et de s'adapter rapidement aux besoins émergents, tout en allégeant considérablement leur charge administrative. Le financement structurel peut en outre renforcer la confiance et la collaboration entre bailleurs et bénéficiaires, bien qu'il reste primordial de prêter attention aux rapports de force⁸⁹.

“
Nous savons comment faire notre travail, nous le faisons bien, mais nous avons besoin de fonds. De fonds structurels.
Réponse d'une organisation polonaise

”

Les données montrent que, malgré certaines améliorations au cours des dernières décennies, l'accès au financement structurel reste un défi. En 2023, 29 % des organisations interrogées ont déclaré ne recevoir aucun financement structurel, tandis que 71% avaient accès à une forme ou une autre de ce type de financement. En moyenne, le financement structurel représentait 30 % du budget des organisations féministes, ce qui signifie que la plupart d'entre elles n'en dépendent que pour environ un tiers de leurs revenus. Pour 23 % des organisations interrogées, le financement structurel représentait plus de la moitié de leur budget, tandis que 30 % n'en recevaient pas plus de 20 %. Au total, 62 % des organisations ne disposaient d'aucun financement structurel ou en percevaient moins de 20 %, ce qui souligne la prédominance actuelle des financements restreints, liés à des projets spécifiques.

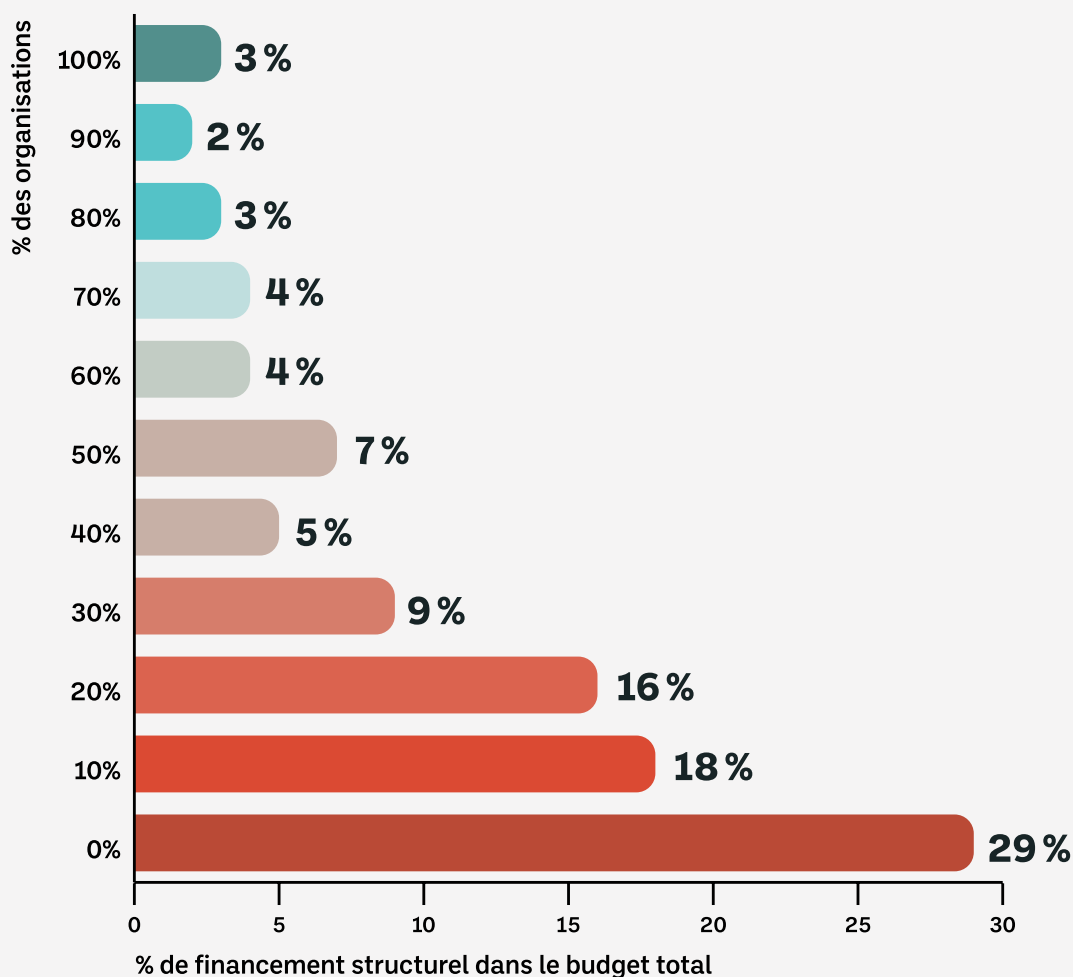
Un·e participant·e à l'enquête a indiqué que, dans son contexte, le financement structurel pluriannuel tend à être accordé aux organisations perçues comme « à faible risque », abandonnant celles qui travaillent dans des contextes à haut risque ou politiquement sensibles (où l'épuisement professionnel et la précarité sont les plus élevés) à la merci d'un financement instable et restreint. Cette contradiction systémique dans la logique de financement repose sur l'hypothèse que les risques encourus par les organisations locales sont compensés par des indicateurs d'impact plutôt que par l'attention portée à leur bien-être, leur viabilité ou la confiance qui leur est accordée. Dans la pratique, cette logique tend à reproduire l'exploitation des organisations communautaires, en particulier celles qui travaillent dans des environnements instables ou disposent de peu de ressources, ce qui entraîne une surcharge de travail systématique et compromet toute perspective de durabilité.

⁸⁹ Voir Silvia Guizzardi, « What Evidence Is There on the Impact of Core Funding? » Oakfnd.org, 30 octobre 2024, <https://oakfnd.org/what-evidence-is-there-on-the-impact-of-core-funding/> ; Center for Effective Philanthropy, « Research Shows MacKenzie Scott's Large, Unrestricted Gifts Create Sustained Impact for Nonprofits and Communities », Cep.org, 18 février 2025, <https://cep.org/news/press-releases/research-shows-mackenzie-scotts-large-unrestricted-gifts-create-sustained-impact-for-nonprofits-and-communities/>.

Malgré ces difficultés, les données révèlent une amélioration par rapport à 2010, où la moitié des organisations interrogées déclaraient n'avoir jamais reçu de financement structurel. Cette évolution positive s'explique en grande partie par l'augmentation des investissements des fonds féministes et pour les femmes, qui offrent généralement un financement plus flexible et de meilleure qualité que les autres bailleurs de fonds.

FIGURE 14. Pourcentage de financement structurel dans le budget total, 2023

Réponse à la question : « Pour les années 2021, 2022 et 2023, indiquez la part de chaque type de financement externe – y compris le revenu structurel – reçu par votre groupe, organisation et/ou mouvement. »



Financement pluriannuel

La durée du financement joue un rôle déterminant pour les organisations féministes et de défense des droits des femmes. Les subventions de courte durée les contraignent souvent à rechercher en permanence de nouveaux fonds, ce qui les éloigne de leur mission de transformation profonde. À l'inverse, un financement à long terme et pluriannuel leur offre l'espace nécessaire pour innover, renforcer leur résilience et saisir de nouvelles opportunités, amplifiant ainsi leur impact. Les recherches montrent que même un soutien sans restriction doit durer au moins cinq ans pour que les effets de la planification stratégique puissent pleinement se déployer⁹⁰.

Le manque de financement à long terme reste toutefois un défi majeur, dans la mesure où 72 % des organisations interrogées indiquent que la durée moyenne de leurs subventions ne dépasse pas les 18 mois, et 37 % d'entre elles ne bénéficient que de financements limités à 6-12 mois. Seules 12 % rapportent des subventions d'une durée de deux à trois ans, et à peine 4 % reçoivent un soutien au-delà de trois ans. Parmi les initiatives positives en matière de financement pluriannuel, on peut citer le Sustain Fund du BFF et le Resilience Fund de Mama Cash, qui apportent un soutien structurel flexible pendant huit et dix ans respectivement⁹¹.

“

Un financement flexible pluriannuel est essentiel à la pérennité et à la résilience de la société civile et des mouvements féministes face aux groupes et menaces antidémocratiques.

Personne interrogée, pays non divulgué

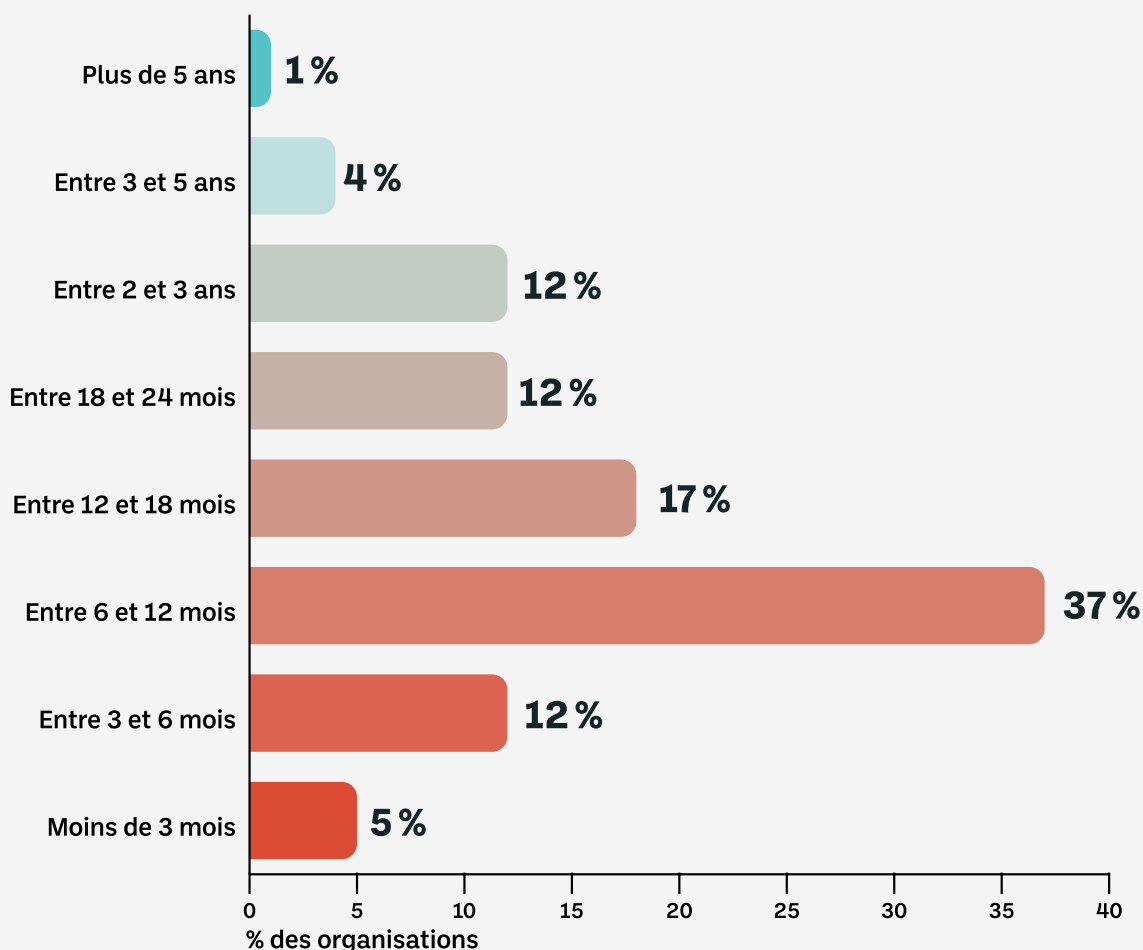
”

⁹⁰ Silvia Guizzard, « What Evidence Is There on the Impact of Core Funding? »

⁹¹ Black Feminist Fund, « Grantmaking FAQs », [Blackfeministfund.org](https://blackfeministfund.org/grantmaking-faqs/), consulté le 8 août 2025, <https://blackfeministfund.org/grantmaking-faqs/> ; Mama Cash, « Resilience Fund », [Mamacash.org](https://www.mamacash.org/funds/resilience-fund/), consulté le 8 août 2025, <https://www.mamacash.org/funds/resilience-fund/>.

FIGURE 15. Durée moyenne de la subvention

Réponse à la question : « Entre 2021 et 2023, quelle a été la durée moyenne des subventions reçues par votre groupe, organisation et/ou mouvement ? »



Épargnes et réserves

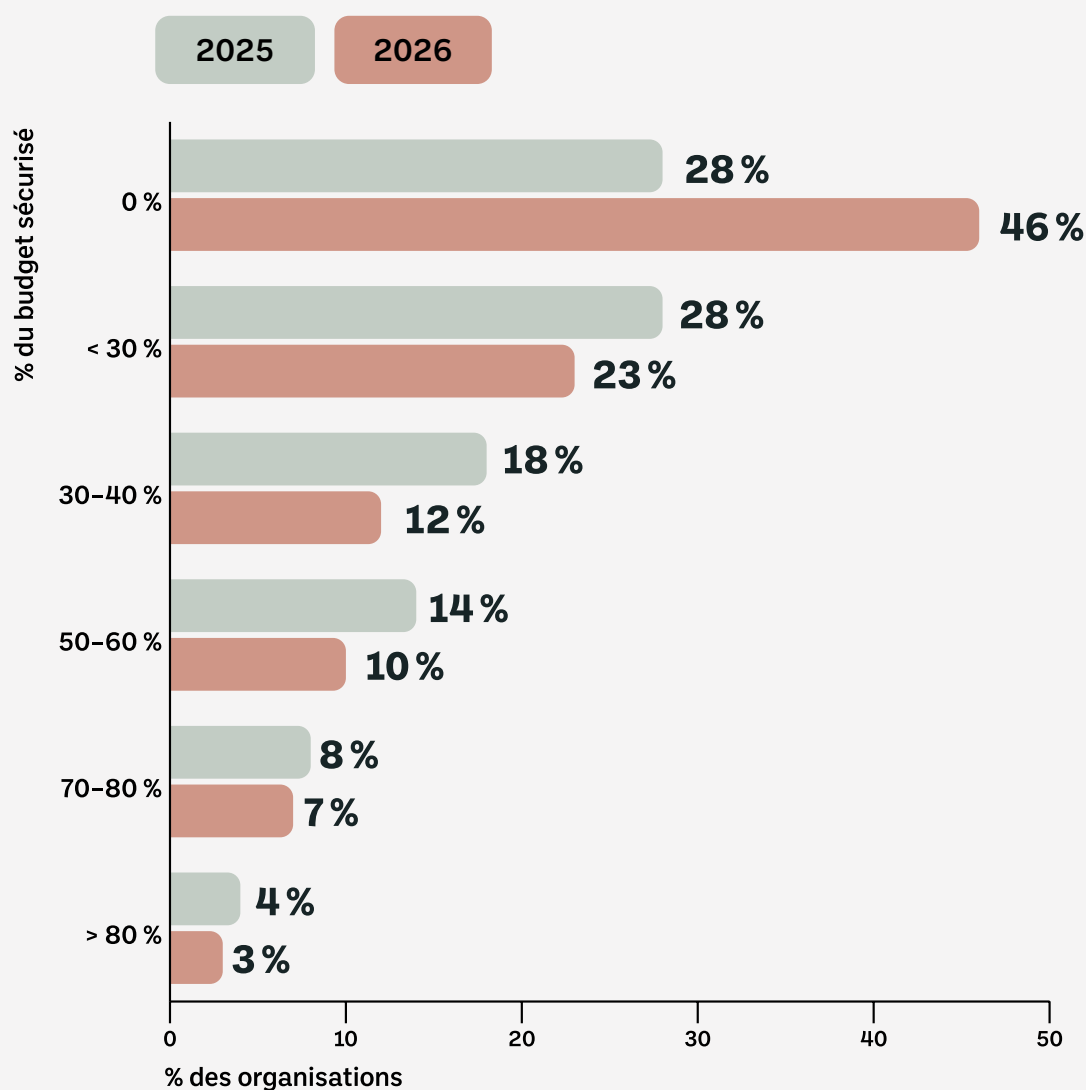
Bien que le financement structurel soit le type de soutien le plus recherché par les organisations, il peut néanmoins être assorti de restrictions, comme l'interdiction de constituer des réserves ou une épargne, ou d'investir dans des infrastructures telles que des biens immobiliers ou des terrains.

Or, les réserves et les épargnes ne sont pas des « extras » ; elles sont essentielles à la stabilité, à la résilience et à la viabilité à long terme des mouvements féministes, et doivent être reconnues et financées comme des éléments fondamentaux d'un financement de qualité.

Pourtant, dans la pratique, la plupart des organisations féministes et de défense des droits des femmes ne disposent d'aucune épargne ni réserve. Notre étude montre que pour 2025, 28 % des organisations ne disposent d'aucune épargne et que 46 % ne s'attendent pas à en avoir après 2026. En 2024, 64 % des organisations déclaraient qu'elles ne pourraient pas continuer leurs activités plus de six mois si le financement externe cessait immédiatement, seulement 6 % pourraient tenir plus de 24 mois, et près de la moitié (47 %) avaient déjà failli fermer en raison d'un financement précaire.

FIGURE 16. Pourcentage du budget sécurisé pour 2025 et 2026

Réponse à la question : « En pourcentage, quelle part du budget de votre groupe, organisation et/ou mouvement est sécurisée pour les années suivantes ? Si vous n'avez pas encore en tête de budget pour les années à venir, calculez en fonction de la taille du budget de l'année en cours. »



Générer de la richesse pour la pérennité des mouvements

Il apparaît nécessaire d'approfondir les recherches, dans une optique féministe et de justice économique, sur les différents mécanismes de création de richesses autres que les sources de financement institutionnelles et traditionnelles, ainsi que leurs limites respectives. Les ressources générées par des voies alternatives ouvrent de nouvelles perspectives en termes de pérennité, car elles peuvent être utilisées pour l'épargne, les réserves (voir ci-dessus) ou les activités génératrices de revenus (dans les limites imposées par le statut juridique d'une organisation).

Ces formes alternatives comprennent, entre autres :

- **L'investissement** : l'achat d'actifs tels que des actions ou des obligations est devenu un sujet de conversation ces dernières années, car certaines organisations ont reçu d'importants dons sans restriction, notamment de la part de MacKenzie Scott, et ont eu pour la première fois le luxe de disposer de fonds substantiels à investir. Parallèlement, le thème de l'investissement à impact généré a également attiré l'attention, conduisant l'AWID à mener des recherches sur ses implications pour les mouvements féministes.⁹²
- **La dotation** : il s'agit d'un fonds constitué d'une somme d'argent conséquente destinée à soutenir une organisation ou une initiative particulière sur la durée.
- **Les achats de terrains et de biens immobiliers** : bien que ces achats puissent être considérés comme une forme d'investissement, ils ne sauraient être réduits à de simples transactions immobilières. La « restitution des terres » est une revendication anticoloniale majeure des Peuples autochtones. L'achat de terrains et de biens immobiliers, en particulier par celles et ceux qui ont été historiquement dépossédés et exclus de la propriété foncière, notamment les femmes, les communautés autochtones, afro-descendantes et Noires, peut être considéré comme une forme de justice réparatrice.⁹³

Les questions d'accumulation de richesses, d'exploitation et d'inégalités sont sensibles, et à juste titre. Les débats sur les dilemmes concrets que pose une implication dans des marchés financiers structurellement exploités et inégalitaires ne sont pas superflus ; c'est un impératif éthique et politique pour naviguer dans ces contradictions avec intégrité et éviter de reproduire les inégalités. Ces discussions sont essentielles pour penser l'avenir des ressources féministes.

⁹² Sanam Amin et Diyana Yahaya, Investissement à impact de genre et émergence de fausses solutions : une analyse pour les mouvements féministes (Toronto: AWID, 2023), <https://www.awid.org/fr/rapport-investissement-impact-de-genre>.

⁹³ Voir Dolar Vasani et Kieron Crawley, Ripple Effects of Property Purchase Grants on LGBTQIA Communities (Dreilinden and Wellspring Philanthropic Fund, 2023), <https://en.dreilinden.org/the-ripple-effects-of-property-purchase-grants-on-lgbtqia-communities-assignment-report-january-2023-copy>; Urgent Action Fund Africa, «Fostering Cultures of Care».

FIGURE 17. Nombre de mois pendant lesquels les groupes peuvent fonctionner avec leurs économies seules

Réponse à la question : « Si votre financement externe devait prendre fin immédiatement, pendant combien de mois votre groupe, organisation et/ou mouvement pourrait-il fonctionner en utilisant uniquement ses économies et ses réserves ? »

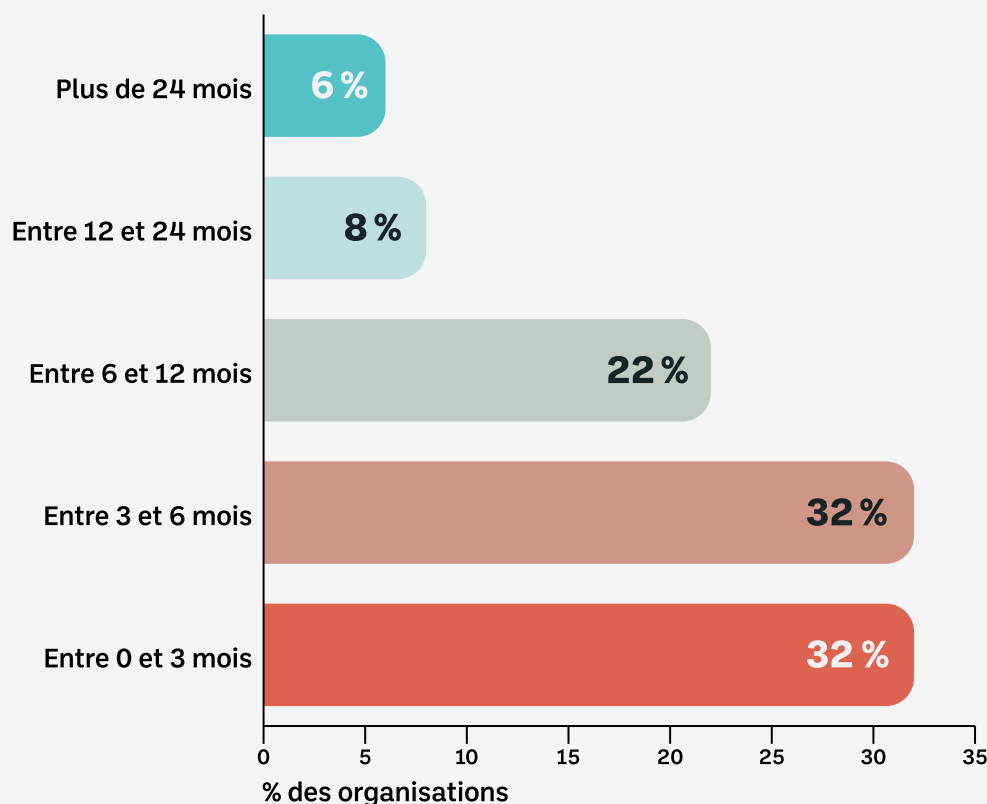
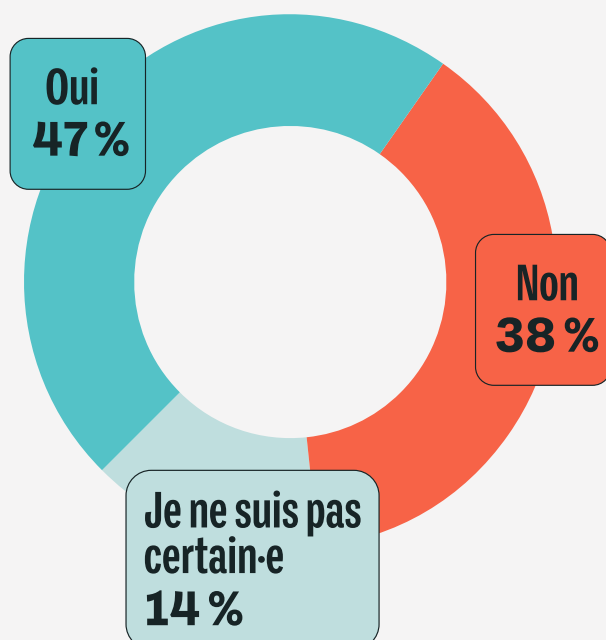


FIGURE 18. Risque de fermeture en raison d'un financement précaire

Réponse à la question : « Si votre financement externe devait prendre fin immédiatement, votre groupe, organisation et/ou mouvement pourrait-il fonctionner en utilisant uniquement ses économies et ses réserves ? »



La persistance des barrières systémiques

Depuis des décennies, les mouvements féministes exhortent les bailleurs de fonds à décoloniser les systèmes de financement, à transférer le pouvoir et à leur faire confiance pour définir leurs propres priorités. Mais comme le confirme cette étude, ils continuent de faire face à des pressions politiques, à des priorités inadéquates ou restrictives imposées par les bailleurs et à des exigences administratives considérables.

“

Arrêtez de nous
donner des
projets déjà
conçus à mettre
en œuvre.
Personne interrogée
d'Ouganda

”

Autonomie et censure politique

Si les pratiques des bailleurs de fonds varient, un défi persiste : les mouvements féministes n'ont toujours pas suffisamment d'influence pour façonner les programmes et les priorités de financement, qui restent largement déterminées par les bailleurs de fonds eux-mêmes. La grande majorité (86 %) considère que les fonds disponibles pour leurs mouvements, leurs thématiques et leurs régions sont très limités. Par ailleurs, 58 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes déclarent se sentir contraintes de s'aligner sur les stratégies politiques des bailleurs de fonds, notamment en évitant certaines régions ou certains programmes.

Ce n'est pas seulement une impression. Dans l'ensemble, 63 % reconnaissent avoir ajusté leurs priorités afin de remplir les critères d'éligibilité ou d'augmenter leurs chances d'obtenir un financement : 44 % le font parfois, 11 % fréquemment et 5 % de façon systématique. Cette dynamique porte atteinte à leur autonomie, à leur indépendance politique et à leur impact à long terme. Elle se manifeste dans toutes les régions et à travers toutes les thématiques. Les organisations aux budgets annuels plus élevés subissent cette pression avec une intensité particulière, alors que celles qui s'appuient moins sur des financements externes jouissent d'une autonomie accrue, bien que cette indépendance se paie souvent par une précarité et une fragilité financières.

Ces pressions s'intensifient à mesure que l'autoritarisme et le conservatisme progressent dans de nombreuses régions du monde. Les coupes budgétaires, réelles ou potentielles, affectent de manière disproportionnée les organisations qui œuvrent pour la démocratie, la justice en matière de santé et des droits sexuels et reproductifs, les droits des migrant·es, les droits des personnes transgenres et les droits et la libération des Palestinien·es⁹⁴. Les organisations féministes et de défense des droits des femmes sont soumises à une pression croissante pour adopter des positions plus conservatrices ou s'autocensurer, sans quoi elles risquent de perdre leurs ressources. Ce climat engendre un effet paralysant, entrave la liberté d'expression et muselle les voix contestataires tant au sein des mouvements que dans le secteur philanthropique⁹⁵.

⁹⁴ Voir Sara Herschander, « Nonprofits Are Taking a Stance on Gaza — and Paying the Price », *Chronicle of Philanthropy*, 18 juin 2024, <https://www.philanthropy.com/article/nonprofits-are-taking-a-stance-on-gaza-and-paying-the-price> ; Shafi Musaddique, « 'Fundors Silently Defunding': How US Nonprofit Lost a Quarter of a Million After Pro-Palestine Post - and Rebuilt Itself », *Alliance* (Blog), 10 juillet 2025, <https://www.alliancemagazine.org/blog/funders-silently-defunding-how-us-nonprofit-lost-a-quarter-of-a-million-after-pro-palestine-post-and-rebuilt-itself/> ; série de rapports par Funding Freedom, disponibles à l'adresse <https://www.fundingpalestinianfreedom.org/resources>

⁹⁵ Voir National Committee for Responsive Philanthropy, « Hiding in Plain Sight » ; Villarosa, Maulbeck et Perera, « Racial Justice Programs Under Fire. »

Les exigences administratives

Au total, 86 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes considèrent les processus de financement comme « complexes, inaccessibles et irréalistes », tandis que 80 % jugent les exigences en matière de suivi et d'évaluation trop techniques et déconnectées de leurs réalités quotidiennes.

Les organisations qui travaillent avec des groupes marginalisés, tels que les communautés autochtones ou les personnes transgenres, rencontrent des difficultés à démontrer leur impact à travers des données chiffrées. Dans de nombreuses communautés, les statistiques précises (par exemple, le nombre de familles ou de villages concernés) ne sont pas systématiquement collectées, et une forte réticence persiste à partager des informations détaillées (comme la taille ou la localisation des populations) avec les bailleurs, notamment ceux basés dans le Nord global. Cette préoccupation ne relève pas uniquement d'une forme de résistance politique, c'est aussi une stratégie de survie dans des contextes où la surveillance étatique ou les logiques extractivistes posent des menaces réelles.

Les exigences toujours plus lourdes en matière de rapports et de conformité sont aussi utilisées – en particulier par les gouvernements d'extrême droite ou autoritaires – comme un outil pour restreindre l'action de la société civile. Elles créent ainsi une double pression sur les organisations, émanant à la fois des bailleurs et des autorités. Sous couvert de transparence et de responsabilité, ces obligations administratives peuvent submerger les organisations féministes et de terrain, les privant du temps et de l'énergie nécessaires à l'activisme, au plaidoyer et à la prestation de services. Cette forme de contrôle bureaucratique agit comme un outil de répression, affaiblissant la capacité de la société civile à contester le pouvoir et à faire progresser la justice sociale⁹⁶.

“

Nous travaillons d'arrache-pied pour des milliers de femmes, et nous avons un impact réel. Un allègement administratif des financements est nécessaire pour permettre à des organisations comme la nôtre de mieux se structurer, et d'améliorer et d'amplifier leurs efforts.

Personne interrogée du Brésil

”

96 Voir International Center for Not-for-Profit Law, *Foreign Influence Registration Laws and Civil Society*.

Transparence et redevabilité

Un total de 76 % des organisations féministes et de défense des droits des femmes ont fait état d'un manque de transparence concernant les priorités des bailleurs, les critères d'évaluation et l'identité des bénéficiaires finaux des financements, et 65 % ont indiqué qu'elles ne répondaient souvent pas aux exigences légales, réglementaires et administratives des bailleurs pour être éligibles à recevoir un financement. Ce dernier point est particulièrement vrai pour les groupes non enregistrés : de nombreux bailleurs de fonds ne financent que les organisations qui ont un statut juridique officiel, comme indiqué dans la section *Statut juridique*.

Les féministes ne réclament pas seulement des ressources plus importantes et de meilleure qualité, elles revendiquent aussi un rôle actif dans les décisions relatives au financement, y compris sur l'origine et la destination des fonds. Cela suppose de remettre en question les rapports de pouvoir traditionnels qui dominent encore la philanthropie et l'aide au développement, et de promouvoir des pratiques de financement transparentes, redevables et guidées par les priorités des mouvements féministes.

“

Le temps et l'énergie que nous investissons dans nos propositions... Ne recevoir aucune explication lors d'un refus est difficile à vivre, car nous ne voulons pas candidater à nouveau si nous n'avons aucune chance réelle d'obtenir des fonds.

Personne interrogée de la région SWANA

”

“

Intégrez-nous aux processus de décision en matière de financement — ne prenez pas ces décisions pour nous.
Personne interrogée, pays non divulgué

”



**Féministes, bailleurs
de fonds et allié-es :
AGISSONS
MAINTENANT !**



Les féministes font preuve d'une ingéniosité remarquable, qui va bien au-delà des questions financières, mais nous devons regarder la réalité en face : nos accomplissements ne suffisent pas à endiguer le raz-de-marée des forces anti-droits, massivement financées et politiquement influentes, qui déferle sur la planète.

Une histoire de transformation et d'urgence

Ce rapport fait état d'un panorama complexe du financement que les féministes continuent à transformer, tout en soulignant les actions urgentes qui s'imposent dans le contexte actuel. Les mots « crise » et « coupes budgétaires » peinent à traduire ce que le manque chronique de ressources, le plafonnement budgétaire et le retrait massif des financements destinés à la justice de genre représentent pour les activistes en première ligne, pour les communautés privées de services vitaux et pour les sociétés de plus en plus gangrenées par les forces anti-droits, la misogynie, le racisme, l'homophobie et la transphobie.

Est-il plus difficile aujourd'hui qu'auparavant de trouver des ressources pour le féminisme et le changement social ? Oui, incontestablement. Et pourtant, des activistes féministes infatigables et visionnaires contestent la logique dominante du système de financement, en réinventent les modalités, et construisent des modèles transformateurs, allant des fonds féministes et pour les femmes à des sources de financement autonomes ancrées dans la solidarité, l'entraide et le soin communautaire. De nombreux groupes autrefois jugés « non finançables », notamment les collectives non déclarées, celles opérant dans des zones de conflit et les petites structures profondément enracinées au niveau local, ont désormais accès à des sources de financement qui n'existaient tout simplement pas lorsque l'AWID a tiré la sonnette d'alarme il y a plus de dix ans⁹⁷. Ces avancées sont le fruit des luttes féministes.

Il ne fait aucun doute que le retour de bâton politique et financier actuel, qui vise la capacité même de s'organiser pour le changement social dans des conditions sûres et avec des ressources suffisantes, est une réaction à l'impact des organisations féministes, LGBTQI+ et autres mouvements de libération qui, dans toute leur diversité et leur intersectionnalité, ont changé le monde. Ces mouvements sont devenus une menace pour le patriarcat, l'hétéronormativité, la suprématie blanche, le capitalisme et le validisme. Ils incarnent des manières de vivre – dans nos corps, nos communautés et nos sociétés – incompatibles avec les programmes anti-droits.

Les féministes font preuve d'une ingéniosité remarquable, qui va bien au-delà des questions financières, mais nous devons regarder la réalité en face : nos accomplissements ne suffisent pas à endiguer le raz-de-marée des forces anti-droits, massivement financées et politiquement influentes, qui déferle sur la planète. Alors que la moitié des organisations féministes et de défense des droits des femmes fonctionnent avec un budget plafonné à seulement 22 000 USD, un afflux massif de financements de qualité s'avère nécessaire pour faire face à ce déferlement.

⁹⁷ Arutyunova et Clark, *Arroser les feuilles et affamer les racines*.

La situation se dégrade. Au cours des mois qui ont suivi la collecte de ces données, la stabilité financière, voire la survie de nombreuses organisations féministes, de défense des droits des femmes et LGBTQI+ ont été menacées ; comme l'illustrent les chiffres mentionnés dans l'*Introduction* les ressources disponibles pour l'organisation des mouvements féministes diminuent considérablement.

C'est sans conteste le moment d'aborder les questions fondamentales que se posent déjà de nombreuses activistes féministes, défenseur·es des ressources et bailleurs de fonds engagé·es :

1. Comment financer les organisations féministes qui luttent pour les droits et la justice dans une époque marquée par la montée de l'autoritarisme, l'effondrement économique et la crise écologique ?

2. Comment dépasser les paradigmes Nord-Sud et mettre en place des modes de financement alternatifs, décoloniaux, autonomes et autosuffisants ?

3. Que faudrait-il pour construire une infrastructure féministe de financement - subventions, mais aussi épargne, réserves, terres et espaces communs, savoirs et temps - détenue et gérée par les féministes ?

La manière dont nous répondrons à ces questions – et les voix, les expériences et les besoins qui façonneront cette réponse – déterminera en grande partie l'avenir des mouvements féministes. Les féministes ne les abordent pas uniquement sur le plan théorique, même si les espaces de réflexion et de pensée collectives sont inestimables. Elles y répondent également par des pratiques concrètes et quotidiennes, qu'il s'agisse de développer de nouvelles stratégies de collecte de fonds, de créer des modèles de financement autonome ou de mener des actions de plaidoyer auprès des bailleurs de fonds. Dans tout cela, les féministes comprennent la complexité, l'imprévisibilité et le désordre de cette période, sans perdre de vue l'avenir pour lequel nous nous battons toutes.

Ces données imposent une action collective

Ce n'est pas le moment de faire comme si de rien n'était. Ces constats nous obligent à nous rassembler dans un élan commun d'urgence, d'engagement et de solidarité pour défendre nos acquis durement gagnés et transformer la manière dont les mouvements féministes sont financés.

Les mouvements féministes font ce qu'ils ont toujours fait : s'organiser, imaginer et survivre. Les actions suivantes s'appuient à la fois sur ce qui a permis aux féministes de transformer le panorama jusqu'à présent et sur ce qui émerge aujourd'hui en réponse aux coupes budgétaires :

Pour les organisations féministes et de défense des droits des femmes

- **Créez davantage d'espaces pour réinventer la manière dont nous soutenons nos mouvements** sur le long terme, en plaçant la solidarité, la collaboration inter-mouvements et la lutte contre les inégalités de pouvoir entre nous au cœur de cette démarche⁹⁸.
- **Exigez l'accès aux financements publics** et philanthropiques comme des ressources légitimes pour le mouvement féministe, aujourd'hui comme demain. Tissez des liens solides avec des alliés engagés à transférer davantage de fonds, et de meilleure qualité, vers les mouvements féministes.
- **Adoptez et diffusez un langage qui élargit la définition des ressources** au-delà de l'argent. Le temps, le travail, l'expertise, le soin et les relations sont des ressources féministes essentielles.
- **Explorez et documentez les leçons tirées des modèles de financement autonome** qui réduisent la dépendance et reflètent les valeurs féministes : autodéterminés, interdépendants et ancrés dans les communautés.
- **Utilisez et partagez les outils disponibles** développés pour soutenir la collecte de fonds féministes dans cette crise, tels que :

→ La base de données [Who Can Fund Me?](#) (qui peut me financer ?) de l'AWID.

→ La base de données des financements 2025 établie par Impact Mapper [«2025 Funding Database»](#).

→ Le guide de Justice Funds [Obtenir les ressources dont nous avons besoin / Lever des fonds : un guide à destination des petites organisations de terrain](#).

L'AWID s'engage à continuer de créer des espaces collectifs de réflexion, d'échange et de co-création autour de ces pratiques.

⁹⁸ Voir par ex. Michaeli, Inna. « The Funding Crisis Targets Our Super-Power: The Power of Feminist Solidarity. » *Alliance Magazine*, avril 2025, <https://www.alliancemagazine.org/blog/the-funding-crisis-targets-our-super-power-the-power-of-feminist-solidarity/>.

Pour les bailleurs de fonds et nos alliées dans les institutions de financement

Les recommandations ci-dessous partent des besoins urgents liés à la crise de financement actuelle puis s'articulent autour des revendications féministes historiques qui ont permis les avancées positives observées dans les conclusions de ce rapport. Bien que ces revendications soient bien connues des défenseur·ses et des bailleurs de fonds féministes, elles restent très marginales dans le monde du financement. Il est temps d'en faire la norme :

- **Pérennisez les ressources en aidant les mouvements féministes** à constituer des réserves, à lancer des coopératives, à acheter des terrains ou des biens immobiliers et à créer des modèles de financement autonomes et autogérés afin d'assurer leur autonomie, leur vision propre et leur adaptation à long terme.
- **Intervenez là où le retrait des financements a causé le plus de tort**, non pas pour « colmater les brèches », mais pour investir dans la libération. Donnez la priorité aux personnes les plus violemment ciblées par les attaques anti-droits, notamment les femmes Noires et autochtones, les personnes transgenres et de genre divers, les migrant·es, les travailleur·ses du sexe, les travailleur·ses informel·les, ainsi que celles et ceux qui défendent la justice reproductive et la libération de la Palestine, entre autres.
- **Utilisez votre position et votre influence** pour faciliter des rencontres, ouvrir des portes et aider les féministes à entrer en contact avec de nouveaux bailleurs de fonds, y compris des « partenaires improbables ». Dans un environnement où l'accès aux ressources est contrôlé, une simple présentation peut être un acte de résistance.
- **Adaptez les modalités de financement pour soutenir les organisations féministes menacées**. Garantisiez l'accès aux ressources à celles et ceux qui travaillent dans des contextes hostiles et investissez dans la sécurité, les infrastructures de soins et le bien-être holistique des activistes et des organisations féministes.
- **Allez au-delà des « portefeuilles liés au genre »**, en reconnaissant et en finançant le leadership féministe dans les domaines du climat, de la démocratie, de la santé et de l'aide humanitaire, et en leur allouant des ressources.
- **Engagez-vous dans un travail d'éducation** politique auprès des mouvements et incitez votre institution et d'autres bailleurs de fonds à poser des questions difficiles. Comprenez ce que les réparations impliquent pour la philanthropie et pourquoi le travail féministe est essentiel à la justice climatique et à la démocratie.
- **Financez l'activisme féministe en tant que bien public** essentiel à la justice, à la démocratie et à la survie de la planète⁹⁹.

⁹⁹ Voir par ex. Consortium de l'Observatoire sur l'universalité des droits (OURs) *Feminists on the Frontline: How Can Funders Make an Impact?* Janvier 2025. <https://www.oursplatform.org/wp-content/uploads/OURs-funders-brief.pdf>.

- **Privilégiez les subventions structurelles, flexibles et pluriannuelles** qui permettent aux mouvements de planifier, de se développer et de s'adapter aux changements.
- **Financez l'ensemble du spectre des activités féministes** et de défense des droits des femmes, du niveau local au niveau mondial, dans tous les domaines, pour toutes les identités et dans toutes les zones géographiques, directement et par le biais de fonds féministes, de fonds pour les femmes et de fonds communautaires.
- **Ciblez les groupes historiquement exclus** (non enregistrés, marginalisés, informels ou profondément implantés localement, etc.) notamment par le biais de fonds féministes et pour les femmes et d'intermédiaires communautaires.
- **Revoyez vos processus et modalités de financement**, allégez les procédures de candidature et de reporting, assurez l'accessibilité pour les organisations ayant des capacités variées et celles qui opèrent dans des contextes hostiles et de conflits, et investissez dans des dispositifs de sécurité et de soin.
- **Faites confiance aux mouvements** pour définir leurs priorités et choisir leurs orientations sans contraintes imposées.
- **Continuez à financer les fonds féministes** et pour les femmes ainsi que les fonds gérés par les communautés en tant qu'infrastructures essentielles de l'écosystème du financement.



Pour tout le monde, vous y compris !

Que vous fassiez partie d'organisations féministes et de défense des droits des femmes, de la société civile, d'institutions de gouvernance ou d'organismes philanthropiques, le moment est venu de faire preuve de courage collectif. Il est temps de construire et de renforcer de véritables alliances féministes et de justice sociale qui transcendent les frontières et les secteurs.

Trouvons-nous et luttons les un-es pour les autres.



OÙ est L'ARGENT?

Un plaidoyer documenté pour soutenir les
organisations féministes

awid